REVUE

DES

DEUX MONDES

QUATRIÈME SÉRIE

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cie,
RUE DE SEINE, 14 BIS.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGT-UNIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1840

VIE, CORRESPONDANCE

ET ÉCRITS

DE WASHINGTON.[1]

Le monde manque de grands hommes, et l'on dit qu'il n'en reverra pas. On condamne les sociétés modernes à ignorer ou à méconnaître ceux qui naîtraient dans leur sein; on leur refuse jusqu'à la faculté d'en produire. Sur leur sol, le blé pousse encore, mais le chêne ne croîtra plus. On dit que c'est la faute de notre civilisation, et l'on s'en prend à ce qu'elle a de meilleur. Elle est, à ce qu'on assure, trop raisonnable, trop régulière en tout, trop formaliste en politique, pour donner carrière au génie de l'action. Ce respect jaloux de tous les droits, ce respect plus jaloux encore de tous les intérêts, les progrès continuels de l'esprit d'examen, l'amour inquiet de l'égalité, la publicité qui ne laisse rien dans l'ombre, le contrôle de l'opinion qui repousse l'illusion et discute la confiance, paraissent autant d'obstacles insurmontables à ce pouvoir presque absolu qu'affectent les grands hommes, et qui leur est nécessaire pour se faire appeler de

(1) Publiés d'après l'édition américaine, et précédés d'une *Introduction* sur l'influence et le caractère de Washington dans la révolution des États-Unis d'Amérique, par M. Guizot.

ce nom. Il semble qu'il n'y ait plus pour eux de public. Là où il y a tant de juges, les admirateurs sont rares. Or, la gloire est l'admiration universelle, et les grands hommes ne vivent que par la gloire. En même temps, les affaires sociales sont devenues quelque chose de si vaste et de si connu, qu'aucune intelligence ne peut les dominer, que toute intelligence se croit capable de les comprendre. Tout est donc plus difficile et moins mystérieux. Les hautes ambitions, gênées, entravées, surveillées, ne peuvent compter sur aucun prestige. On ne croit plus à la puissance individuelle. Ainsi, tout ce qui se fera de mémorable ne devra désormais s'opérer que par le concours de tous. Et qui peut aujourd'hui égaler tout le monde? Qui peut prétendre à mettre du sien dans les choses humaines? Ceux à qui l'histoire a donné le titre de grands, ont pris leurs aises avec leurs contemporains, et quelques sacrifices qu'ils aient faits à la nécessité, ils ont presque toujours agi en maîtres, et donné l'impulsion à leur siècle. Il en est peu dont la vie tout entière ait été autre chose qu'un long et prodigieux effort pour faire consentir le monde à la liberté de leurs passions. Une personnalité qui s'impose, tel a été jusqu'ici le signe de la grandeur. Un pareil privilége est-il possible à présent, et n'a-t-il pas à jamais péri avec tous les priviléges?

Il y a eu pourtant un homme, un seul peut-être, qui certes a mérité la gloire, et qui n'a violenté ni son temps ni son pays, qui s'est fait admirer de notre siècle en respectant ses principes, et dont la renommée n'a rien coûté à la conscience de l'humanité; un homme qui a partagé et soutenu toutes les idées vraies, toutes les passions légitimes de notre époque, sans en connaître ni les excès, ni les chimères, ni les faiblesses; qui est parvenu à faire dominer son nom dans l'évènement le plus national, et qui a été grand dans une révolution; grand par la guerre et par la politique, dans la liberté et dans le gouvernement, pour les philosophes et pour le peuple; un sage enfin et un héros : c'est le général Washington.

Voilà donc un exemple; et, dût-il rester unique au milieu des sociétés modernes, il serait bon et juste de le rappeler à leur mémoire; il serait surtout utile de le retracer à la France, de l'opposer à l'incrédulité qui se répand en matière de grandeur et de gloire. Notre pays n'est jamais le dernier à se jeter dans le scepticisme qui décourage, dans le dédain qui rabaisse. Ç'a donc été une heureuse idée que de mettre sous ses yeux, dans leur pureté la plus authentique, les titres irrécusables de Washington à l'admiration des deux mondes, que de nous montrer dans un même tableau les droits des

nations honorés et défendus, les exigences du siècle ménagées ou satisfaites, ses idées réalisées et servies, et cependant, au milieu de tout cela, l'action propre et personnelle, et, pour ainsi parler, l'originalité d'un homme supérieur, d'accord avec tout et distinct de tout, non pas seul mais dominant, représentant sa patrie, son époque, sa cause, et restant lui-même *unité et multitude*, comme dit Pascal. C'était un beau spectacle à présenter à nos regards, et assurément nous avons besoin de beaux spectacles. Cette œuvre ne convenait à personne mieux qu'à celui qui l'a entreprise. M. Guizot est de ces esprits qui ne se plaisent à voir que le grand côté des choses humaines. C'est son goût comme son talent que d'élever tout ce qu'il touche, et, mise en présence de l'histoire, sa raison se proportionne aisément à la hauteur des évènemens et des hommes. L'histoire, en effet, doit éviter deux écueils. Il est une philanthropie banale et complaisante, qui ignore et dissimule le mal mêlé à toutes choses, et pallie le faible des théories, le danger des passions, l'insuffisance de la volonté et de la raison humaine. Il est un rigorisme étroit et dénigrant qui doute de l'empire de la vérité comme de la vertu, et qui, méconnaissant la puissance du bon génie de l'humanité, lui conteste ses progrès et ses droits, et la montre incessamment esclave ou dupe de ses passions ou de ses rêves. L'une ou l'autre rend tour à tour l'histoire flatteuse ou satirique, corruptrice ou décourageante. Il y a loin de ces deux erreurs à l'esprit de M. Guizot, à cet optimisme sévère qui nous paraît caractériser la vraie philosophie de l'histoire comme la vraie politique. Ni l'une ni l'autre ne doit caresser nos faiblesses ou rabaisser notre ambition. L'une doit tout comprendre, sans rien absoudre de ce qui est mal, sans rien cacher de ce qui est vrai, sans rien rabattre de ce qui est grand, comme l'autre prescrit à l'homme d'état de savoir résister à son parti sans le trahir, aimer son temps sans trop lui complaire, et faire pénétrer ensemble et vivre en accord dans tous les esprits la vérité et l'espérance.

M. Guizot qui, ce nous semble, a toujours ainsi conçu la politique et l'histoire, devait se sentir à l'aise en parlant de la révolution américaine et du général Washington. Aucun évènement, et à coup sûr aucun homme n'a moins donné lieu à ces restrictions dans l'approbation et la sympathie, qui sont un devoir pénible pour l'historien. Aussi, croit-on sentir, en lisant M. Guizot, que c'est avec un enthousiasme vif et grave, ardent et contenu, qu'il a écrit la belle introduction où il annonce et juge Washington. Sa pensée s'est plue, s'est reposée dans la contemplation de ce qu'il y a de plus beau dans les

affaires du monde : une juste cause, une révolution nationale, un évènement irréprochable, un grand homme vertueux. En écrivant, il s'est efforcé, lui aussi, de concilier dans son esprit et dans son œuvre ce qu'il trouvait associé dans la réalité : les idées généreuses et les idées pratiques, les principes de la liberté et les maximes de l'ordre, la juste défiance qu'inspire l'expérience de soi et de l'humanité, et l'inaltérable foi que doit la raison à l'empire du bien et à la victoire de la vérité. Aucun homme sérieux, lancé dans la mêlée de nos opinions et de nos discordes, ne lira, sans que son esprit soit ému, ce que M. Guizot vient d'écrire. Ceux qui pensent de ce monde autrement que lui, se demanderont si peut-être ils ne se tromperaient pas. Je voudrais espérer qu'il troublera les prétentions illimitées des esprits violens et chimériques. Surtout, je voudrais croire qu'il rendra quelque force et quelque audace à ceux qui, sans passions comme sans espérances, se défient des convictions, méprisent les idées, et prennent la timidité pour la sagesse. De ce côté-là, en effet, vient aujourd'hui le vrai danger, et si quelque chose en ce moment expose à quelques risques l'avenir de la société, c'est ce que l'Écriture appelle avec dérision *la prudence des prudens.*

Nous essaierons, après M. Guizot, de donner encore une fois une idée de Washington et de son temps, et puis nous verrons s'il n'en résulterait pas quelque enseignement pour le nôtre.

Le premier devoir d'une révolution est d'être légitime. Dieu merci, nous écrivons dans un temps où l'on ne contestera pas la légitimité de la révolution d'Amérique; mais ce mérite ne lui est point particulier. La révolution suisse, celle de Hollande, celle d'Angleterre, la révolution française, ont été légitimes. Mais la révolution américaine se présente avec des caractères qui en font peut-être, de tous les évènemens de cet ordre, le plus pur et le plus heureux. *Notre heureuse révolution,* disent les Anglais, en parlant de 1688. Ils ont raison, car de là date pour eux l'honneur d'avoir donné les premiers l'exemple d'un gouvernement grand et libre à l'Europe moderne. Mais on ne peut séparer 1688 de 1640, et les Anglais aussi ont payé cher le bonheur de réussir après cinquante ans. Le ciel traita mieux leurs nobles frères, émigrés pour la même cause, et formés en nation au nom des mêmes principes sur les rivages de l'Atlantique.

On a dit souvent que les Américains étaient un peuple neuf, jeune, et qu'une révolution lui était tout autrement facile qu'aux sociétés européennes. Courbées sous le faix du passé, toutes chargées de souvenirs et de traditions, celles-ci ne peuvent secouer leur joug

sans de cruels et quelquefois coupables efforts. Chez elles, des passions violentes éclatent dans l'attaque comme dans la défense. Le fanatisme est nécessaire pour détruire ce que protége le fanatisme. De là ces luttes, ces vengeances, ces extrémités terribles que connaissent la France et l'Angleterre. Il est vrai, et sans nul doute, le passé pesait d'un moins grand poids sur la société américaine. Toutefois elle n'était pas si nouvelle, ni si dénuée d'antécédens et d'expérience qu'on le suppose. Un peuple naissant, c'est-à-dire récemment parvenu à l'état social, à la civilisation, n'eût pas accompli, comme elle l'a fait, une révolution d'aussi bon exemple. Le pays des habitans des treize colonies était neuf; eux ne l'étaient pas. C'étaient les acteurs de l'ancien monde transportés sur le théâtre du nouveau; c'étaient les vieux Anglais dans la nouvelle Angleterre. Ils portaient l'empreinte profonde des habitudes et des opinions héréditaires dans leur race; ses vertus natives avaient pris plus de simplicité dans la vie rude du cultivateur d'un pays vierge, et plus d'énergie dans les luttes du pionnier contre les fatigues et les périls du désert. Il y avait là une singulière union des mœurs dont nous aimons à parer les sociétés primitives, et des traditions qui ne peuvent appartenir qu'aux sociétés avancées. Leur foi sociale était vieille, si leur société ne l'était pas, et ils s'étaient rapprochés de la nature sans perdre leurs lumières ni leurs souvenirs. Ennemis du désordre comme de l'oppression, respectueux et fiers, résolus et modérés, ils n'avaient rien de l'inexpérience et de la fougue des nations novices, alors qu'ils s'insurgèrent gravement et presque paisiblement pour l'indépendance et la liberté.

L'honneur et la conviction les armèrent seuls contre le despotisme de l'Angleterre, non le mépris d'un pouvoir débile et de lois décriées, non la tentation de révolte qui vient naturellement aux témoins d'un gouvernement qui se corrompt et s'énerve. Ce n'était pas l'esprit de critique excité par les abus et les fautes, le raisonnement spéculatif encouragé par la controverse, qui les avaient conduits à faire en quelque sorte la découverte de la liberté. Elle n'était pour eux ni une induction philosophique, ni une nouveauté littéraire, mais une croyance nationale et un sentiment de famille. Ainsi comprise, aimée ainsi, la liberté ne risque pas de devenir cette idée exclusive, cette négation destructrice qui brise tous les freins avec tous les jougs, déchaîne toutes les passions contre toutes les règles, et ravage le monde pour le délivrer. L'ancien régime d'un pays civilisé offre souvent dans ses dernières années un spectacle dangereux pour la mo-

ralité des peuples, celui de la vieillesse qui n'est pas respectable. L'habitude d'insulter les institutions devance alors le désir de les changer. Une société se déprave, quand elle méprise long-temps ce qui lui commande; elle se dégoûte de l'obéissance plutôt qu'elle n'aime la liberté; elle perd le sens de l'autorité légitime, et tombe dans l'impiété politique. Rien de pareil chez les Américains du dernier siècle. Leur libéralisme sérieux et traditionnel ne ressemblait pas à cet esprit de réaction novatrice qui aime la révolte pour elle-même, et renverse en passant tout ce qu'il voit debout. Plus simplement fiers que les Sicambres de notre histoire, n'ayant jamais fléchi le genou devant les idoles, les Américains n'avaient point à brûler ce qu'ils n'avaient jamais adoré.

D'un tel peuple quelle devait être la révolution?

Les passions humaines ne respectent rien. Lorsqu'une fois les évènemens les soulèvent, elles corrompent les meilleurs, égarent les plus sages; elles emportent avec elles les mœurs mêmes à l'ombre desquelles elles ont pris naissance, et dévastent, comme un chaume qui s'enflamme, le champ qui les a portées.

Si l'oppression qui révolta les colonies eût été cette tyrannie violente qui provoque des ressentimens égaux à ses fureurs, ses excès eussent appelé des représailles; pour s'affranchir, les Américains se seraient vengés; ils étaient des hommes. Mais c'est ici qu'il faut admirer leur bonne fortune! Certes, la résistance leur était permise; ils la devaient aux principes sacrés et aux vérités inviolables dont ils se sentaient dépositaires. Néanmoins elle n'était pas une obligation absolue; pour eux, point de revanche à prendre contre des rigueurs insupportables; une passion impétueuse ne les poussait pas; ils n'avaient point, comme par exemple le Brabant sous Philippe II, à renverser des bûchers et des échafauds. Le gouvernement britannique n'avait attenté qu'à un principe constitutionnel; on ne pouvait dire qu'il eût persécuté les Américains, il ne leur avait guère que manqué de respect; ils trouvèrent que c'était bien assez, et cela les honore; mais enfin, ils purent délibérer avant d'agir, ils ne coururent pas aux armes précipitamment et du premier bond, ils prirent conseil de la prudence, continrent leur courroux, mesurèrent la résistance, graduèrent la révolte, et semblèrent s'attacher à légitimer à chaque pas la révolution. Ils l'accomplirent comme un devoir.

D'ailleurs, le gouvernement qu'ils attaquaient n'était pas là, sous leurs yeux, tour à tour insolent et faible, joignant aux prétentions irritantes les vexations de détail, les excès de répression. Il punit

peu ; de loin, on ne punit pas, on fait la guerre. Ce fut une guerre civile, puisque les deux armées avaient même origine, même langage, et que pendant long-temps elles avaient eu même gouvernement et même drapeau. Cependant, lorsque la mer sépare les deux fractions d'un peuple, et que, pour se combattre, il faut que l'une d'elles embarque ses soldats pour une expédition lointaine, la guerre civile perd beaucoup de ses douleurs ; les haines moins vives y enfantent moins de crimes ; le droit des gens subsiste et la modère ; la victoire ne se montre pas impitoyable, et la force reconnaît des lois. C'est encore là une de ces circonstances bienheureuses qui firent la révolution d'Amérique si peu révolutionnaire ; aussi, ce mot même de révolutionnaire est-il en Amérique une qualification toute honorable, lorsqu'en d'autres pays il est une injure.

Ainsi s'explique le caractère incomparable de la révolution de 1776. Il se lit, écrit et signé de la main même de ceux qui l'ont faite, dans cette immortelle déclaration d'indépendance où respire en quelque sorte l'ame de la nation américaine. Rien qu'à la lire, on devine comment procédera une révolution si réfléchie, si scrupuleuse, si inquiète de montrer son bon droit, et de mettre de son côté le suprême arbitre de la justice. On prévoit que dans un évènement, précédé d'un tel manifeste, tout sera d'accord, les principes, les moyens, le résultat, et que ce qui s'est entrepris au nom de la liberté, s'accomplira par la liberté, pour aboutir à la liberté.

La liberté est, en effet, sortie de cette révolution. Quelque doute qu'on se plaise à concevoir aujourd'hui sur l'avenir des États-Unis, on ne contestera pas que leur révolution ait réussi. Quand elle n'aurait produit que les cinquante ans qui viennent de s'écouler, la décadence tant prédite de cette singulière société fût-elle commencée, les sacrifices et les souffrances de la génération de 1776 n'auraient pas été perdus, et le salaire vaudrait le travail. L'humanité a rarement aussi bien employé sa peine, et des peuples qui se sont plus laborieusement affranchis ne se sont pas si bien gouvernés.

Après la guerre de la révolution, rien ne fut plus honorable à la nation que l'effort de raison et de vertu qu'elle fit sur elle-même pour se donner un gouvernement. Elle n'en possédait qu'une vaine apparence dans les pouvoirs improvisés qui avaient servi jusque-là. Ces deux causes ordinaires de despotisme, l'insurrection et la guerre, n'avaient pas produit leurs effets accoutumés. Les comités de salut public de cette révolution-là n'avaient rien eu de dictatorial, et le congrès exhortait plus souvent qu'il ne commandait. Sans oser s'aban-

donner à l'autorité militaire, il se défiait de la sienne, et les assemblées coloniales qui suspectaient à la fois celle du congrès et celle de l'armée, usaient de leurs droits plutôt comme d'une liberté locale que comme d'un ressort de gouvernement. Une sorte d'esprit municipal, tel que le moyen-âge l'a développé, dominait dans les treize états, esprit de résistance plutôt que de direction, propre à protéger les droits privés plus qu'à sauver ceux de la société. Il tenait comme en échec le pouvoir central. Ces hommes intrépides, qui avaient osé disputer à une métropole redoutable l'autorité suprême, n'osaient la garder pour eux. Ils déclaraient la guerre et ils hésitaient à y contraindre leur pays; ils reprenaient à l'Angleterre le droit de lever l'impôt, sans en user pour leur compte; ils revendiquaient toutes les prérogatives d'un gouvernement et ne gouvernaient pas. Un excessif respect pour la liberté les exposait à ne la point conquérir.

Ces scrupules ou ces défiances mirent plus d'une fois en question le salut de l'Amérique, et la guerre eut plus d'un jour où l'on regretta la dictature. Mais finalement tout réussit, et le dénouement n'en valut que mieux. Tandis que d'ordinaire le danger public arme le pouvoir et ajourne la liberté, ce fut au moment de la victoire et de la paix que la nation aperçut la faiblesse, le néant de son gouvernement, et la nécessité de le fortifier ou plutôt de le refaire. L'union n'avait été qu'un mot d'ordre national; le lien fédéral n'existait que de nom; aucune institution puissante ne le consacrait. Ces États-Unis, qui avaient captivé l'admiration de l'univers, déclinaient en naissant. Ils n'avaient point d'armée, de finances, de diplomatie. La vie politique semblait prête à s'éteindre en eux au moment où ils étaient libres. Ils sentirent le mal, et quoi qu'il leur en coûtât, ils voulurent le réparer. Leurs opinions ni leurs habitudes ne les portaient vers une organisation centrale; amis de l'union en théorie, ils en supportaient impatiemment les conséquences, et tout ce qu'ils accordaient à la force de la nationalité, leur semblait autant de pris sur la liberté locale et sur la liberté populaire; mais leur bon sens fit taire leurs préjugés et leurs goûts. La constitution de 1787, cette constitution qui, de ce côté-ci de l'Océan, semble l'utopie écrite, le rêve légal de la démocratie, fut une œuvre de raison, un produit de l'expérience, un sacrifice à la nécessité. C'est une réaction de l'esprit de gouvernement qui a organisé la grande république américaine; elle fut établie contre l'anarchie, et, en effet, à dater de 1789, les États-Unis ont pris leur rang dans le monde.

Le caractère qui nous a frappé dans le peuple américain, et dans

l'évènement le plus mémorable de son histoire, nous le retrouverons plus remarquable et plus éclatant encore dans le général Washington. En lui, la nation et la révolution se sont personnifiées. Sa vie réfléchit l'histoire de sa patrie. Peut-être, quelque jour, ne devrons-nous plus admirer que les masses : pendant qu'il en est temps encore, donnons-nous le loisir d'admirer un grand homme.

Washington descendait d'une famille ancienne en Angleterre. Celui de ses aïeux qui vint le premier s'établir en Virginie, sur les bords du Potomac, avait quitté l'Europe en 1657. Il appartenait donc à cette génération tout ensemble religieuse et politique, contemporaine de la révolution. Il acheta des terres, il fut planteur, et son arrière-petit-fils naquit dans les conditions de famille, de profession, de situation sociale, où nous avons vu que se reproduisait le plus complètement le caractère américain. Si le sort l'eût à jamais confiné dans la vie privée, il eût été un propriétaire intelligent, un agriculteur éclairé, d'une instruction simple, de mœurs sévères, soumis à la religion, jaloux de son honneur, robuste, actif, fait au travail, au danger, à la solitude, froid dans ses manières, obéi dans sa maison, respecté dans sa contrée, et obtenant facilement la déférence de tous par l'excellence de son jugement et l'énergie de sa volonté. Il eût ignoré toute sa vie que ses qualités, mises à l'épreuve des affaires publiques, s'élèveraient sans peine à leur niveau, et grandiraient à la mesure du théâtre où elles devraient se déployer. La plus modeste situation lui eût convenu, pourvu qu'elle fût digne; il convint à la plus haute, égal à toutes par ses talens, supérieur à toutes par son caractère.

Il avait le goût des mathématiques, et il en savait ce qu'il faut pour être un arpenteur habile, profession importante et difficile dans une société qui s'approprie des forêts primitives et qui défriche le désert. C'est dans les travaux de l'arpentage qu'il commença l'apprentissage de la fatigue et du péril, et qu'il sentit naître en lui cette vocation militaire que la guerre de 1755 vint développer. Major dans la milice de son district à dix-neuf ans, il prit part à plusieurs expéditions hasardeuses au-delà des monts Alleghanis, et devint commandant en chef de la poignée d'hommes que la Virginie appelait son armée, et qui soutenait une guerre de frontières contre les Indiens et contre les Français. C'était sans doute un officier capable, alliant à la prudence une froide audace. Mais ce qui frappe le plus dans ce début de sa vie publique, c'est le soin jaloux qu'il montre en toute occasion de maintenir sa dignité personnelle; c'est le sentiment consciencieux d'une responsabilité qui porte sur lui tout entière, lors

même qu'il agit en commun; c'est enfin l'idée qu'il répandait involontairement autour de lui, de sa supériorité naturelle. Partout il était ou devenait le premier. Partout il inspirait la confuse croyance qu'il était réservé à de grandes destinées.

Il siégeait depuis quelques années dans la chambre des bourgeois, assemblée nationale de la Virginie, lorsque l'Angleterre commença ses fautes. On sait que la première fut l'établissement aux colonies d'un droit de timbre, par un parlement dont elles n'élisaient aucun membre, violation flagrante du principe élémentaire, source historique et commune de la liberté moderne. Le nouvel impôt fut déclaré inconstitutionnel, les assemblées protestèrent, et celle de Virginie ne fut pas la moins animée. L'Angleterre céda, et l'acte du timbre fut révoqué. « Si elle l'avait maintenu, écrivait dès-lors Washington, sa persistance aurait eu des conséquences plus terribles qu'on ne le croit communément, tant pour la mère-patrie que pour ses colonies (1). » Mais le parlement, qui n'avait fait qu'une feinte retraite, inventa d'autres taxes et ne dissimula plus la prétention d'exercer un contrôle illimité sur toutes les parties du territoire britannique, et de placer les colons sur un pied d'exception parmi tous les sujets anglais. Cette prétention fut le grief fondamental de l'Amérique; il motiva à lui seul les protestations, les remontrances, les pétitions, puis le refus de l'impôt, puis la rupture des relations de commerce, puis la déclaration d'indépendance et la guerre. Washington passa, comme son pays, par tous les degrés de la résistance. Dès le premier moment, il décida que c'était à l'Angleterre de céder, et que réparation serait faite à l'Amérique. Inflexible sur ce point, il dut vouloir et faire tout le reste, tout, y compris une révolution. Sans la désirer, sans la poursuivre, quoique de bonne heure il la prévît, il approuva ou conseilla toutes les mesures par lesquelles elle fut progressivement amenée. Toujours présent et actif dans la législature locale deux fois dissoute, dans la convention de Williamsburg, dans les assemblées de comtés, enfin dans le congrès, il prit vivement part à tous les actes décisifs qui signalèrent le patriotisme de la Virginie. « Les armes, disait-il dès 1769, doivent être la dernière ressource; mais il n'est pas un seul homme qui doive hésiter ou craindre de les prendre pour défendre la liberté que nous avons reçue de nos ancêtres. » Cinq ans après, il s'écriait : « La crise est arrivée, il n'y a de remède pour nous que dans la détresse de l'Angleterre. Il faut maintenir nos

(1) Lettre écrite en 1767, citée par M. Sparks dans la *Vie de Washington*.

droits, ou nous soumettre à toutes les charges dont on voudra nous accabler. » Il ne demandait pas l'indépendance, mais il déclarait que « jamais aucun homme, sur le continent américain, ne se soumettrait à perdre ses droits et ses priviléges. » Il détestait la rébellion, mais « si le ministère, disait-il, pousse les choses à l'extrême, il y aura plus de sang répandu qu'il n'en a jamais coulé dans les guerres dont les annales de l'Amérique du Nord ont conservé la mémoire. » La Virginie réorganise ses milices : « J'accepterai bien volontiers l'honneur de commander, car ma résolution bien arrêtée est de consacrer ma vie et ma fortune à notre cause. » La journée de Lexington inaugure le règne de la force : « Les plaines de l'Amérique doivent être abreuvées de sang ou habitées par des esclaves. Triste alternative! mais un homme vertueux peut-il hésiter sur le choix? » Aussi n'hésite-t-il pas. Le congrès où il siégeait décrète à l'unanimité que les colonies doivent être mises en état de défense. Une armée américaine est formée, le commandement en chef lui en est donné. Il répond « qu'il accepte, qu'il est prêt, mais qu'il ne se croit pas à la hauteur des fonctions difficiles dont on l'honore. — Mon inquiétude est inexprimable, écrit-il à sa femme; un mois passé près de vous, chez nous, me donnerait cent fois plus de bonheur que sept fois sept ans de commandement; mais puisque la destinée m'entraîne, j'espère... Je ne pouvais refuser sans ternir ma réputation... Je me confie donc à la Providence (1). »

On résumerait difficilement la guerre d'Amérique; il ne serait pas aisé de raconter en peu de mots ces huit années de combats, de souffrances et d'anxiétés, pendant lesquelles tout fut indécis, tout fut en péril jusqu'au dernier jour, et dont l'Europe attentive suivit le spectacle avec un prophétique intérêt. A parler comme les militaires, ce ne fut pas une grande guerre; mais peu de grandes guerres ont autant ému, autant servi le monde. « Ce sont des rencontres de patrouilles, disait M. de Lafayette à Napoléon, qui ont décidé des droits du genre humain. »

Nul plus que Washington n'a prouvé que dans le gouvernement aussi il n'y a point de génie sans la patience. La sienne fut mise à l'une des plus dures épreuves que puisse subir un homme responsable tout à la fois de son armée et de sa cause. C'était peu que

(1) Lettre à George Mason, 1769, citée par M. Sparks. — Lettre à Bryan Fairfax, 1774; tome III de la traduction. — Lettre au capitaine Mackensie, citée par M. Sparks. — Lettre à son frère, citée par le même. — Réponse au congrès et lettre à Mme Marthe Washington, 1775; tome III de la traduction.

d'avoir à braver les dangers et les maux auxquels la guerre condamnait une armée pauvre et nue, opérant, par des saisons rigoureuses, dans un pays vaste, d'une richesse médiocre et d'une population rare. La fermeté et l'activité de son général y pouvaient suffire; mais il eut à vaincre deux grandes difficultés, l'une militaire, l'autre politique, toutes deux particulières à sa situation.

C'est une infériorité à la guerre que de ne pouvoir risquer son armée. Les succès décisifs ne sont quelquefois possibles qu'à cette condition, et tous les capitaines célèbres ont su jouer le tout pour le tout. Washington ne le pouvait pas; il eût craint d'anéantir en une fois tout l'espoir de l'insurrection américaine. Avec des troupes trop faibles et trop mal organisées pour être aisément maniables, il se voyait obligé de laisser passer cent occasions favorables de frapper un grand coup, car il y avait tel revers qui eût perdu sa cause et son pays. De là une perpétuelle contrainte, une vie d'abnégation et de sacrifice, insupportable à la tête d'une armée. Son esprit le portait naturellement à prendre en toute situation hasardeuse le parti d'une judicieuse audace. Il s'en abstenait et résistait à toute tentation de gloire. Presque toujours le plus hardi dans le conseil, il se résignait à l'avis qui risquait et obtenait le moins, et cet homme si entreprenant a laissé la renommée du plus prudent général. Dès le commencement des hostilités, il voulut tenter d'enlever Boston avec une poignée d'hommes. Tous ses officiers s'y opposèrent. Il céda et se borna à la guerre de position. C'est alors qu'il écrivait : « Si j'avais prévu les obstacles qui hérissent notre marche, si j'avais connu l'éloignement des vieux soldats pour rentrer au service, tous les généraux du monde ne m'auraient pas convaincu qu'il fallût ajourner une attaque sur Boston (1). » Mais le plus souvent il se soumettait sans murmure à son impuissance, et se contentait de tenir la campagne sans courir la chance d'une victoire ou d'un échec. Cependant il sentait par intervalle la nécessité de ranimer l'ardeur de ses soldats et de ses concitoyens par une action d'éclat. Après avoir consumé des mois dans une stérile défensive, il risquait un engagement qui ravivait les couleurs du drapeau aux yeux de la nation, car il fallait qu'elle fût toujours contente de son armée.

La situation politique de Washington n'était pas moins difficile. L'esprit républicain est toujours défiant. Le pouvoir militaire inspirait des craintes à ceux-là qu'il devait sauver. Le peuple s'alarmait

(1) Lettre à Joseph Reed, 1775. Tome III de la traduction.

pour sa liberté avant de l'avoir conquise, et le gouvernement central craignait d'être usurpateur. Comme toute assemblée, il avait ses factions intérieures; divisé et timide, il fut long-temps au-dessous du rôle auquel les circonstances l'appelaient. Il ne manquait point de patriotisme, mais de volonté. Malgré de sourdes inimitiés, le général en chef y trouva toujours une confiance personnelle, rarement une coopération énergique. Soumis avec un religieux respect à l'autorité civile, il ne lui contestait aucun droit et ne lui cachait aucune vérité. Sa correspondance est une perpétuelle remontrance : soit qu'il s'adresse à l'assemblée, à ses comités, à ses principaux membres, soit qu'il écrive aux chambres ou aux gouverneurs des divers états, il ne se lasse pas de leur représenter avec force les besoins de l'armée, les vices des règlemens, les nécessités de la guerre, les devoirs d'un gouvernement. Quand il leur parle, il n'a garde de diminuer leur responsabilité; quand il agit, il accepte toute la sienne et même un peu de la leur, sans ménager jamais sa réputation aux dépens de son pays, en laissant percer le secret des fautes qu'il n'aurait pas faites. Il consent à être blâmé sans répondre, quand son inaction ne vient que de l'insuffisance des moyens qu'on lui donne, quand ses revers ont pour cause l'exécution d'un ordre qu'il n'approuvait pas. Tous les sentimens personnels semblent s'être anéantis dans son ame pour y laisser dominer le seul dévouement au devoir. Cet homme, dont le caractère était impérieux, et qui prêtait à son jugement une confiance assez hautaine, sait tout souffrir et tout dévorer, se sacrifie sans se plaindre, et immole à sa cause jusqu'à sa renommée; ou plutôt, en pénétrant plus avant, on découvre en lui une pensée secrète qui le soutient et le console au milieu de ses plus sombres ennuis, on voit au fond de son ame luire, comme le rayon d'un jour serein, quelque chose de pur et d'inaltérable, l'espérance; cette noble, cette sublime espérance qui ne peut naître que dans une ame fièrement assurée de sa force et de sa grandeur, pieusement convaincue d'une alliance infaillible entre la justice de sa cause et la justice de Dieu.

On se trompe sur Washington : sa contenance est calme, son jugement sévère; il a la passion de l'ordre, l'amour du vrai, le sentiment du possible, nulle illusion; rien qui annonce l'entraînement. On en conclut la froideur de son ame, et l'on exalte sa force morale. Mais la force morale donne le stoïcisme et non cette ardeur confiante qu'il conservait en dépit du sort. Lisez sa correspondance, si franche, si ingénue, si sensée; vous le verrez malheureux, mais point abattu. Jamais il ne se flatte, il ne désespère jamais. Il est capable de s'em-

porter comme le jour où il déchargea ses deux pistolets sur ses soldats en fuite (1); mais il est vraiment incapable de désespoir. C'est qu'il sent, comme il le dit lui-même, que *la voix du genre humain est avec lui*. C'est que, « convaincu de son bon droit, il ne peut se figurer que les Américains périssent, bien que leur étoile puisse rester encore quelque temps cachée sous un nuage. » C'est qu'il se dit sans cesse : « La Providence a si souvent pris soin de nous relever, lorsque nous avions perdu toute espérance, que j'ose croire que nous ne succomberons jamais (2). »

Sa confiance fut justifiée, sa cause triompha. Libérateur de son pays, ce titre pouvait suffire à la gloire de son nom; mais une destinée plus complète lui était réservée : il devait gouverner sa patrie après l'avoir délivrée. Il devait la sauver deux fois.

Rentré dans la retraite après la paix, étranger, non indifférent au gouvernement de l'Union, il le voyait avec douleur s'affaiblir et se perdre. Il signalait le mal énergiquement à ses amis. Trois choses, qui font la force d'un état, lui paraissaient manquer à l'Amérique : une politique, des finances, une armée. Ce sont ces trois choses qu'il souhaitait et réclamait pour elle. C'était demander qu'avant tout on reconstituât le pouvoir fédéral. Tous les hommes éclairés, nous l'avons déjà dit, reconnurent bientôt cette nécessité. Ceux même qui craignaient toute centralisation politique comme une restriction des droits des états et du peuple, ceux qui, soupçonnant toujours un retour des idées et des influences anglaises, formaient dès-lors le parti qui s'est appelé républicain ou, plus justement, démocratique, en opposition au parti fédéraliste, ceux-là voulaient alors la constitution; et, quand elle fut faite, ils voulurent pour premier président des États-Unis le général Washington.

Gardons-nous de retracer ici son gouvernement. Il faudrait citer M. Guizot, qui le premier l'a jugé. Et pourquoi citer par fragmens ce qui sera lu tout entier? Disons seulement que, malgré les luttes, les dissensions, les passions croissantes d'une société démocratique, Washington réussit à rester le chef de l'état, à ne point devenir un chef de parti; c'est le grand problème du gouvernement d'un peuple libre. En montant au pouvoir, il avait réuni dans le même cabinet les deux chefs des opinions belligérantes, Hamilton et Jefferson,

(1) Ce fut à la retraite de Haerlem. *Correspondance*, tome III; lettre au président du congrès, 1776.

(2) Lettre à Bryan Fairfax, tome III. — Lettre à J.-A. Washington, tome III. — *Vie de Washington*, par M. Sparks. — Appendice.

donnant ainsi l'exemple de ce goût pour les hommes supérieurs, qui manque parfois aux hommes supérieurs eux-mêmes, de cette impartialité haute et confiante qui n'est jalouse d'aucun mérite, et qui, loin de chercher à isoler, à mutuellement opposer les influences et les talens, les rapproche au contraire, et cherche la force dans leur alliance. Il parvint à les conserver assez long-temps auprès de lui sans abdiquer dans leurs mains. Avec eux comme sans eux, il sut créer et maintenir pour lui-même une position indépendante, pour les États-Unis une politique indépendante. Il assura la liberté de son pays, et il fit sa volonté.

L'œuvre fut difficile; l'inimitié et la défiance lui suscitèrent plus d'un obstacle; on put croire par momens qu'il succomberait. Il n'échappa point à la plus douloureuse et à la plus commune des épreuves du pouvoir, l'injustice de l'opinion. La presse ne lui épargna aucune de ces iniquités calomnieuses auxquelles celui qui veut agir doit s'attendre sans crainte et résister sans colère, et qui ont du moins cet avantage d'imposer aux hommes d'état la double nécessité d'une volonté forte et d'une conviction profonde. Rien ne l'arrêta, et il sut tout vaincre. L'opposition la plus vive avait précédé sa réélection; elle ne put ou n'osa pas en troubler l'unanimité. Et lorsqu'après avoir gouverné huit ans comme il avait huit ans commandé l'armée, déjà vieux et las, il déposa la puissance. On dit qu'il eût été maître de la reprendre encore, et que la nation s'était accoutumée à regarder comme indissoluble l'alliance formée entre la présidence de Washington et la liberté de l'Amérique; mais il sentait l'heure de la retraite arrivée: l'existence la plus active et la plus animée n'avait jamais affaibli son goût passionné pour la vie domestique, pour les soins de l'agriculture. Son esprit impérieux commençait à trouver difficile de se plier aux ménagemens, aux exigences, aux sacrifices inséparables du métier de gouvernement; sans cesser de tenir fixé sur sa patrie un œil attentif, de suivre avec une sollicitude mêlée de quelque dédain le cours des affaires publiques, il redevint ce qu'il avait été au commencement, un planteur, comme pour réaliser en tout dans sa personne le type exact de la société américaine.

Nous voilà revenu à cette idée que nous croyons avoir justifiée, d'une parfaite harmonie entre Washington et l'Amérique. Il commence, il sent, il se conduit comme elle. Le développement de ses idées, de son caractère et de sa fortune correspond au développement des mêmes choses dans la nation contemporaine. Il la représente dans tout ce qu'elle a de plus distinctif et de meilleur, mais

avec cette unité, cette valeur, cet attrait de la supériorité individuelle. Les qualités de tous sont en lui comme elles ne sont chez personne. Il ressemble à tous, mais il n'a point d'égal. Il est, comme le disait un orateur en annonçant sa mort au sénat, *le premier dans la guerre, le premier dans la paix, le premier dans le cœur de ses concitoyens.* « Tout ce qui est grand, tout ce qui est bon, lui écrivait l'homme qu'il aima le plus, M. de Lafayette, ne s'était pas jusqu'à présent trouvé réuni dans le même individu. Jamais il n'avait existé d'homme que le soldat, le politique, le patriote et le philosophe pussent également admirer; et jamais révolution ne s'était accomplie qui, dans ses motifs, sa conduite et ses conséquences, pût si bien immortaliser son glorieux chef (1). » Telle est la pensée qui a été développée dans cet article.

Terminons par un mot ce que nous avions à dire sur Washington; il fut heureux; ou, du moins, si l'on suit l'opinion commune, et que l'on croie le bonheur renfermé dans les conditions médiocres, si le bonheur est un mot inconnu dans le monde de la politique, dans la région du gouvernement, disons que Washington fut le plus heureux des grands hommes.

A présent que pensera-t-on de notre question : Les grands hommes sont-ils encore possibles? Si l'on ne trouve d'obstacle à la manifestation de ces natures d'élite que dans les principes et les formes modernes des sociétés, l'exemple de Washington a répondu. Sa grandeur est dans le goût du siècle, et la civilisation n'y trouve rien à reprendre.

Mais ce n'est pas de nos principes qu'il s'agit, c'est de nos défauts. Il est de mode, aujourd'hui, de rechercher tous les défauts des sociétés démocratiques. C'est un texte fertile en commentaires. Dans les pays dévots, on ne se croit éclairé que si l'on parle mal de la religion; dans les sociétés démocratiques, c'est faire preuve d'esprit que d'en médire. Des partis qui se disaient populaires, les ont si follement, si indignement flattées, qu'une réaction s'est faite, et qu'on voit naître chez un grand nombre une disposition à juger la politique du siècle du point de vue du misanthrope.

Ainsi, que ne dit-on pas de la société américaine? Depuis quelques années, les États-Unis, gouvernement et nation, sont un peu déchus dans l'opinion commune. De là peut-être une sérieuse

(1) *Vie de Washington*, par M. Sparks. — *Mémoires du général Lafayette*, tome II.

objection contre tout ce qu'on vient de lire. Si nous avons dit vrai, d'où vient que le présent ressemble si mal au passé? Si nous n'avons pas exagéré le bien, pourquoi ce bien n'a-t-il pas duré? Car enfin, non-seulement voilà quarante ans qu'il ne s'est rien produit entre le Maine et la Louisiane, et du Michigan aux Florides, de comparable à Washington et à ses contemporains; non-seulement il n'y a plus de Washington aux États-Unis, mais encore, à les considérer dans leur situation actuelle, on se prend à douter que des Washington y puissent renaître. Serait-ce qu'il y a, soit dans les opinions de l'époque, soit dans la constitution des sociétés démocratiques, un vice caché qui s'oppose au développement de ce qui est bon et grand, dès que la jalousie populaire en est offensée? Tous ces lieux communs de la politique libérale, *self-government*, gouvernement du pays par le pays, plus grand bonheur du plus grand nombre, souveraineté du peuple, suffrage universel, sont-ils donc de tristes talismans qui frappent d'impuissance et de nullité les esprits supérieurs, les vertus brillantes, les caractères dominateurs? Enfin, serait-il vrai que les sociétés, enchaînées par les mille formalités, les mille préjugés qui importent à la liberté même, tourmentées par la défiance qui craint l'usurpation, par l'envie qui veille sur l'égalité; préoccupées uniquement du bien-être des masses, beau nom qui signifie le ménagement collectif des intérêts particuliers; dévouées par conséquent à la poursuite des améliorations matérielles et à la garde des droits politiques, doivent tomber dans le pire des nivellemens, le nivellement moral? et, par une cruelle déception de notre philosophie, faut-il croire que la liberté moderne rapetisse l'humanité?

Et cette question une fois lancée, le scepticisme, on le prévoit bien, ne s'en tient pas à l'Amérique. Il passe l'Océan et s'attaque à la France.

Mes convictions ne sont pas douteuses. Je suis passionnément de mon temps et de mon pays. La liberté et l'égalité, aux États-Unis avec la république, en France avec la monarchie; la liberté et l'égalité sont, à mes yeux, des biens inappréciables et de saintes vérités. D'autres temps et d'autres idées ont produit, je le sais, des choses éclatantes; *non equidem invideo, miror magis.* La France personnifiée sous le dais pompeux du trône de Versailles, ou sous le glorieux pavillon du radeau de Tilsitt, m'inspire peu de regrets, et ne vaut pas, pour moi, la France telle que 1830 l'a faite. Mais je ne ferme pas les yeux sur ce que tant d'autres voient; nos faiblesses, nos peti-

tesses me touchent, et je ne puis nier au scepticisme politique qu'à un certain degré ses questions ne subsistent. Je ne puis nier qu'il n'y ait quelque raison dans ces doutes inquiets que fait naître, et l'aspect des États-Unis, et l'aspect de la France elle-même.

Discuter ces questions dans leur entier, excèderait mes forces. C'est le sujet d'un livre, et ce sera le sujet d'un beau livre, car c'est de cela que traitera M. de Tocqueville dans la continuation du sien. Mais j'en ai trop dit pour n'en pas dire davantage, et d'ailleurs assez de gens fuient les questions difficiles et craignent d'avoir un avis.

Les grands évènemens font les grands hommes, ou du moins les manifestent. La guerre seule n'y suffit pas. La bataille de Naseby et celle de Worcester seraient peu de chose pour Cromwell, s'il n'eût gouverné l'Angleterre; si Frédéric II n'eût fait que combattre, il ne serait peut-être, dans l'histoire, que l'égal du prince Henri. Nous avons parlé de Washington; nous ne parlons pas de Napoléon. Lorsque le monde politique est calme, il faut donc s'attendre à moins de gloire. Ce serait porter dans les affaires réelles une curiosité romanesque, que de vouloir, en quelque sorte, des grands hommes à tout propos. On n'a pas chaque jour un état à fonder, un gouvernement à créer, une révolution à commencer ou à finir, ou même à détourner au profit d'une idée ou d'une passion. Bien gouverner, voilà ce qu'il faut en tout temps, œuvre en tout temps imposante et difficile, et qui, si elle ne réclame pas toujours toutes les qualités qui font, dans le langage historique, le grand homme, exige toujours l'effort des esprits et des caractères supérieurs. Écartons-le donc, ce mot vague de grand homme. Ne demandons pas à la société de produire incessamment quelque météore qui l'éblouisse. Ne la forçons pas à s'asservir constamment aux caprices d'une ambition de génie. Le peuple a autre chose à faire qu'à pousser des acclamations sur la voie triomphale; et s'il était vrai que la raison moderne, qu'une intelligence plus sérieuse de l'ordre social eût pour effet de régulariser l'action de ces sublimes égoïstes qui abusent avec éclat de l'humanité, s'ils étaient désormais forcés de se subordonner à ses intérêts, où serait le mal? où serait la déchéance? N'est-il pas bon que tous soient soumis à la loi commune du dévouement? On peut douter qu'il en soit déjà tout-à-fait ainsi; mais les sociétés marchent évidemment vers ce but. Est-ce un signe de leur décadence que de se montrer plus exigeantes dans leurs admirations, que d'élever encore, que d'épurer le type idéal de l'homme politique, que

de vouloir le génie dans le vrai et la gloire dans l'ordre? Est-ce rapetisser l'humanité que de rendre plus difficiles les conditions de la grandeur?

Cela dit, voyons les sociétés dans leur existence habituelle, et s'il est vrai qu'elles se passent aujourd'hui, plus aisément qu'à une autre époque, des hommes supérieurs dans le gouvernement.

On critique la société américaine. Son gouvernement est sans éclat; la fermeté prévoyante, l'autorité morale, la vraie sagesse paraît lui manquer; les passions populaires éclatent par intervalles, et dominent la justice et les lois; les préjugés publics tolèrent, absolvent, encouragent ces passions. On remarque que les hommes distingués se retirent des affaires, ou s'en voient successivement écartés par la multitude. Le pouvoir ne va plus aux meilleurs. La médiocrité règne, et non-seulement la dignité nationale, mais la morale publique paraît en souffrir. Le peuple, en Amérique, fait mentir Montesquieu qui le déclare *admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelque partie de son autorité.* C'est, s'il faut en croire certains juges, que Montesquieu s'est trompé, ou plutôt c'est qu'il a parlé avant de connaître les grandes sociétés purement et complètement démocratiques, phénomène nouveau dont l'apparition était réservée à notre âge. Aux État-Unis, la société, en se détériorant, ne fait que suivre la loi de sa nature.

Peut-être ce tableau est-il chargé, et, vu de plus près, le mal semblerait moins grand. Mais tout cela n'est pourtant pas imaginaire. Les causes du fait doivent être nombreuses; quelques-unes sont frappantes. Le principal danger de l'Amérique a toujours résidé dans la faiblesse de l'union fédérale et de l'institution qui la représente. Cette institution s'est-elle fortifiée depuis Washington? Nullement. Tout a marché dans un sens contraire. Depuis près de quarante ans, le parti démocratique possède le pouvoir, et cependant le lien commun doit tenir unies, non plus treize républiques, mais près d'un nombre double; non plus des fractions d'une même nation, mais des nations diverses. Au sein même des anciens états, des immigrations continuelles ont versé des élémens nouveaux. Tous les Américains ne sont plus les descendans de la génération célèbre qui fonda l'indépendance. Il ne coule plus sans mélange dans leurs veines, le vieux sang de cette race prédestinée à la liberté politique dans l'ancien comme dans le nouveau monde.

Cette nation, qui n'est plus la même, est deux fois plus nombreuse. Or, à mesure que la masse augmente, la démocratie est plus difficile.

L'esprit qui doit animer ce grand corps s'en rend plus malaisément maître, et la société, au lieu de s'élever, retombe plus pesamment vers la terre. Toute institution où respire la pensée du suffrage universel n'est supportable que si l'état moral de la nation en compense le danger; c'est à la nation de corriger ainsi ses lois. L'Amérique de Washington et de Franklin le pouvait faire; je ne sais si l'Amérique actuelle en est capable. On conçoit que des institutions qui s'adaptaient sans péril à l'état d'une population rare, homogène, agricole, à de petites cités disséminées sur un immense territoire, peuvent devenir hasardeuses quand la population s'est amoncelée dans de vastes et riches villes, quand le commerce et l'industrie rivalisent avec l'agriculture, quand le succès rapide des spéculations mercantiles accroît incessamment l'inégalité et l'instabilité des fortunes, quand les prolétaires ont commencé à se répandre partout, sans que les esclaves aient disparu nulle part. Et dans quelles circonstances le peuple des États-Unis est-il livré aux dangers propres à sa constitution? car toute constitution a les siens; c'est après de longues années de paix et de prospérité, pendant lesquelles le gouvernement a paru facile, trop facile, puisqu'on a pu croire que les choses de ce monde marchaient toutes seules, et que l'impulsion de la volonté populaire remplaçait tout, habileté, savoir, prudence, tout ce qui fait le génie du gouvernement. Le souverain de l'Amérique, comme tous les souverains qui règnent trop aisément, croit un peu à l'infaillibilité du bon plaisir. La révolution avait mis en lumière tout ce que le pays renfermait d'hommes distingués; elle les avait instruits par l'expérience, aguerris par la lutte, illustrés par le succès. Le peuple, et c'est une justice qu'on doit lui rendre, s'est montré reconnaissant et fidèle. Tant qu'il lui est resté un homme révolutionnaire, comme il les appelait, il l'a honoré, il l'a élu, il lui a décerné le pouvoir. Long-temps il a cherché partout la supériorité constatée ou probable. Il l'a cherchée dans l'hérédité en choisissant M. Adams, et dans la seule gloire qui lui restât en nommant le général Jackson. Il semble avoir lutté lui-même contre cette tendance au nivellement qui, j'en conviens, subsiste toujours dans les sociétés démocratiques. Mais il a cédé enfin. Ses institutions le poussaient; les évènemens ne le retenaient pas. Il y a trop long-temps qu'il ne s'est passé en Amérique quelque chose d'assez éclatant pour relever et éclairer les esprits. De grandes circonstances peuvent seules quelquefois recommander les hommes supérieurs et ranimer dans le peuple cet instinct *admirable* sur lequel comptait Montesquieu. Si donc la société, aux États-Unis,

semble en déclin, alarmez-vous pour elle, vous en avez le droit; mais ne la condamnez pas sans retour, et tenez compte de tant de circonstances accidentelles. Quand la leçon des évènemens n'est pas vive et forte, il faut du temps pour que la sagesse reprenne le dessus. Il faut que le mal en s'aggravant, la souffrance en se prolongeant, dénoncent à tous la nécessité du remède. Nous ignorons si l'Amérique souffre autant qu'on le dit; quoi qu'il en soit, le remède existe pour elle, non pas infaillible, non pas prochain peut-être, mais il est dans le bon sens de la nation. Les constitutions reposent sur l'idée que Dieu a donnée pour correctif à la liberté de l'homme, la raison; à la liberté nationale, l'expérience. Or, pour l'expérience et la raison, le temps est nécessaire. « Il est à regretter, je l'avoue, disait Washington, qu'il soit toujours nécessaire aux états démocratiques de *sentir* avant de pouvoir *juger*. C'est ce qui fait que ces gouvernemens sont lents. Mais à la fin le peuple revient au vrai (1). »

Quelle que soit la différence des institutions, la société française n'est pas sans rapports avec la société américaine. Toutes deux sont des sociétés démocratiques, les seules qui occupent un grand pays, qui soient des puissances de premier ordre, et qui soient en même temps soumises à la règle de l'égalité. Seulement, en France, la démocratie n'est pas la forme de l'ordre politique au même degré que de l'ordre social. C'est en ce sens qu'a été dite cette parole fameuse : *La démocratie coule à pleins bords*, et en la répétant, *je rends grace à la Providence*, comme celui qui la prononçait il y a vingt ans. Ce fait éminent de l'égalité civile suffit pour donner à notre nation, malgré ses antécédens historiques et ses souvenirs, malgré sa centralisation et son unité monarchique, plusieurs points de ressemblance avec la république fédérative des État-Unis.

Le temps nous presse, et ce n'est pas le lieu d'instruire le procès de la démocratie française. Assez d'autres se chargent de la tâche inutile de déplorer l'ouvrage des siècles, et de censurer ce que rien ne peut changer, l'état de la société. Assez d'autres croient signaler leur prévoyance en prenant un ton soucieux dès qu'on parle de l'avenir national. Quant à nous, il nous suffira de tirer une courte leçon de l'exemple de l'Amérique.

Il y a dans toute société deux mouvemens qui paraissent se combattre. L'un est dans le sens de l'égalité; il tend à l'abolition des distinctions factices entre les citoyens, à l'amélioration de la con-

(1) Lettre au général Lafayette, 1785.

dition générale, à la diffusion des avantages et des droits sociaux; c'est le progrès, du moins on lui donne souvent ce nom. L'autre est ce mouvement qui résulte de l'inégalité des talens et des positions, qui met à leur rang les supériorités, et qui, dans tous les emplois de l'activité humaine, élève les meilleurs et leur subordonne ceux qui ne les valent pas. L'un ou l'autre de ces deux mouvemens est souvent gêné ou ralenti par les institutions; mais tous deux sont dans la nature des choses. Quand l'égalité est la loi d'un pays, le premier de ces mouvemens est rapide et général. Quand à l'égalité s'unit la liberté politique, il semble que rien ne doive contrarier le second; le champ est ouvert aux supériorités; rien ne s'oppose à leur essor. Si quelque chose est conciliable avec les droits des hommes distingués, favorable même à leur avènement, c'est sans doute un ordre de choses fondé sur la concurrence; et au premier abord, on a peine à deviner comment ils pourraient en souffrir. On le dit cependant.

Il est vrai que, selon les temps, les deux tendances se contrarient, et que l'une, plus forte que l'autre, semble l'annuler. Par exemple, de l'égalité des droits civils, de celle même des droits politiques dans certaines limites, la société peut quelquefois conclure l'égalité de tout le reste. L'amour-propre, la jalousie, la présomption, l'imprévoyance, restent des défauts de notre nature sous toutes les constitutions du monde. Il n'y a pas de loi ni de progrès qui puisse empêcher les hommes de s'estimer plus qu'ils ne valent et d'oublier quelquefois combien les choses sont difficiles et le mérite précieux. Quand ils sont investis d'un certain pouvoir, au moins d'une certaine influence, ils s'imaginent aisément qu'ils en usent à merveille. Qu'une royauté absolue, qu'une aristocratie, que la classe moyenne, que la multitude, gouvernent : elles croiront très volontiers qu'elles sont merveilleusement douées pour le faire, et qu'elles n'ont besoin de personne. Elles seront par conséquent très portées à se passer de ceux qui en savent plus qu'elles; elles se vanteront de suffire à tout. Chacun usurpe quand il peut.

C'est là, non pas l'unique, mais la principale source de l'esprit tant soit peu niveleur dont on accuse les sociétés démocratiques; et quand on dit que tout s'abaisse aujourd'hui, on ne dit qu'une chose, c'est que tout le monde tend à croire qu'il vaut bien tout le monde. Le croire, soit. Mais cela est-il vrai? Non, sans doute, et si cela n'est pas vrai, le fait le prouvera. La société n'est donc pas destinée à s'abaisser éternellement; elle s'arrêtera sur la pente, et remontera par la force des choses.

Mais, en attendant, dira-t-on, elle peut se perdre, elle peut s'éclairer trop tard. Eh bien! éclairez-la tout de suite, et rappelez-lui en toute occasion que la liberté politique est le gouvernement des meilleurs au jugement de la raison publique. Vous surtout, vous qui gémissez sur la tendance actuelle de la société, vous qui tremblez pour son avenir, ne soyez pas les premiers à l'entretenir dans ses erreurs. Cessez de l'exhorter exclusivement à tout sacrifier au goût du bien-être, à l'amour d'une imprévoyante tranquillité. Ne lui prêchez pas incessamment l'indifférence aux grandes choses, l'oubli des nobles pensées, la morale des intérêts, le matérialisme politique. Ne lui répétez plus que le talent, la fierté, la dignité du caractère, sont des superfluités dangereuses. Gardez-vous surtout de lui enseigner que la sagesse, la profonde sagesse en ce monde, se réduise à je ne sais quel mélange de patience et de ruse, de pratique des hommes et de mépris des idées, qui use tout pour réussir un temps, et compromet la raison même en l'humiliant au rang du savoir-faire. Reconnaissez enfin les doctrines ignobles que vous avez laissé paisiblement s'accréditer, et au lieu de crier à l'envahissement de la démocratie, demandez-vous si l'exemple de votre misérable prudence n'a pas été le plus triste et le plus efficace des encouragemens aux idées de nivellement.

La France a plus besoin que jamais qu'on lui parle un noble langage. Les grands hommes sont un don du ciel. Les Washington ne viennent qu'à l'heure qui leur est marquée; mais leur exemple est une leçon perpétuelle; mais les vérités qu'il consacre, les pensées qu'il suggère, les sentimens qu'il inspire, sont de tous les temps. Rappelez-les sans cesse, et forcez à se relever vers de glorieuses images les yeux trop souvent baissés des mortels. Accoutumez leur esprit à concevoir grandement la mission de commander. Suscitez en eux cet orgueil qui sied aux citoyens d'un état libre, aux amis ardens de l'égalité, de n'aimer à être gouvernés que par ceux qui sont dignes du gouvernement. On dit que la démocratie est trop difficile; elle est trop commode au contraire, et se contente à trop bon marché. Si la France a un tort aujourd'hui, c'est peut-être celui de ne pas placer assez haut l'honneur de la guider, c'est d'ignorer qu'il n'y a rien de si élevé dans son sein qui ne soit encore au-dessous de cette mission-là.

Voilà ce que révèlent à tous les peuples toutes les actions des hommes dignes de l'histoire; voilà l'enseignement qui sort à chaque

page de la correspondance de Washington; voilà ce que, dans le plus remarquable peut-être de ses écrits, M. Guizot vient de montrer avec toute la gravité et tout l'éclat de son talent. Il est plus utile de travailler ainsi à relever les esprits, à ranimer les justes prétentions et les nobles espérances de l'humanité, que d'aller prêcher à tous la résignation au médiocre, l'amour de l'utile, le culte du succès, sous prétexte d'assurer l'ordre et d'affermir le pouvoir. Aujourd'hui que l'empire de toutes les conventions s'est écroulé, aujourd'hui que les hommes ont entrepris de n'être gouvernés que par la raison, la vérité est le seul souverain de ce monde, et les intelligences supérieures sont les ministres de la vérité.

CHARLES DE REMUSAT.

PAULINE.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

III.

Un an s'était écoulé depuis le passage de Laurence à Saint-Front, et l'on y parlait encore de la mémorable soirée où la célèbre actrice avait reparu avec tant d'éclat parmi ses concitoyens, car on se tromperait grandement si l'on supposait que les préventions de la province sont difficiles à vaincre. Quoi qu'on dise à cet égard, il n'est point de séjour où la bienveillance soit plus aisée à conquérir, de même qu'il n'en est pas où elle soit plus facile à perdre. On dit ailleurs que le temps est un grand maître; il faut dire en province que c'est l'ennui qui modifie, qui justifie tout. Le premier choc d'une nouveauté quelconque contre les habitudes d'une petite ville est certainement terrible, si l'on y songe la veille; mais le lendemain, on reconnaît que ce n'était rien, et que mille curiosités inquiètes n'attendaient qu'un premier exemple pour se lancer dans la carrière des innovations. Je connais certains chefs-lieu de canton où la première femme

(1) Voyez la livraison du 15 décembre 1839.

qui se permit de galoper sur une selle anglaise fut traitée de cosaque en jupons, et où, l'année suivante, toutes les dames de l'endroit voulurent avoir équipage d'amazone jusqu'à la cravache inclusivement.

A peine Laurence fut-elle partie, qu'une prompte et universelle réaction s'opéra dans les esprits. Chacun voulait justifier l'empressement qu'il avait mis à la voir, en grandissant la réputation de l'actrice, ou du moins en ouvrant de plus en plus les yeux sur son mérite réel. Peu à peu on en vint à se disputer l'honneur de lui avoir parlé le premier, et ceux qui n'avaient pu se résoudre à l'aller voir prétendirent qu'ils y avaient fortement poussé les autres. Cette année-là, une diligence fut établie de Saint-Front à Mont-Laurent, et plusieurs personnages importans de la ville (de ces gens qui possèdent 15,000 francs de rentes au soleil, et qui ne se déplacent pas aisément, parce que sans eux, à les entendre, le pays retomberait dans la barbarie), se risquèrent enfin à faire le voyage de la capitale. Ils revinrent tout remplis de la gloire de Laurence, et fiers d'avoir pu dire à leurs voisins du balcon ou de la première galerie, au moment où la salle *croulait*, comme on dit, sous les applaudissemens : — Monsieur, cette grande actrice a long-temps habité la ville que j'habite. C'était l'amie intime de ma femme. Elle dînait quasi tous les jours *à la maison*. Oh! nous avions bien deviné son talent! Je vous assure que quand elle nous récitait des vers, nous nous disions entre nous : Voilà une jeune personne qui peut aller loin! — Puis quand ces personnes furent de retour à Saint-Front, elles racontèrent avec orgueil qu'elles avaient été rendre leurs devoirs à la grande actrice, qu'elles avaient dîné à sa table, qu'elles avaient passé la soirée dans son magnifique salon... Ah! quel salon! quels meubles! quelles peintures! et quelle société amusante et honorable! des artistes, des députés; M. un tel, le peintre de portraits; Mme une telle, la cantatrice, et puis des glaces, et puis de la musique... Que sais-je? la tête en tournait à tous ceux qui entendaient ces beaux récits, et chacun de s'écrier : Je l'avais toujours dit, qu'elle réussirait! Nul autre que moi ne l'avait devinée.

Toutes ces puérilités eurent un seul résultat sérieux, ce fut de bouleverser l'esprit de la pauvre Pauline, et d'augmenter son ennui jusqu'au désespoir. Je ne sais si quelques semaines de plus n'eussent pas empiré son état au point de lui faire négliger sa mère. Mais celle-ci fit une grave maladie qui ramena Pauline au sentiment de ses devoirs. Elle recouvra tout à coup sa force morale et physique, et

soigna la triste aveugle avec un admirable dévouement. Son amour et son zèle ne purent la sauver. Mme D... expira dans ses bras, environ quinze mois après l'époque où Laurence était passée à Saint-Front.

Depuis ce temps, les deux amies avaient entretenu une correspondance assidue de part et d'autre. Tandis qu'au milieu de sa vie active et agitée, Laurence aimait à songer à Pauline, à pénétrer en esprit dans sa paisible et sombre demeure, à s'y reposer du bruit de la foule auprès du fauteuil de l'aveugle et des géraniums de la fenêtre, Pauline, effrayée de la monotonie de ses habitudes, éprouvait l'invincible besoin de secouer cette mort lente qui s'étendait sur elle, et de s'élancer en rêve dans le tourbillon qui emportait Laurence. Peu à peu le ton de supériorité morale que, par un noble orgueil, la jeune provinciale avait gardé dans ses premières lettres avec la comédienne, fit place à un ton de résignation douloureuse qui, loin de diminuer l'estime de son amie, la toucha profondément. Enfin des plaintes s'exhalèrent du cœur de Pauline, et Laurence fut forcée de se dire, avec une sorte de consternation, que l'exercice de certaines vertus paralyse l'ame des femmes, au lieu de la fortifier. « Qui donc est heureux, demanda-t-elle un soir à sa mère en posant sur son bureau une lettre qui portait la trace des larmes de Pauline, et où faut-il aller chercher le repos de l'ame? Celle qui me plaignait tant au début de ma vie d'artiste, se plaint aujourd'hui de sa réclusion d'une manière déchirante, et me trace un si horrible tableau des ennuis de la solitude, que je suis presque tentée de me croire heureuse sous le poids du travail et des émotions. »

Lorsque Laurence reçut la nouvelle de la mort de l'aveugle, elle tint conseil avec sa mère, qui était une personne fort sensée, fort aimante, et qui avait eu le bon esprit de demeurer la meilleure amie de sa fille. Elle voulut la détourner d'un projet qu'elle caressait depuis quelque temps: celui de se charger de l'existence de Pauline en lui faisant partager la sienne aussitôt qu'elle serait libre. Que deviendra cette pauvre enfant désormais? disait Laurence. Le devoir qui l'attachait à sa mère est accompli. Aucun mérite religieux ne viendra plus ennoblir et poétiser sa vie. Cet odieux séjour d'une petite ville n'est pas fait pour elle. Elle sent vivement toutes choses, son intelligence cherche à se développer. Qu'elle vienne donc près de nous; puisqu'elle a besoin de vivre, elle vivra.

— Oui, elle vivra par les yeux, répondit Mme S...., la mère de Lau-

rence ; elle verra les merveilles de l'art, mais son ame n'en sera que plus inquiète et plus avide.

— Eh bien ! reprit l'actrice, vivre par les yeux lorsqu'on arrive à comprendre ce qu'on voit, n'est-ce pas vivre par l'intelligence? et n'est-ce pas de cette vie que Pauline est altérée?

— Elle le dit, repartit Mme S.... ; elle te trompe, elle se trompe elle-même. C'est par le cœur qu'elle demande à vivre, la pauvre fille !

— Eh bien ! s'écria Laurence, son cœur ne trouvera-t-il pas un aliment dans l'affection du mien ? Qui l'aimerait dans sa petite ville comme je l'aime? Et si l'amitié ne suffit pas à son bonheur, croyez-vous qu'elle ne trouvera pas autour de nous un homme digne de son amour ?

La bonne Mme S.... secoua la tête : — Elle ne voudra pas être aimée en artiste, dit-elle avec un sourire dont sa fille comprit la mélancolie.

L'entretien fut repris le lendemain. Une nouvelle lettre de Pauline annonçait que la modique fortune de sa mère allait être absorbée par d'anciennes dettes que son père avait laissées, et qu'elle voulait payer à tout prix et sans retard. La patience des créanciers avait fait grace à la vieillesse et aux infirmités de Mme D.... Mais sa fille, jeune et capable de travailler pour vivre, n'avait pas droit aux mêmes égards. On pouvait, sans trop rougir, la dépouiller de son mince héritage. Pauline ne voulait ni attendre la menace, ni implorer la pitié; elle renonçait à la succession de ses parens et allait essayer de monter un petit atelier de broderie.

Ces nouvelles levèrent tous les scrupules de Laurence et imposèrent silence aux sages prévisions de sa mère. Toutes deux montèrent en voiture, et huit jours après elles revinrent à Paris avec Pauline.

Ce n'était pas sans quelque embarras que Laurence avait offert à son amie de l'emmener et de se charger d'elle à jamais. Elle s'attendait bien à trouver chez elle un reste de préjugés ou de dévotion ; mais la vérité est que Pauline n'était pas réellement pieuse. C'était une ame fière et jalouse de sa propre dignité. Elle trouvait dans le catholicisme la nuance qui convenait à son caractère, car toutes les nuances possibles se trouvent dans les religions vieillies; tant de siècles les ont modifiées, tant d'hommes ont mis la main à l'édifice, tant d'intelligences, de passions et de vertus y ont apporté leurs

trésors, leurs erreurs ou leurs lumières, que mille doctrines se trouvent à la fin contenues dans une seule, et mille natures diverses y peuvent puiser l'excuse ou le stimulant qui leur convient. C'est par-là que ces religions s'élèvent, c'est aussi par-là qu'elles s'écroulent.

Pauline n'était pas douée des instincts de douceur, d'amour et d'humilité qui caractérisent les natures vraiment évangéliques. Elle était si peu portée à l'abnégation, qu'elle s'était toujours trouvée malheureuse, immolée qu'elle était à ses devoirs. Elle avait besoin de sa propre estime, et peut-être aussi de celle d'autrui, bien plus que de l'amour de Dieu et du bonheur du prochain. Tandis que Laurence, moins forte et moins orgueilleuse, se consolait de toute privation et de tout sacrifice en voyant sourire sa mère, Pauline reprochait à la sienne, malgré elle et dans le fond de son cœur, cette longue satisfaction conquise à ses dépens. Ce ne fut donc pas un sentiment d'austérité religieuse qui la fit hésiter à accepter l'offre de son amie, ce fut la crainte de n'être pas assez dignement placée auprès d'elle.

D'abord Laurence ne la comprit pas, et crut que la peur d'être blâmée par les esprits rigides la retenait encore. Mais ce n'était pas là non plus le motif de Pauline. L'opinion avait changé autour d'elle; l'amitié de la grande actrice n'était plus une honte, c'était un honneur. Il y avait désormais une sorte de gloire à se vanter de son attention et de son souvenir. La nouvelle apparition qu'elle fit à Saint-Front fut un triomphe bien supérieur au premier. Elle fut obligée de se défendre des hommages importuns que chacun aspirait à lui rendre, et la préférence exclusive qu'elle montrait à Pauline excita mille jalousies dont Pauline put s'enorgueillir.

Au bout de quelques heures d'entretien, Laurence vit qu'un scrupule de délicatesse empêchait Pauline d'accepter ses bienfaits. Laurence ne comprit pas trop cet excès de fierté qui craint d'accepter le poids de la reconnaissance; mais elle le respecta, et se fit humble jusqu'à la prière, jusqu'aux larmes, pour vaincre cet orgueil de la pauvreté, qui serait la plus laide chose du monde, si tant d'insolences protectrices n'étaient là pour le justifier. Pauline devait-elle craindre cette insolence de la part de Laurence? Non; mais elle ne pouvait s'empêcher de trembler un peu, et Laurence, quoiqu'un peu blessée de cette méfiance, se promit et se flatta de la vaincre bientôt. Elle en triompha du moins momentanément, grace à cette éloquence du cœur dont elle avait le don; et Pauline, touchée, curieuse, entraînée, posa un pied tremblant sur le seuil de cette vie

nouvelle, se promettant de revenir sur ses pas au premier mécompte qu'elle y rencontrerait.

Les premières semaines que Pauline passa à Paris furent calmes et charmantes. Laurence avait été assez gravement malade pour obtenir, il y avait déjà deux mois, un congé qu'elle consacrait à des études consciencieuses. Elle occupait avec sa mère un joli petit hôtel au milieu de jardins où le bruit de la ville n'arrivait qu'à peine, et où elle recevait peu de monde. C'était la saison où chacun est à la campagne, où les théâtres sont peu brillans, où les vrais artistes aiment à méditer et à se recueillir. Cette jolie maison, simple, mais décorée avec un goût parfait, ces habitudes élégantes, cette vie paisible et intelligente que Laurence avait su se faire au milieu d'un monde d'intrigue et de corruption, donnaient un généreux démenti à toutes les terreurs que Pauline avait éprouvées autrefois sur le compte de son amie. Il est vrai que Laurence n'avait pas toujours été aussi prudente, aussi bien entourée, aussi sagement posée dans sa propre vie qu'elle l'était désormais. Elle avait acquis à ses dépens de l'expérience et du discernement, et, quoique bien jeune encore, elle avait été fort éprouvée par l'ingratitude et la méchanceté. Après avoir beaucoup souffert, beaucoup pleuré ses illusions et beaucoup regretté les courageux élans de sa jeunesse, elle s'était résignée à subir la vie telle qu'elle est faite ici-bas, à ne rien craindre comme à ne rien provoquer de la part de l'opinion, à sacrifier souvent l'enivrement des rêves à la douceur de suivre un bon conseil, l'irritation d'une juste colère à la sainte joie de pardonner. En un mot, elle commençait à résoudre, dans l'exercice de son art comme dans sa vie privée, un problème difficile. Elle s'était apaisée sans se refroidir, elle se contenait sans s'effacer.

Sa mère, dont la raison l'avait quelquefois irritée, mais dont la bonté la subjuguait toujours, lui avait été une providence. Si elle n'avait pas été assez forte pour la préserver de quelques erreurs, elle avait été assez sage pour l'en retirer à temps. Laurence s'était parfois égarée, et jamais perdue. M[me] S... avait su à propos lui faire le sacrifice apparent de ses principes, et, quoi qu'on en dise, quoi qu'on en pense, ce sacrifice est le plus sublime que puisse suggérer l'amour maternel. Honte à la mère qui abandonne sa fille par la crainte d'être réputée sa complaisante ou sa complice! M[me] S... avait affronté cette horrible accusation, et on ne la lui avait pas épargnée. Le grand cœur de Laurence l'avait compris, et, désormais sauvée par elle, ar-

rachée au vertige qui l'avait un instant suspendue au bord des abîmes, elle eût sacrifié tout, même une passion ardente, même un espoir légitime, à la crainte d'attirer sur sa mère un outrage nouveau.

Ce qui se passait à cet égard dans l'ame de ces deux femmes était si délicat, si exquis et entouré d'un si chaste mystère, que Pauline, ignorante et inexpérimentée à vingt-cinq ans comme une fille de quinze, ne pouvait ni le comprendre, ni le pressentir. D'abord, elle ne songea pas à le pénétrer; elle ne fut frappée que du bonheur et de l'harmonie parfaite qui régnait dans cette famille: la mère, la fille artiste et les deux jeunes sœurs, ses élèves (ses filles aussi), car elle assurait leur bien-être à la sueur de son noble front et consacrait à leur éducation ses plus douces heures de liberté. Leur intimité, leur enjouement à toutes faisait un contraste bien étrange avec l'espèce de haine et de crainte qui avait cimenté l'attachement réciproque de Pauline et de sa mère; Pauline en fit la remarque avec une souffrance intérieure qui n'était pas du remords (elle avait vaincu cent fois la tentation d'abandonner ses devoirs), mais qui ressemblait à de la honte. Pouvait-elle ne pas se sentir humiliée de trouver plus de dévouement et de véritables vertus domestiques dans la demeure élégante d'une comédienne, qu'elle n'avait pu en pratiquer au sein de ses austères foyers? Que de pensées brûlantes lui avaient fait monter la rougeur au front, lorsqu'elle veillait seule la nuit à la clarté de sa lampe, dans sa pudique cellule! et maintenant, elle voyait Laurence couchée sur un divan de sultane, dans son boudoir d'actrice, lisant tout haut des vers de Shakespeare à ses petites sœurs attentives et recueillies pendant que la mère, alerte encore, fraîche et mise avec goût, préparait leur toilette du lendemain et reposait à la dérobée sur ce beau groupe, si cher à ses entrailles, un regard de béatitude. Là étaient réunis l'enthousiasme d'artiste, la bonté, la poésie, l'affection, et au-dessus planait encore la sagesse, c'est-à-dire le sentiment du beau moral, le respect de soi-même, le courage du cœur. Pauline pensait rêver, elle ne pouvait se décider à croire ce qu'elle voyait; peut-être y répugnait-elle par la crainte de se trouver inférieure à Laurence.

Malgré ces doutes et ces angoisses secrètes, Pauline fut admirable dans ces premiers rapports avec de nouvelles existences. Toujours fière dans son indigence, elle eut la noblesse de savoir se rendre utile plus que dispendieuse. Elle refusa avec un stoïcisme extraordinaire chez une jeune provinciale les jolies toilettes que Laurence lui voulait faire adopter. Elle s'en tint strictement à son deuil habituel, à

sa petite robe noire, à sa petite collerette blanche, à ses cheveux sans rubans et sans joyaux. Elle s'immisça volontairement dans le gouvernement de la maison, dont Laurence n'entendait, comme elle disait, que la synthèse, et dont le détail devenait un peu lourd pour la bonne Mme S.... Elle y apporta des réformes d'économie, sans en diminuer l'élégance et le comfortable. Puis, reprenant à de certaines heures ses travaux d'aiguille, elle consacra toutes ses jolies broderies à la toilette des deux petites filles. Elle se fit encore leur sous-maîtresse et leur répétiteur dans l'intervalle des leçons de Laurence. Elle aida celle-ci à apprendre ses rôles en les lui faisant réciter; enfin, elle sut se faire une place à la fois humble et grande au sein de cette famille, et son juste orgueil fut satisfait de la déférence et de la tendresse qu'elle reçut en échange.

Cette vie fut sans nuages jusqu'à l'entrée de l'hiver. Tous les jours Laurence avait à dîner deux ou trois vieux amis; tous les soirs, six à huit personnes intimes venaient prendre le thé dans son petit salon et causer agréablement sur les arts, sur la littérature, voire un peu sur la politique et la philosophie sociale. Ces causeries, pleines de charme et d'intérêt entre des personnes distinguées, pouvaient rappeler, pour le bon goût, l'esprit et la politesse, celles qu'on avait, au siècle dernier, chez Mlle Verrière, dans le pavillon qui fait le coin de la rue Caumartin et du boulevart. Mais elles avaient plus d'animation véritable, car l'esprit de notre époque est plus profond, et d'assez graves questions peuvent être agitées, même entre les deux sexes, sans ridicule et sans pédantisme. Le véritable esprit des femmes pourra encore consister pendant long-temps à savoir interroger et écouter, mais il leur est déjà permis de comprendre ce qu'elles écoutent et de vouloir une réponse sérieuse à ce qu'elles demandent.

Le hasard fit que durant toute cette fin d'automne la société intime de Laurence ne se composa que de femmes ou d'hommes d'un certain âge, étrangers à toute prétention. Disons, en passant, que ce ne fut pas seulement le hasard qui fit ce choix, mais le goût que Laurence éprouvait et manifestait de plus en plus pour les choses et partant pour les personnes sérieuses. Autour d'une femme remarquable, tout tend à s'harmoniser et à prendre la teinte de ses pensées et de ses sentimens. Pauline n'eut donc pas l'occasion de voir une seule personne qui pût déranger le calme de son esprit, et ce qui fut étrange, même à ses propres yeux, c'est qu'elle commençait déjà à trouver cette vie un peu monotone, cette société un peu pâle, et à se demander si le rêve qu'elle avait fait du *tourbillon* de Laurence

devait n'avoir pas une plus saisissante réalisation. Elle s'étonna de retomber dans l'affaissement qu'elle avait si long-temps combattu dans la solitude, et pour justifier vis-à-vis d'elle-même cette singulière inquiétude, elle se persuada qu'elle avait pris dans sa retraite une tendance au spleen que rien ne pourrait guérir.

Mais les choses ne devaient pas durer ainsi. Quelque répugnance que l'actrice éprouvât à rentrer dans le bruit du monde, quelque soin qu'elle prît d'écarter de son intimité tout caractère léger, toute assiduité dangereuse, l'hiver arriva. Les châteaux cédèrent leurs hôtes aux salons de Paris, les théâtres ravivèrent leur répertoire; le public réclama ses artistes privilégiés. Le mouvement, le travail hâté, l'inquiétude et l'attrait du succès envahirent le paisible intérieur de Laurence. Il fallut laisser franchir le seuil du sanctuaire à d'autres hommes qu'aux vieux amis. Des gens de lettres, des camarades de théâtre, des hommes d'état, en rapport par les subventions avec les grandes académies dramatiques, les uns remarquables par le talent, d'autres par la figure et l'élégance, d'autres encore par le crédit et la fortune, passèrent peu à peu d'abord, et puis en foule, devant le rideau sans couleur et sans images où Pauline brûlait de voir le monde de ses rêves se dessiner enfin à ses yeux. Laurence, habituée à ce cortége de la célébrité, ne sentit pas son cœur s'émouvoir. Seulement sa vie changea forcément de cours, ses heures furent plus remplies, son cerveau plus absorbé par l'étude, ses fibres d'artiste plus excitées par le contact du public. Sa mère et ses sœurs la suivirent, paisibles et fidèles satellites, dans son orbe éblouissant. Mais Pauline!..... Ici commença enfin à poindre la vie de son ame et s'agiter dans son ame le drame de sa vie.

IV.

Parmi les jeunes gens qui se posaient en adorateurs de Laurence, il y avait un certain Montgenays, qui faisait des vers et de la prose pour son plaisir, mais qui, soit modestie, soit dédain, ne s'avouait point homme de lettres. Il avait de l'esprit, beaucoup d'usage du monde, quelque instruction et une sorte de talent. Fils d'un banquier, il avait hérité d'une fortune considérable, et ne songeait point à l'augmenter, mais ne se mettait guère en peine d'en faire un usage plus noble que d'acheter des chevaux, d'avoir des loges aux théâtres, de bons dîners chez lui, de beaux meubles, des tableaux et des dettes. Quoique ce ne fût ni un grand esprit, ni un grand cœur,

il faut dire à son excuse qu'il était beaucoup moins frivole et moins ignare que ne le sont pour la plupart les jeunes gens riches de ce temps-ci. C'était un homme sans principes, mais par convenance ennemi du scandale; passablement corrompu, mais élégant dans ses mœurs, toutes mauvaises qu'elles fussent; capable de faire le mal par occasion et non par goût; sceptique par éducation, par habitude et par ton, porté aux vices du monde par manque de bons principes et de bons exemples, plus que par nature et par choix; du reste, critique intelligent, écrivain pur, causeur agréable, connaisseur et dilettante dans toutes les branches des beaux-arts, protecteur avec grace, sachant et faisant un peu de tout; voyant la meilleure compagnie sans ostentation, et fréquentant la mauvaise sans effronterie, consacrant une grande partie de sa fortune, non à secourir les artistes malheureux, mais à recevoir avec luxe les célébrités. Il était bien venu partout, et partout il était parfaitement convenable. Il passait pour un grand homme auprès des ignorans, et pour un homme éclairé chez les gens ordinaires. Les personnes d'un esprit élevé estimaient sa conversation par comparaison avec celle des autres riches, et les orgueilleux la toléraient parce qu'il savait les flatter en les raillant. Enfin, ce Montgenays était précisément ce que les gens du monde appellent un homme d'esprit, les artistes un homme de goût. Pauvre, il eût été confondu dans la foule des intelligences vulgaires; riche, on devait lui savoir gré de n'être ni un juif, ni un sot, ni un maniaque.

Il était de ces gens qu'on rencontre partout, que tout le monde connaît au moins de vue, et qui connaissent chacun par son nom. Il n'était point de société où il ne fût admis, point de théâtre où il n'eût ses entrées dans les coulisses et dans le foyer des acteurs, point d'entreprise où il n'eût quelques capitaux, point d'administration où il n'eût quelque influence, point de cercles dont il ne fût un des fondateurs et un des soutiens. Ce n'était pas le dandysme qui lui avait servi de clé pour pénétrer ainsi à travers le monde, c'était un certain savoir-faire, plein d'égoïsme, exempt de passions, mêlé de vanité, et soutenu d'assez d'esprit pour faire paraître son rôle plus généreux, plus intelligent et plus épris de l'art qu'il ne l'était en effet.

Sa position l'avait, depuis quelques années déjà, mis en rapport avec Laurence; mais ce furent d'abord des rapports éloignés, de pure politesse, et si Montgenays y avait mis parfois de la galanterie, c'était dans la mesure la plus parfaite et la plus convenable. Laurence s'était

un peu méfiée de lui d'abord, sachant fort bien qu'il n'est point de société plus funeste à la réputation d'une jeune actrice que celle de certains hommes du monde. Mais quand elle vit que Montgenays ne lui faisait pas la cour, qu'il venait chez elle assez souvent pour manifester quelque prétention, et qu'il n'en manifestait cependant aucune, elle lui sut gré de cette manière d'être, la prit pour un témoignage d'estime de très bon goût, et craignant de se montrer prude ou coquette en se tenant sur ses gardes, elle le laissa pénétrer dans son intimité, en reçut avec confiance mille petits services insignifians qu'il lui rendit avec un empressement respectueux, et ne craignit pas de le nommer parmi ses amis véritables, lui faisant un grand mérite d'être beau, riche, jeune, influent, et de n'avoir aucune fatuité.

La conduite extérieure de Montgenays autorisait cette confiance; chose étrange cependant, cette confiance le blessait en même temps qu'elle le flattait. Soit qu'on le prît pour l'amant ou pour l'ami de Laurence, son amour-propre était caressé. Mais lorsqu'il se disait qu'elle le traitait en réalité comme un homme sans conséquence, il en éprouvait un secret dépit, et il lui passait par l'esprit de s'en venger quelque jour.

Le fait est qu'il n'était point épris d'elle. Du moins depuis trois ans qu'il la voyait de plus en plus intimement, le calme apathique de son cœur n'en avait reçu aucune atteinte. Il était de ces hommes déjà blasés par de secrets désordres, qui ne peuvent plus éprouver de désirs violens que ceux où la vanité est en cause. Lorsqu'il avait connu Laurence, sa réputation et son talent étaient en marche ascendante; mais ni l'un ni l'autre n'étaient assez constatés pour qu'il attachât un grand prix à sa conquête. D'ailleurs il avait bien assez d'esprit pour savoir que les avantages du monde n'assurent point aujourd'hui de succès infaillibles. Il apprit et il vit que Laurence avait une ame trop élevée pour céder jamais à d'autres entraînemens que ceux du cœur. Il sut, en outre, que trop insouciante peut-être de l'opinion publique alors que son ame était envahie par un sentiment généreux, elle redoutait néanmoins et repoussait l'imputation d'être protégée et assistée par un amant. Il s'enquit de son passé, de sa vie intime, il s'assura que tout autre cadeau que celui d'un bouquet serait repoussé d'elle comme un sanglant affront; et en même temps que ces découvertes lui donnèrent de l'estime pour Laurence, elles éveillèrent en lui la pensée de vaincre cette fierté, parce que cela était difficile et aurait du retentissement. C'était donc dans ce but

qu'il s'était glissé dans son intimité, mais avec adresse, et pensant bien que le premier point était de lui ôter toute crainte sur ses intentions.

Pendant ces trois ans, le temps avait marché, et l'occasion de risquer une tentative ne s'était pas présentée. Le talent de Laurence était devenu incontestable, sa célébrité avait grandi, son existence était assurée, et, ce qu'il y avait de plus remarquable, son cœur ne s'était point donné. Elle vivait repliée sur elle-même, ferme, calme, triste parfois, mais résolue de ne plus se risquer à la légère sur l'aile des orages. Peut-être ses réflexions l'avaient-elles rendue plus difficile, peut-être ne trouvait-elle aucun homme digne de son choix... Était-ce dédain, était-ce courage? Montgenays se le demandait avec anxiété. Quelques-uns se persuadaient qu'il était aimé en secret, et lui demandaient compte, à lui, de son indifférence apparente. Trop adroit pour se laisser pénétrer, Montgenays répondait que le respect enchaînerait toujours en lui la pensée d'être autre chose pour Laurence qu'un ami et un frère. On redisait ces paroles à Laurence, et on lui demandait si sa fierté ne dispenserait jamais ce pauvre Montgenays d'une déclaration qu'il n'aurait jamais l'audace de lui faire. Je le crois modeste, répondait-elle, mais pas au point de ne pas savoir dire qu'il aime, si jamais il vient à aimer. Cette réponse revenait à Montgenays, et il ne savait s'il devait la prendre pour la raillerie du dépit ou pour la douceur de l'indifférence. Sa vanité en était parfois si tourmentée, qu'il était prêt à tout risquer pour le savoir, mais la crainte de tout gâter et de tout perdre le retenait; et le temps s'écoulait sans qu'il vît jour à sortir de ce cercle vicieux où chaque semaine le transportait d'une phase d'espoir à une phase de découragement, et d'une résolution d'hypocrisie à une résolution d'impertinence, sans qu'il lui fût jamais possible de trouver l'heure convenable pour une déclaration qui ne fût pas insensée, ou pour une retraite qui ne fût pas ridicule. Ce qu'il craignait le plus au monde, c'était de prêter à rire, lui qui mettait son amour-propre à jouer un personnage sérieux. La présence de Pauline lui vint en aide, et la beauté de cette jeune fille sans expérience lui suggéra de nouveaux plans sans rien changer à son but.

Il imagina de se conformer à une tactique bien vulgaire, mais qui manque rarement son effet, tant les femmes sont accessibles à une sotte vanité. Il pensa qu'en feignant une velléité d'amour pour Pauline, il éveillerait chez son amie le désir de la supplanter. Absent de Paris depuis plusieurs mois, il fit sa rentrée dans le salon de Lau-

rence un certain soir où Pauline, étonnée, effarouchée de voir le cercle habituel s'agrandir d'heure en heure, commençait à souffrir du peu d'ampleur de sa robe noire et de la raideur de sa collerette. Dans ce cercle, elle remarquait plusieurs actrices toutes jolies ou du moins attrayantes à force d'art; puis, en se comparant à elles, en se comparant à Laurence même, elle se disait avec raison que sa beauté était plus régulière, plus irréprochable, et qu'un peu de toilette suffirait pour l'établir devant tous les yeux. En passant et repassant dans le salon, selon sa coutume, pour préparer le thé, veiller à la clarté des lampes et vaquer à tous ces petits soins qu'elle avait assumés volontairement sur elle, son mélancolique regard plongeait dans les glaces, et son petit costume de demi-béguine commençait à la choquer. Dans un de ces momens-là, elle rencontra précisément dans la glace le regard de Montgenays, qui observait tous ses mouvemens. Elle ne l'avait pas entendu annoncer; elle l'avait rencontré dans l'antichambre sans le voir lorsqu'il était arrivé. C'était le premier homme d'une belle figure et d'une véritable élégance qu'elle eût encore pu remarquer. Elle en fut frappée d'une sorte de terreur; elle reporta ses yeux sur elle-même avec inquiétude, trouva sa robe flétrie, ses mains rouges, ses souliers épais, sa démarche gauche. Elle eût voulu se cacher pour échapper à ce regard qui la suivait toujours, qui observait son trouble, et qui était assez pénétrant dans les sentimens d'une donnée vulgaire pour comprendre d'emblée ce qui se passait en elle. Quelques instans après, elle remarqua que Montgenays parlait d'elle à Laurence, car, tout en s'entretenant à voix basse, leurs regards se portaient sur elle. Est-ce une première camériste ou une demoiselle de compagnie que vous avez là? demandait Montgenays à Laurence, quoiqu'il sût fort bien le roman de Pauline. — Ni l'une ni l'autre, répondit Laurence. C'est mon amie de province dont je vous ai si souvent parlé. Comment vous plaît-elle? — Montgenays affecta de ne pas répondre d'abord, de regarder fixement Pauline; puis il dit d'un ton étrange que Laurence ne lui connaissait pas, car c'était une intonation mise en réserve depuis long-temps pour faire son effet dans l'occasion : — Admirablement belle, délicieusement jolie! — En vérité! s'écria Laurence, toute surprise de ce mouvement; vous me rendez bien heureuse de me dire cela! venez, que je vous présente à elle. — Et, sans attendre sa réponse, elle le prit par le bras et l'entraîna jusqu'au bout du salon, où Pauline essayait de se faire une contenance en rangeant son métier de broderie. Permets-moi, ma chère enfant, lui dit Laurence, de te présenter un de

mes amis que tu ne connais pas encore, et qui depuis long-temps désire beaucoup te connaître. — Puis, ayant nommé Montgenays à Pauline, qui, dans son trouble, n'entendit rien, elle adressa la parole à un de ses camarades qui entrait; et, changeant de groupe, elle laissa Montgenays et Pauline face à face, pour ainsi dire tête-à-tête dans le coin du salon.

Jamais Pauline n'avait encore parlé à un homme aussi bien frisé, cravaté, chaussé et parfumé. Hélas! on n'imagine pas quel prestige ces minuties de la vie élégante exercent sur l'imagination d'une fille de province. Une main blanche, un diamant à la chemise, un soulier verni, une fleur à la boutonnière, sont des recherches qui ne brillent plus en quelque sorte dans un salon que par leur absence; mais qu'un commis-voyageur étale ces séductions inouies dans une petite ville, et tous les regards seront attachés sur lui. Je ne veux pas dire que tous les cœurs voleront au-devant du sien, mais du moins je pense qu'il sera bien sot, s'il n'en accapare pas quelques-uns.

Cet engouement puéril ne dura qu'un instant chez Pauline. Intelligente et fière, elle eut bientôt secoué ce reste de *provincialité;* mais elle ne put se défendre de trouver une grande distinction et un grand charme dans les paroles que Montgenays lui adressa. Elle avait rougi d'être troublée par le seul extérieur d'un homme. Elle se réconcilia avec sa première impression, en croyant trouver dans l'esprit de cet homme le même cachet d'élégance dont toute sa personne portait l'empreinte. Puis cette attention particulière qu'il lui accordait, le soin qu'il semblait avoir pris de se faire présenter à elle retirée dans un coin parmi les tasses de Chine et les vases de fleurs, le plaisir timide qu'il paraissait goûter à la questionner sur ses goûts, sur ses impressions et ses sympathies, la traitant de prime-abord comme une personne éclairée, capable de tout comprendre et de tout juger, toutes ces coquetteries de la politesse du monde, dont Pauline ne connaissait pas la banalité ou la perfidie, la réveillèrent de sa langueur habituelle. Elle s'excusa un instant sur son ignorance de toutes choses; Montgenays parut prendre cette timidité pour une admirable modestie ou pour une méfiance dont il se plaignait d'une façon cafarde. Peu à peu Pauline s'enhardit jusqu'à vouloir montrer qu'elle aussi avait de l'esprit, du goût, de l'instruction. Le fait est qu'elle en avait extraordinairement eu égard à son existence passée, mais qu'au milieu de tous ces artistes brisés à une causerie étincelante, elle ne pouvait éviter de tomber parfois dans le lieu commun. Quoique sa nature distinguée la préservât de toute expression tri-

viale, il était facile de voir que son esprit n'était pas encore sorti tout-à-fait de l'état de chrysalide. Un homme supérieur à Montgenays n'en eût été que plus intéressé à ce développement; mais le vaniteux en conçut un secret mépris pour l'intelligence de Pauline, et il décida avec lui-même, dès cet instant, qu'elle ne lui servirait jamais que de jouet, de moyen, de victime, s'il le fallait.

Qui eût pu supposer dans un homme froid et nonchalant en apparence une résolution si sèche et si cruelle? Personne, à coup sûr. Laurence, malgré tout son jugement, ne pouvait le soupçonner, et Pauline moins que personne devait en concevoir l'idée.

Lorsque Laurence se rapprocha d'elle, se souvenant avec sollicitude qu'elle l'avait laissée auprès de Montgenays troublée jusqu'à la fièvre, confuse jusqu'à l'angoisse, elle fut fort surprise de la retrouver brillante, enjouée, animée d'une beauté inconnue, et presque aussi à l'aise que si elle eût passé sa vie dans le monde.

— Regarde donc ton amie de province, lui dit à l'oreille un vieux comédien de ses amis; n'est-ce pas merveille de voir comme en un instant l'esprit vient aux filles?

Laurence fit peu d'attention à cette plaisanterie. Elle ne remarqua pas non plus, le lendemain, que Montgenays était venu lui rendre visite une heure trop tôt, car il savait fort bien que Laurence sortait de la répétition à quatre heures, et depuis trois jusqu'à quatre heures il l'avait attendue au salon, non pas seul, mais penché sur le métier de Pauline.

Au grand jour, Pauline l'avait trouvé fort vieux. Quoiqu'il n'eût que trente ans, son visage portait la flétrissure de quelques excès, et l'on sait que la beauté est inséparable, dans les idées de province, de la fraîcheur et de la santé. Pauline ne comprenait pas encore, et ceci faisait son éloge, que les traces de la débauche pussent imprimer au front une apparence de poésie et de grandeur. Combien d'hommes dans notre époque de romantisme ont été réputés penseurs et poètes, rien que pour avoir eu l'orbite creusé et le front dévasté avant l'âge! Combien ont paru hommes de génie qui n'étaient que malades!

Mais le charme des paroles captiva Pauline encore plus que la veille. Toutes ces insinuantes flatteries que la femme du monde la plus bornée sait apprécier à leur valeur, tombaient dans l'ame aride et flétrie de la pauvre recluse comme une pluie bienfaisante. Son orgueil, trop long-temps privé de satisfactions légitimes, s'épanouissait au souffle dangereux de la séduction, et quelle séduction déplorable! celle d'un homme parfaitement froid, qui méprisait sa cré-

dulité, et qui voulait en faire un marchepied pour s'élever jusqu'à Laurence!

V.

La première personne qui s'aperçut de l'amour insensé de Pauline, fut Mme S.... Elle avait pressenti et deviné, avec l'instinct du génie maternel, le projet et la tactique de Montgenays. Elle n'avait jamais été dupe de son indifférence simulée, et s'était toujours tenue en méfiance de lui, ce qui faisait dire à Montgenays que Mme S... était, comme toutes les mères d'artistes, une femme bornée, maussade, fâcheuse au développement de sa fille. Lorsqu'il fit la cour à Pauline, Mme S..., emportée par sa sollicitude, craignit que cette ruse n'eût une sorte de succès, et que Laurence ne se sentît piquée d'avoir passé inaperçue devant les yeux d'un homme à la mode. Elle n'eût pas dû croire Laurence accessible à ce petit sentiment; mais Mme S..., au milieu de sa sagesse vraiment supérieure, avait de ces enfantillages de mère qui s'effraie hors de raison au moindre danger. Elle craignit le moment où Laurence ouvrirait les yeux sur l'intrigue entamée par Montgenays, et, au lieu d'appeler sa raison et sa tendresse au secours de Pauline, elle essaya seule de détromper celle-ci et de l'éclairer sur son imprudence.

Mais, quoiqu'elle y mît de l'affection et de la délicatesse, elle fut fort mal accueillie. Pauline était enivrée; on lui eût arraché la vie plutôt que la présomption d'être adorée. La manière un peu aigre dont elle repoussa les avertissemens de Mme S... donnèrent un peu d'amertume à celle-ci. Il y eut quelques paroles échangées où perçait d'une part le sentiment de l'infériorité de Pauline, de l'autre l'orgueil du triomphe remporté sur Laurence. Effrayée de ce qui lui était échappé, Pauline le confia à Montgenays, qui, plein de joie, s'imagina que Mme S... avait été en ceci la confidente et l'écho du dépit de sa fille. Il crut toucher à son but, et, comme un joueur qui double son enjeu, il redoubla d'attentions et d'assiduités auprès de Pauline. Déjà il avait osé lui faire ce lâche mensonge d'un amour qu'il n'éprouvait pas. Elle avait feint de n'y pas croire, mais elle n'y croyait que trop, l'infortunée! Quoiqu'elle fût se défendue avec courage, Montgenays n'en était pas moins sûr d'avoir bouleversé profondément tout son être moral. Il dédaignait le reste de sa victoire, et attendait, pour la remporter ou l'abandonner, que Laurence se prononçât pour ou contre.

Absorbée par ses études et forcée de passer presque toutes ses journées au théâtre, le matin pour les répétitions, le soir pour les représentations du répertoire, Laurence ne pouvait suivre les progrès que Montgenays faisait dans l'estime de Pauline. Elle fut frappée, un soir, de l'émotion avec laquelle la jeune fille entendit Lavallée, un vieux comédien homme d'esprit qui avait servi de patron et pour ainsi dire de répondant à Laurence lors de ses débuts, juger sévèrement le caractère et l'esprit de Montgenays. Il le déclara vulgaire entre tous les hommes vulgaires; et, comme Laurence défendait au moins les qualités de son cœur, Lavallée s'écria: Quant à moi, je sais bien que je serai contredit ici par tout le monde, car tout le monde lui veut du bien. Et savez-vous pourquoi tout le monde l'aime? c'est qu'il n'est pas méchant. — Il me semble que c'est quelque chose, dit Pauline avec intention et en lançant un regard plein d'amertume au vieil artiste, qui était pourtant le meilleur des hommes et qui ne prit rien pour lui de l'allusion. — C'est moins que rien, répondit-il, car il n'est pas bon, et voilà pourquoi je ne l'aime pas, si vous voulez le savoir. On n'a jamais rien à espérer et l'on a tout à craindre d'un homme qui n'est ni bon, ni méchant.

Plusieurs voix s'élevèrent pour défendre Montgenays et celle de Laurence par-dessus toutes les autres; seulement elle ne put l'excuser lorsque Lavallée lui démontra, par des preuves, que Montgenays n'avait point d'ami véritable, et qu'on ne lui avait jamais vu aucun de ces mouvemens de vertueuse colère qui trahissent un cœur généreux et grand. Alors Pauline, ne pouvant se contenir davantage, dit à Laurence qu'elle méritait plus que personne le reproche de Lavallée, en laissant accabler un de ses amis les plus sûrs et les plus dévoués sans indignation et sans douleur. Pauline, en faisant cette sortie étrange, tremblait et cassait son aiguille de tapisserie; son agitation fut si marquée, qu'il se fit un instant de silence, et tous les yeux se tournèrent vers elle avec surprise. Elle vit alors son imprudence et essaya de la réparer en blâmant d'une manière générale le train du monde en ces sortes d'affaires. — C'est une chose bien triste à étudier dans ce pays, dit-elle, que l'indifférence avec laquelle on entend déchirer des gens auxquels on ne rougit pourtant pas un instant après de faire bon accueil et de serrer la main. Je suis une ignorante, moi, une provinciale sans usage, mais je ne peux m'habituer à cela... Voyons, monsieur Lavallée, c'est à vous de me donner raison, car me voici précisément dans un de ces mouvemens de vertu brutale dont vous reprochez l'absence à M. Mont-

genays. — En prononçant ces derniers mots, Pauline s'efforçait de sourire à Laurence pour atténuer l'effet de ce qu'elle avait dit, et elle y avait réussi pour tout le monde, excepté pour son amie, dont le regard, plein de sollicitude et de pénétration, surprit une larme au bord de sa paupière. Lavallée donna raison à Pauline, et ce lui fut une occasion de débiter avec un remarquable talent une tirade du *Misanthrope* sur l'ami du genre humain. Il avait la tradition de Fleury pour jouer ce rôle, et il l'aimait tellement, que, malgré lui, il s'était identifié avec le caractère d'Alceste plus que sa nature ne l'exigeait de lui. Ceci arrive souvent aux artistes; leur instinct les porte à moitié vers un type qu'ils reproduisent avec amour; le succès qu'ils obtiennent dans cette création fait l'autre moitié de l'assimilation, et c'est ainsi que l'art, qui est l'expression de la vie en nous, devient souvent en nous la vie elle-même,

Lorsque Laurence fut seule le soir avec son amie, elle l'interrogea avec la confiance que donne une véritable affection. Elle fut surprise de la réserve et de l'espèce de crainte qui régnait dans ses réponses, et elle finit par s'en inquiéter. — Écoute, ma chérie, lui dit-elle en la quittant, toute la peine que tu prends pour me prouver que tu ne l'aimes pas, me fait craindre que tu ne l'aimes réellement. Je ne te dirai pas que cela m'afflige, car je crois Montgenays digne de ton estime; mais je ne sais pas s'il t'aime, et je voudrais en être sûre. Si cela était, il me semble qu'il aurait dû me le dire avant de te le faire entendre. Je suis ta mère, moi! La connaissance que j'ai du monde et de ses abîmes me donne le droit et m'impose le devoir de te guider et de t'éclairer au besoin. Je t'en supplie, n'écoute les belles paroles d'aucun homme avant de m'avoir consultée; c'est à moi de lire la première dans le cœur qui s'offrira à toi, car je suis calme, et je ne crois pas que lorsqu'il s'agira de Pauline, de la personne que j'aime le plus au monde après ma mère et mes sœurs, on puisse être habile à me tromper.

Ces tendres paroles blessèrent Pauline jusqu'au fond de l'ame. Il lui sembla que Laurence voulait s'élever au-dessus d'elle, en s'arrogeant le droit de la diriger. Pauline ne pouvait pas oublier le temps où Laurence lui semblait perdue et dégradée, et où ses prières orgueilleuses montaient vers Dieu comme celle du pharisien, demandant un peu de pitié pour l'excommuniée rejetée à la porte du temple. Laurence aussi l'avait gâtée comme on gâte un enfant, par trop de tendresse et d'engouement naïf. Elle lui avait trop souvent répété dans ses lettres qu'elle était devant ses yeux comme un ange de lu-

mière et de pureté dont la céleste image la préserverait de toute mauvaise pensée. Pauline s'était habituée à poser devant Laurence comme une madone, et recevoir d'elle désormais un avertissement maternel lui paraissait un outrage. Elle en fut humiliée et même courroucée à ne pouvoir dormir. Cependant le lendemain elle vainquit en elle-même ce mouvement injuste, et la remercia cordialement de sa tendre inquiétude; mais elle ne put se résoudre à lui avouer ses sentimens pour Montgenays.

Une fois éveillée, la sollicitude de Laurence de s'endormit plus. Elle eut un entretien avec sa mère, lui reprocha un peu de ne pas lui avoir dit plus tôt ce qu'elle avait cru deviner, et, respectant la méfiance de Pauline, qu'elle attribuait à un excès de pudeur, elle observa toutes les démarches de Montgenays. Il ne lui fallut pas beaucoup de temps pour s'assurer que Mme S... avait deviné juste, et trois jours après son premier soupçon elle acquit la certitude qu'elle cherchait. Elle surprit Pauline et Montgenays au milieu d'un tête-à-tête fort animé, feignit de ne pas voir le trouble de Pauline, et dès le soir même elle fit venir Montgenays dans son cabinet d'étude, où elle lui dit : — Je vous croyais mon ami, et j'ai pourtant un manque d'amitié bien grave à vous reprocher, Montgenays. Vous aimez Pauline, et vous ne me l'avez pas confié. Vous lui faites la cour, et vous ne m'avez pas demandé de vous y autoriser.

Elle dit ces paroles avec un peu d'émotion, car elle blâmait sérieusement Montgenays dans son cœur, et la marche mystérieuse qu'il avait suivie lui causait quelque effroi pour Pauline. Montgenays désirait pouvoir attribuer ce ton de reproche à un sentiment personnel. Il se composa un maintien impénétrable, et résolut d'être sur la défensive jusqu'à ce que Laurence fît éclater le dépit qu'il lui supposait. Il nia son amour pour Pauline, mais avec une gaucherie volontaire, et avec l'intention d'inquiéter de plus en plus Laurence.

Cette absence de franchise l'inquiéta en effet, mais toujours à cause de son amie, et sans qu'elle eût seulement la pensée de mêler sa personnalité à cette intrigue.

Montgenays, tout homme du monde qu'il était, eut la sottise de s'y tromper, et, au moment où il crut avoir enfin éveillé la colère et la jalousie de Laurence, il risqua le coup de théâtre qu'il avait longtemps médité, lui avoua que son amour pour Pauline n'était qu'une feinte vis-à-vis de lui-même, un effort désespéré, inutile peut-être pour s'étourdir sur un chagrin profond, pour se guérir d'une passion

malheureuse... Un regard accablant de Laurence l'arrêta au moment où il allait se perdre et sauver Pauline. Il pensa que le moment n'était pas venu encore, et réserva son grand effet pour une crise plus favorable. Pressé par les sévères questions de Laurence, il se retourna de mille manières, inventa un roman tout en réticences, protesta qu'il ne se croyait pas aimé de Pauline, et se retira sans promettre de l'aimer sérieusement, sans consentir à la détromper, sans rassurer l'amitié de Laurence, et sans pourtant lui donner le droit de le condamner.

Si Montgenays était assez maladroit pour faire une chose hasardée, il était assez habile pour la réparer. Il était de ces esprits tortueux et puérils qui, de combinaison en combinaison, marchent péniblement et savamment vers un *fiasco* misérable. Il sut durant plusieurs semaines tenir Laurence dans une complète incertitude. Elle ne l'avait jamais soupçonné fat et ne pouvait se résoudre à le croire lâche. Elle voyait l'amour et la souffrance de Pauline, et désirait tellement son bonheur, qu'elle n'osait pas la préserver du danger en éloignant Montgenays. — Non, il ne m'adressait pas une impudente insinuation, disait-elle à sa mère, lorsqu'il m'a dit qu'un amour malheureux le tenait dans l'incertitude. J'ai cru un instant qu'il avait cette pensée, mais cela serait trop odieux. Je le crois homme d'honneur. Il m'a toujours témoigné une estime pleine de respect et de délicatesse. Il ne lui serait pas venu à l'esprit tout d'un coup de se jouer de moi et d'outrager mon amie en même temps. Il ne me croirait pas si simple que d'être sa dupe.

— Je le crois capable de tout, répondait Mme S.... Demandez à Lavallée ce qu'il en pense; confiez-lui ce qui se passe; c'est un homme sûr, pénétrant et dévoué.

— Je le sais, dit Laurence, mais je ne puis cependant disposer d'un secret que Pauline refuse de me confier: on n'a pas le droit de trahir un mystère aussi délicat, quand on l'a surpris volontairement; Pauline en souffrirait mortellement, et, fière comme elle l'est, ne me le pardonnerait de sa vie. D'ailleurs Lavallée a des préventions exagérées : il déteste Montgenays; il ne saurait le juger avec impartialité. Voyez quel mal nous allons faire à Pauline si nous nous trompons! S'il est vrai que Montgenays l'aime (et pourquoi ne serait-ce pas? elle est si belle, si sage, si intelligente!) nous tuons son avenir en éloignant d'elle un homme qui peut l'épouser et lui donner un rang dans le monde qu'à coup sûr elle désire; car elle souffre de nous devoir son existence, vous le savez bien. Sa position l'affecte

plus qu'elle ne veut l'avouer ; elle aspire à l'indépendance, et la fortune peut seule la lui donner.

— Et s'il ne l'épouse pas! reprit Mme S... Quant à moi, je crois qu'il n'y songe nullement.

— Et moi, s'écria Laurence, je ne puis croire qu'un homme comme lui soit assez infame ou assez fou pour croire qu'il obtiendra Pauline autrement.

— Eh bien ! si tu le crois, repartit la mère, essaie de les séparer ; ferme-lui ta porte, ce sera le forcer à se déclarer. Sois sûre que, s'il l'aime, il saura bien vaincre les obstacles et prouver son amour par des offres honorables.

— Mais il a peut-être dit la vérité, reprenait Laurence, en s'accusant d'un amour mal guéri qui l'empêche encore de se prononcer. Cela ne se voit-il pas tous les jours? Un homme est quelquefois incertain des années entières entre deux femmes dont une le retient par sa coquetterie, tandis que l'autre l'attire par sa douceur et sa bonté. Il arrive un moment où la mauvaise passion fait place à la bonne, où l'esprit s'éclaire sur les défauts de l'ingrate maîtresse et sur les qualités de l'amie généreuse. Aujourd'hui, si nous brusquons l'incertitude de ce pauvre Montgenays, si nous lui mettons le couteau sur la gorge et le marché à la main, il va, ne fût-ce que par dépit, renoncer à Pauline, qui en mourra de chagrin peut-être, et retourner aux pieds d'une perfide qui brisera ou desséchera son cœur, tandis que si nous conduisons les choses avec un peu de patience et de délicatesse, chaque jour, en voyant Pauline, en la comparant à l'autre femme, il reconnaîtra qu'elle seule est digne d'amour, et il arrivera à la préférer ouvertement. Que pouvons-nous craindre de cette épreuve? que Pauline l'aime sérieusement? c'est déjà fait; qu'elle se laisse égarer par lui? c'est impossible. Il n'est pas homme à le tenter; elle n'est pas femme à s'y laisser prendre.

Ces raisons ébranlèrent un peu Mme S.... Elle fit seulement consentir Laurence à empêcher les tête-à-tête que ses courses et ses occupations rendaient trop faciles et trop fréquens entre Pauline et Montgenays. Il fut convenu que Laurence emmènerait souvent son amie avec elle au théâtre. On devait penser que la difficulté de lui parler augmenterait l'ardeur de Montgenays, tandis que la liberté de la voir entretiendrait son admiration.

Mais ce fut la chose la plus difficile du monde que de décider Pauline à quitter la maison. Elle se renfermait dans un silence pénible pour Laurence; celle-ci était réduite à jouer avec elle un jeu puéril,

en lui donnant des raisons dont elle ne la croyait point dupe. Elle lui représentait que sa santé était un peu altérée par les continuels travaux du ménage; qu'elle avait besoin de mouvement, de distraction. On lui fit même ordonnancer par le médecin un système de vie moins sédentaire. Tout échoua contre cette résistance inerte, qui est la force des caractères froids. Enfin Laurence imagina de demander à son amie, comme un service, qu'elle vînt l'aider au théâtre à s'habiller et à changer de costume dans sa loge. La femme de chambre était maladroite, disait-on; Mme S... était souffrante et succombait à la fatigue de cette vie agitée; Laurence y succombait elle-même. Les tendres soins d'une amie pouvaient seuls adoucir les corvées journalières du métier. Pauline, forcée dans ses derniers retranchemens, et poussée d'ailleurs par un reste d'amitié et de dévouement, céda, mais avec une répugnance secrète. Voir de près et chaque jour les triomphes de Laurence était une souffrance à laquelle jamais elle n'avait pu s'habituer; et maintenant cette souffrance devenait plus cuisante. Pauline commençait à pressentir son malheur. Depuis que Montgenays s'était mis en tête l'espérance de réussir auprès de l'actrice, il laissait percer par instans, malgré lui, son dédain pour la provinciale. Pauline ne voulait pas s'éclairer, elle fermait les yeux à l'évidence avec terreur; mais, en dépit d'elle-même, la tristesse et la jalousie étaient entrées dans son ame.

VI.

Montgenays vit les précautions que Laurence prenait pour l'éloigner de Pauline, il vit aussi la sombre tristesse qui s'emparait de cette jeune fille. Il la pressa de questions; mais comme elle était encore avec lui sur la défensive, et qu'il ne pouvait plus lui parler qu'à la dérobée, il ne put rien apprendre de certain. Seulement il remarqua l'espèce d'autorité que, dans la candeur de son amitié, Laurence ne craignait pas de s'arroger sur son amie, et il remarqua aussi que Pauline ne s'y soumettait qu'avec une sorte d'indignation contenue. Il crut que Laurence commençait à la faire souffrir de sa jalousie; il ne voulut pas supposer que ses préférences pour une autre pussent laisser Laurence indifférente et loyale.

Il continua à jouer ce rôle fantasque, décousu avec intention, qui devait les laisser toutes deux dans l'incertitude. Il affecta de passer

des semaines entières sans paraître devant elles; puis, tout à coup, il redevenait assidu, se donnait un air inquiet, tourmenté, montrant de l'humeur lorsqu'il était calme, feignant l'indifférence lorsqu'on pouvait lui supposer du dépit. Cette irrésolution fatiguait Laurence et désespérait Pauline. Le caractère de cette dernière s'aigrissait de jour en jour. Elle se demandait pourquoi Montgenays, après lui avoir montré tant d'empressement, devenait si nonchalant à vaincre les obstacles qu'on avait mis entre eux. Elle s'en prenait secrètement à Laurence de lui avoir préparé ce désenchantement, et ne voulait pas reconnaître qu'en l'éclairant, on lui rendait service. Lorsqu'elle interrogeait Montgenays, d'un air qu'elle essayait de rendre calme, sur ses fréquentes absences, il lui répondait, s'il était seul avec elle, qu'il avait eu des occupations, des affaires indispensables; mais, si Laurence était présente, il s'excusait sur la simple fantaisie d'un besoin de solitude ou de distraction. Un jour, Pauline lui dit devant Mme S..., dont la présence assidue lui était un supplice, qu'il devait avoir une passion dans le grand monde, puisqu'il était devenu si rare dans la société des artistes. Montgenays répondit assez brutalement : — Quand cela serait, je ne vois pas en quoi une personne aussi grave que vous pourrait s'intéresser aux folies d'un jeune homme? —En cet instant, Laurence entrait dans le salon. Au premier regard, elle vit un sourire douloureux et forcé sur le visage de Pauline. La mort était dans son ame. Laurence s'approcha d'elle et posa la main affectueusement sur son épaule. Pauline, ramenée à un sentiment de tendresse par une souffrance qu'en cet instant du moins elle ne pouvait pas imputer à sa rivale, retourna doucement la tête et effleura de ses lèvres la main de Laurence. Elle semblait lui demander pardon de l'avoir haïe et calomniée dans son cœur. Laurence ne comprit ce mouvement qu'à moitié, et appuya sa main plus fortement, en signe de profonde sympathie, sur l'épaule de la pauvre enfant. Alors Pauline, dévorant ses larmes et faisant un nouvel effort : — J'étais, dit-elle en crispant de nouveau ses traits pour sourire, en train de reprocher à *votre ami* l'abandon où il vous laisse. — L'œil scrutateur de Laurence se porta sur Montgenays. Il prit ce regard d'une sévère équité pour un élan de colère féminine, et, se rapprochant d'elle. — Vous en plaignez-vous, madame? dit-il avec une expression qui fit tressaillir Pauline. — Oui, je m'en plains, répondit Laurence d'un ton plus sévère encore que son regard, — Eh bien ! cela me console de ce que j'ai souffert loin de vous, dit Montgenays en lui baisant la main. — Laurence sentit frissonner Pauline. —Vous avez souf-

fert? dit Mme S..., qui voulait pénétrer dans l'ame de Montgenays; ce n'est pas ce que vous disiez tout à l'heure. Vous nous parliez de *folies de jeune homme* qui vous auraient un peu étourdi sur les chagrins de l'absence. — Je me prêtais à la plaisanterie que vous m'adressiez, répondit Montgenays, Laurence ne s'y fût pas trompée. Elle sait bien qu'il n'est plus de folies, plus de légèretés de cœur possibles à l'homme qu'elle honore de son estime. — En parlant ainsi, son œil brillait d'un feu qui donnait à ses paroles un sens fort opposé à celui d'une paisible amitié. Pauline épiait tous ses mouvemens; elle vit ce regard, et elle en fut atteinte jusqu'au cœur. Elle pâlit et repoussa la main de Laurence par un mouvement brusque et hautain. Laurence eut un moment de surprise. Elle interrogea des yeux sa mère, qui lui répondit par un signe d'intelligence. Au bout d'un instant, elles sortirent sous un léger prétexte, et, enlaçant leurs bras l'une à l'autre, elles firent quelques tours de promenade sur la terrasse du jardin. Laurence commençait enfin à pénétrer le mystère d'iniquité dont s'enveloppait le lâche amant de Pauline. — Ce que je crois deviner, dit-elle à sa mère avec agitation, me bouleverse. J'en suis indignée, je n'ose y croire encore. — Il y a long-temps que j'en ai la conviction, répondit Mme S.... Il joue une odieuse comédie; mais ses prétentions s'élèvent jusqu'à toi, et Pauline est sacrifiée à ses orgueilleux projets. — Eh bien! répondit Laurence, je détromperai Pauline; pour cela, il me faut une certitude; je le laisserai s'avancer, et je le dévoilerai quand il se sera pris au piége. Puisqu'il veut engager avec moi une intrigue de théâtre si vulgaire et si connue, je le combattrai par les mêmes moyens, et nous verrons lequel de nous deux sait le mieux jouer la comédie. Je n'aurais jamais cru qu'il voulût se mettre en concurrence avec moi, lui dont ce n'est pas la profession.

— Prends garde, dit Mme S..., tu t'en feras un ennemi mortel, et un ennemi littéraire, qui plus est.

— Puisqu'il faut toujours avoir des ennemis dans le journalisme, reprit Laurence, que m'importe un de plus? Mon devoir est de préserver Pauline, et, pour qu'elle ne souffre pas de l'idée d'une trahison de ma part, je vais, avant tout, l'avertir de mes desseins.

— Ce sera le moyen de les faire avorter, répondit Mme S.... Pauline est plus engagée avec lui que tu ne penses. Elle souffre, elle aime, elle est folle. Elle ne veut pas que tu la détrompes. Elle te haïra quand tu l'auras fait.

— Eh bien! qu'elle me haïsse s'il le faut, dit Laurence en laissant

échapper quelques larmes, j'aime mieux supporter cette douleur que de la voir devenir victime d'une infamie.

— En ce cas, attends-toi à tout: mais, si tu veux réussir, ne l'avertis pas. Elle préviendrait Montgenays, et tu te compromettrais avec lui en pure perte.

Laurence écouta les conseils de sa mère. Lorsqu'elle rentra au salon, Pauline et Montgenays avaient échangé aussi quelques mots qui avaient rassuré la malheureuse dupe. Pauline était rayonnante, elle embrassa son amie d'un air où perçaient la haine et l'ironie du triomphe. Laurence renferma le chagrin mortel qu'elle en ressentit et comprit tout-à-fait le jeu que jouait Montgenays.

Ne voulant pas s'abaisser à donner une espérance positive à ce misérable, elle imita son air et ses manières, et s'enferma dans un système de bizarreries mystérieuses. Elle joua tantôt la mélancolie inquiète d'un amour méconnu, tantôt la gaieté forcée d'une résolution courageuse. Puis elle semblait retomber dans de profonds découragemens. Incapable d'échanger avec Montgenays un regard provoquant, elle prenait le temps où elle était observée par lui, et où Pauline avait le dos tourné, pour la suivre des yeux avec l'impatience d'une feinte jalousie. Enfin, elle fit si bien le personnage d'une femme au désespoir, mais fière jusqu'à préférer la mort à l'humiliation d'un refus, que Montgenays transporté oublia son rôle, et ne songea plus qu'à deviner celui qu'elle avait pris. Sa vanité l'interprétait suivant ses désirs, mais il n'osait encore se risquer, car Laurence ne pouvait se décider à provoquer clairement une déclaration de sa part. Excellente artiste qu'elle était, il lui était impossible de représenter parfaitement un personnage sans vraisemblance, et elle disait un jour à Lavallée, que, malgré elle, sa mère avait mis dans la confidence (il avait d'ailleurs tout deviné de lui-même) : — J'ai beau faire, je suis mauvaise dans ce rôle. C'est comme quand je joue une mauvaise pièce, je ne puis me mettre dans la situation. Il te souvient que quand nous étions en scène avec ce pauvre Mélidor, qui disait si tranquillement les choses du monde les plus passionnées, nous évitions de nous regarder pour ne pas rire. Eh bien! avec ce Montgenays, c'est absolument de même; quand tu es là, et que mes yeux rencontrent les tiens, je suis au moment d'éclater; alors, pour me conserver un air triste, il faut que je pense au malheur de Pauline, et ceci me remet en scène naturellement, mais à mes dépens, car mon cœur saigne. Ah! je ne savais pas que la comédie fût plus fatigante à jouer dans le monde que sur les planches!

— Il faudra que je t'aide, répondit Lavallée, car je vois bien que seule tu ne viendras jamais à bout de faire tomber son masque. Repose-toi sur moi du soin de le forcer dans ses derniers retranchemens sans te compromettre sérieusement.

Un soir, Laurence joua Hermione dans la tragédie d'*Andromaque*. Il y avait long-temps que le public attendait sa rentrée dans cette pièce. Soit qu'elle l'eût bien étudiée récemment, soit que la vue d'un auditoire nombreux et brillant l'électrisât plus qu'à l'ordinaire, soit enfin qu'elle eût besoin de jeter dans ce bel ouvrage toute la verve et tout l'art qu'elle employait si désagréablement depuis quinze jours avec Montgenays, elle y fut magnifique, et y eut un succès tel qu'elle n'en avait point encore obtenu au théâtre. Ce n'était pas tant le génie que la réputation de Laurence qui la rendait si désirable à Montgenays. Les jours où elle était fatiguée, et où le public se montrait un peu froid pour elle, il s'endormait plus tranquillement dans la pensée qu'il pouvait échouer dans son entreprise; mais lorsqu'on la rappelait sur la scène et qu'on lui jetait des couronnes, il ne dormait point, et passait la nuit à machiner ses plans de séduction. Ce soir-là, il assistait à la représentation, dans une petite loge sur le théâtre, avec Pauline, M[me] S... et Lavallée. Il était si agité des applaudissemens frénétiques que recueillait la belle tragédienne, qu'il ne songeait pas seulement à la présence de Pauline. Deux ou trois fois il la froissa avec ses coudes (on sait que ces loges sont fort étroites) en battant des mains avec emportement. Il désirait que Laurence le vît, l'entendît par-dessus tout le bruit de la salle; et Pauline s'étant plainte avec aigreur de ce que son empressement à applaudir l'empêchait d'entendre les derniers mots de chaque réplique, il lui dit brutalement : — Qu'avez-vous besoin d'entendre? Est-ce que vous comprenez cela, vous?

Il y avait des momens où, malgré ses habitudes de diplomatie, Montgenays ne pouvait réprimer un dédain grossier pour cette malheureuse fille. Il ne l'aimait point, quelles que fussent sa beauté et les qualités réelles de son caractère, et il s'indignait en lui-même de l'aplomb crédule de cette petite bourgeoise, qui croyait effacer à ses yeux l'éclat de la grande actrice; et lui aussi était fatigué, dégoûté de son rôle. Quelque méchant qu'on soit, on ne réussit guère à faire le mal avec plaisir. Si ce n'est le remords, c'est la honte qui paralyse souvent les ressources de la perversité.

Pauline se sentit défaillir. Elle garda le silence; puis, au bout d'un instant, elle se plaignit de ne pouvoir supporter la chaleur; elle se

leva et sortit. La bonne Mme S..., qui la plaignait sincèrement, la suivit et la conduisit dans la loge de Laurence, où Pauline tomba sur le sofa et perdit connaissance. Tandis que Mme S... et la femme de chambre de Laurence la délaçaient et tâchaient de la ranimer, Montgenays, incapable de songer au mal qu'il lui avait fait, continuait à admirer et à applaudir la tragédienne. Lorsque l'acte fut fini, Lavallée s'empara de lui, et, se composant le visage le plus sincère que jamais l'artifice du comédien ait porté sur la scène : — Savez-vous, lui dit-il, que jamais notre Laurence n'a été plus étonnante qu'aujourd'hui? Son regard, sa voix, ont pris un éclat que je ne leur connaissais pas. Cela m'inquiète!

— Comment donc? reprit Montgenays. Craindriez-vous que ce ne fût l'effet de la fièvre?

— Sans aucun doute; ceci est une vigueur fébrile, reprit Lavallée. Je m'y connais; je sais qu'une femme délicate et souffrante comme elle l'est, n'arrive point à de tels effets sans une excitation funeste. Je gagerais que Laurence est en défaillance durant tout l'entr'acte. C'est ainsi que cela se passe chez ces femmes dont la passion fait toute la force.

— Allons la voir! dit Montgenays en se levant.

— Non pas, répondit Lavallée en le faisant rasseoir avec une solennité dont il riait en lui-même. Ceci ne serait guère propre à calmer ses esprits.

— Que voulez-vous dire? s'écria Montgenays.

— Je ne veux rien dire, répondit le comédien de l'air d'un homme qui craint de s'être trahi.

Ce jeu dura pendant tout l'entr'acte. Montgenays ne manquait pas de méfiance, mais il manquait de pénétration. Il avait trop de fatuité pour voir qu'on le raillait. D'ailleurs il avait affaire à trop forte partie, et Lavallée se disait en lui-même : Oui-dà, tu veux te frotter à un comédien qui pendant cinquante ans a fait rire et pleurer le public sans seulement sortir ses mains de ses poches! tu verras!

A la fin de la soirée, Montgenays avait la tête perdue. Lavallée, sans lui dire une seule fois qu'il était aimé, lui avait fait entendre de mille manières qu'il l'était passionnément. Aussitôt que Montgenays s'y laissait prendre ouvertement, il feignait de vouloir le détromper, mais avec une gaucherie si adroite, que le mystifié s'enferrait de plus en plus. Enfin, durant le cinquième acte, Lavallée alla trouver Mme S... — Emmenez coucher Pauline, lui dit-il; faites-vous accompagner de la femme de chambre et ne la renvoyez à votre fille qu'un

quart-d'heure après la fin du spectacle. Il faut que Montgenays ait un tête-à-tête avec Laurence dans sa loge. Le moment est venu ; il est à nous : je serai là, caché derrière la psyché ; je ne quitterai pas votre fille d'un instant. Allez, et fiez-vous à moi.

Les choses se passèrent comme il l'avait prévu, et le hasard les seconda encore. Laurence, rentrant dans sa loge, appuyée sur le bras de Montgenays, et n'y trouvant personne (Lavallée était déjà caché derrière le rideau qui couvrait les costumes accrochés à la muraille, et la glace le masquait en outre), demanda où étaient sa mère et son amie. Un garçon de théâtre, qui passait dans le couloir, et à qui elle adressa cette question, lui répondit (et cela était malheureusement vrai) qu'on avait été forcé d'emporter Mlle D... qui avait des convulsions. Laurence ne savait pas la scène que lui ménageait Lavallée; d'ailleurs, elle l'eût oubliée en apprenant cette triste nouvelle. Son cœur se serra, et, l'idée des souffrances de son amie se joignant à la fatigue et aux émotions de la soirée, elle tomba sur son siége et fondit en larmes. C'est alors que l'impertinent Montgenays, se croyant le maître et le tourment de ces deux femmes, perdit toute prudence et risqua la déclaration la plus désordonnée et la plus froidement délirante qu'il eût faite de sa vie. C'était Laurence qu'il avait toujours aimée, disait-il ; c'était elle seule qui pouvait l'empêcher de se tuer ou de faire quelque chose de pire, un suicide moral, un mariage de dépit. Il avait tout tenté pour se guérir d'une passion qu'il ne croyait pas partagée : il s'était jeté dans le monde, dans les arts, dans la critique, dans la solitude, dans un nouvel amour ; mais rien n'avait réussi. Pauline était assez belle pour mériter son admiration ; mais pour sentir autre chose pour elle qu'une froide estime, il eût fallu ne pas voir sans cesse Laurence à côté d'elle. Il *savait* bien qu'il était dédaigné, et dans son désespoir, ne voulant pas faire le malheur de Pauline en la trompant davantage, il allait s'éloigner pour jamais !.. En annonçant cette humble résolution, il s'enhardit jusqu'à saisir une main de Laurence, qui la lui arracha avec horreur. Un instant elle fut transportée d'une telle indignation, qu'elle allait le confondre; mais Lavallée, qui voulait qu'elle eût des preuves, s'était glissé jusqu'à la porte qu'il avait à dessein recouverte d'un pan de rideau jeté là comme par hasard. Il feignit d'arriver, frappa, toussa et entra brusquement. D'un coup d'œil, il contint la juste colère de l'actrice, et, tandis que Montgenays le donnait au diable, il parvint à l'emmener, sans lui laisser le temps de savoir l'effet qu'il avait produit. La femme de chambre arriva, et tandis qu'elle r'habillait sa

maîtresse, Lavallée se glissa auprès d'elle, et en deux mots l'informa de ce qui s'était passé. Il lui dit de faire la malade et de ne point recevoir Montgenays le lendemain; puis il retourna auprès de celui-ci, et le reconduisit chez lui, où il s'installa jusqu'au matin, lui montant toujours la tête, et s'amusant tout seul, avec un sérieux vraiment comique, de tous les romans qu'il lui suggérait. Il ne sortit de chez lui qu'après lui avoir persuadé d'écrire à Laurence, et, à midi, il y retourna et voulut lire cette lettre que Montgenays, en proie à une insomnie délirante, avait déjà faite et refaite cent fois. Le comédien feignit de la trouver trop timide, trop peu explicite. — Soyez sûr, lui dit-il, que Laurence doutera de vous encore longtemps; votre fantaisie pour Pauline a dû lui inspirer une inquiétude que vous aurez de la peine à détruire. Vous savez l'orgueil des femmes; il faut sacrifier la provinciale et vous exprimer clairement sur le peu de cas que vous en faites. Vous pouvez arranger cela sans manquer à la galanterie. Dites que Pauline est un ange peut-être, mais qu'une femme comme Laurence est plus qu'un ange; dites ce que vous savez si bien écrire dans vos nouvelles et dans vos saynètes. Allez, et surtout ne perdez pas de temps; on ne sait pas ce qui peut se passer entre ces deux femmes. Laurence est romanesque, elle a les instincts sublimes d'une reine de tragédie. Un mouvement généreux, un reste de crainte, peuvent la porter à s'immoler à sa rivale... Rassurez-la pleinement, et si elle vous aime, comme je le crois, comme j'en ai la ferme conviction, bien qu'on n'ait jamais voulu me l'avouer, je vous réponds que la joie du triomphe fera taire tous les scrupules.

Montgenays hésita, écrivit, déchira la lettre, la recommença..... Lavallée la porta à Laurence.

VII.

Huit jours se passèrent sans que Montgenays pût être reçu chez Laurence, et sans qu'il osât aller demander compte à Lavallée de ce silence et de cette consigne, tant il était honteux de l'idée d'avoir fait une école, et tant il craignait d'en acquérir la certitude.

Pendant qu'elles étaient ainsi enfermées, Pauline et Laurence étaient en proie aux orages intérieurs. Laurence avait tout fait pour amener son amie à un épanchement de cœur qu'il lui avait été impossible d'obtenir. Plus elle cherchait à la dégoûter de Montgenays, plus elle irritait sa souffrance sans hâter la crise favorable dont elle espérait son salut. Pauline s'offensait des efforts qu'on faisait pour

lui arracher le secret de son ame. Elle avait vu les ruses de Laurence pour forcer Montgenays à se trahir, et les avait interprétées comme Montgenays lui-même. Elle en voulait donc mortellement à son amie d'avoir essayé et réussi à lui enlever l'amour d'un homme que, jusqu'à ces derniers temps, elle avait cru sincère. Elle attribuait cette conduite de Laurence à une odieuse fantaisie suggérée par l'ambition de voir tous les hommes à ses pieds. Elle a eu besoin, se disait-elle, d'y attirer même celui qui lui était le plus indifférent, dès qu'elle l'a vu s'adresser à moi. Je lui suis devenue un objet de mépris et d'aversion dès qu'elle a pu supposer que j'étais remarquée, fût-ce par un seul homme, à côté d'elle. De là son indiscrète curiosité et son espionnage pour deviner ce qui se passait entre lui et moi; de là tous les efforts qu'elle fait maintenant pour l'empêcher de me voir; de là enfin l'odieux succès qu'elle a obtenu à force de coquetteries, et le lâche triomphe qu'elle remporte sur moi en bouleversant un homme faible que sa gloire éblouit et que ma tristesse ennuie.

Pauline ne voulait pas accuser Montgenays d'un plus grand crime que celui d'un entraînement involontaire. Trop fière pour persévérer dans un amour mal récompensé, elle ne souffrait déjà plus que de l'humiliation d'être délaissée; mais cette douleur était la plus grande qu'elle pût ressentir. Elle n'était pas douée d'une ame tendre, et la colère faisait plus de ravages en elle que le regret. Elle avait d'assez nobles instincts pour agir et penser noblement au sein même des erreurs où l'entraînait l'orgueil blessé. Ainsi elle croyait Laurence odieuse à son égard, et dans cette pensée qui, par elle-même, était une déplorable ingratitude, elle n'avait pourtant ni le sentiment ni la volonté d'être ingrate. Elle se consolait en s'élevant dans son esprit au-dessus de sa rivale et en se promettant de lui laisser le champ libre, sans bassesse et sans ressentiment. Qu'elle soit satisfaite! se disait-elle, qu'elle triomphe! je le veux bien. Je me résigne à lui servir de trophée, pourvu qu'elle soit forcée un jour de me rendre justice, d'admirer ma grandeur d'ame, d'apprécier mon inaltérable dévouement, et de rougir de ses perfidies! Montgenays ouvrira les yeux aussi, et saura quelle femme il a sacrifiée à l'éclat d'un nom. Il s'en repentira, et il sera trop tard; je serai vengée par l'éclat de ma vertu!

Il est des ames qui ne manquent pas d'élévation, mais de bonté. On aurait tort de confondre dans le même arrêt celles qui font le mal par besoin, et celles qui le font malgré elles, croyant ne pas s'écarter

de la justice. Ces dernières sont les plus malheureuses; elles vont toujours cherchant un idéal qu'elles ne peuvent trouver, car il n'existe pas sur la terre, et elles n'ont point en elles ce fonds de tendresse et d'amour qui fait accepter l'imperfection de l'être humain. On peut dire de ces personnes qu'elles sont affectueuses et bonnes seulement quand elles rêvent.

Pauline avait un sens très droit et un véritable amour de la justice; mais entre la théorie et la pratique il y avait comme un voile qui couvrait son discernement : c'était cet amour-propre immense, que rien n'avait jamais contenu, que tout, au contraire, avait contribué à développer. Sa beauté, son esprit, sa belle conduite envers sa mère, la pureté de ses mœurs et de ses pensées, étaient sans cesse là devant elle comme des trésors lentement amassés dont on devait sans cesse lui rappeler la valeur pour l'empêcher d'envier ceux d'autrui ; car elle voulait être quelque chose, et plus elle affectait de se rejeter dans la condition du vulgaire, plus elle se révoltait contre l'idée d'y être rangée. Il eût été heureux pour elle qu'elle pût descendre en elle-même avec la clairvoyance que donne une profonde sagesse ou une généreuse simplicité de cœur; elle y eût découvert que ses vertus bourgeoises avaient bien eu quelque tache, que son christianisme n'avait pas été toujours fort chrétien, que sa tolérance passée envers Laurence n'avait jamais été aussi complète, aussi cordiale qu'elle se l'était imaginé; elle y eût vu surtout un besoin tout personnel qui la poussait à vivre autrement qu'elle n'avait vécu, à se développer, à se manifester. C'était un besoin légitime et qui fait partie des droits sacrés de l'être humain; mais il n'y avait pas lieu de s'en faire une vertu, et c'est toujours un grand tort de se donner le change pour se grandir à ses propres yeux. De là à la vanité d'abuser les autres sur son propre mérite, il n'y a qu'un pas, et ce pas, Pauline l'avait fait. Il lui était impossible de revenir en arrière et de consentir à n'être plus qu'une simple mortelle, après s'être laissé diviniser.

Ne voulant pas donner à Laurence la joie de l'avoir humiliée, elle affecta la plus grande indifférence et endura sa douleur avec stoïcisme. Cette tranquillité dont Laurence ne pouvait être dupe, car elle la voyait dépérir, l'effrayait et la désespérait. Elle ne voulait pas se résoudre à lui porter le dernier coup en lui prouvant la honteuse infidélité de Montgenays; elle aimait mieux endurer l'accusation tacite de l'avoir séduit et enlevé. Elle n'avait pas voulu recevoir la lettre de Montgenays. Lavallée lui en avait dit le contenu, et elle l'avait prié de la garder chez lui toute cachetée pour s'en servir au-

près de Pauline au besoin; mais combien elle eût voulu que cette lettre fût adressée à une autre femme! Elle savait bien que Pauline haïssait la cause plus que l'auteur de son infortune.

Un jour, Lavallée, en sortant de chez Laurence, rencontra Montgenays, qui, pour la dixième fois, venait de se faire refuser la porte. Il était outré, et, perdant toute mesure, il accabla le vieux comédien de reproches et de menaces. Celui-ci se contenta d'abord de hausser les épaules; mais quand il entendit Montgenays étendre ses accusations jusqu'à Laurence, et, se plaignant d'avoir été joué, éclater en menaces de vengeance, Lavallée, homme de droiture et de bonté, ne put contenir son indignation. Il le traita comme un misérable, et termina en lui disant : — Je regrette en cet instant plus que jamais d'être vieux; il semble que les cheveux blancs soient un prétexte pour empêcher qu'on se batte, et vous croiriez que j'abuse du privilége pour vous outrager sans conséquence. Mais j'avoue que si j'avais vingt ans de moins, je vous donnerais des soufflets.

— La menace suffit pour être une lâcheté, répondit Montgenays pâle de fureur, et je vous renvoie l'outrage. Si j'avais vingt ans de plus, en fait de soufflets j'aurais l'initiative.

— Eh bien! s'écria Lavallée, prenez garde de me pousser à bout, car je pourrais bien me mettre au-dessus de tout remords comme de toute honte en vous faisant un outrage public, si vous vous permettiez la moindre méchanceté contre une personne dont l'honneur m'est beaucoup plus cher que le mien.

Montgenays, rentré chez lui et revenu de sa colère, pensa avec raison que toute vengeance qui aurait du retentissement tournerait contre lui, et, après avoir bien cherché, il en inventa une plus odieuse que toutes les autres : ce fut de renouer à tout prix son intrigue avec Pauline, afin de la détacher de Laurence. Il ne voulut pas être humilié par deux défaites à la fois. Il pensa bien qu'après le premier orage ces deux femmes feraient cause commune pour le railler ou le mépriser. Il aima mieux se faire haïr et perdre l'une, afin d'effrayer et d'affliger l'autre.

Dans cette pensée, il écrivit à Pauline, lui jura un éternel amour et protesta contre les trames ignobles que, selon lui, Lavallée et Laurence auraient ourdies contre eux. Il demandait une explication, promettant de ne jamais reparaître devant Pauline, si elle ne le trouvait complètement justifié après cette entrevue. Il la fallait secrète, car Laurence voulait les séparer. Pauline alla au rendez-vous; son orgueil et son amonr avaient également besoin de consolation.

Lavallée, qui observait tout ce qui se passait dans la maison, sur-

prit le message de Montgenays. Il le laissa passer, résolu à ne pas abandonner Pauline à son mauvais destin, et dès cet instant il ne la perdit pas de vue ; il la suivit comme elle sortait le soir, seule, à pied, pour la première fois de sa vie, et si tremblante, qu'à chaque pas elle se sentait défaillir. Au détour de la première rue, il se présenta devant elle et lui offrit son bras. Pauline se crut insultée par un inconnu, elle fit un cri et voulut fuir. — Ne crains rien, ma pauvre enfant, lui dit Lavallée d'un ton paternel ; mais vois à quoi tu t'exposes d'aller ainsi seule la nuit. Allons, ajouta-t-il en passant le bras de Pauline sous le sien, tu veux faire une folie ! au moins fais-la convenablement. Je te conduirai, moi, je sais où tu vas, je ne te perdrai pas de vue. Je n'entendrai rien, vous causerez, je me tiendrai à distance, et je te ramènerai. Seulement rappelle-toi que si Montgenays se doute le moins du monde que je suis là, ou si tu essaies de sortir de la portée de ma voix, je tombe sur lui à coups de canne.

Pauline n'essaya pas de nier. Elle était foudroyée de l'assurance de Lavallée ; et ne sachant comment s'expliquer sa conduite, préférant d'ailleurs toutes les humiliations à celle d'être trahie par son amant, elle se laissa conduire machinalement, et à demi égarée, jusqu'au parc de Monceaux, où Montgenays l'attendait dans une allée. Le comédien se cacha parmi les arbres, et les suivit de l'œil tandis que Pauline, docile à ses avertissemens, se promena avec Montgenays sans se laisser perdre de vue, et sans vouloir lui expliquer l'obstination qu'elle mettait à ne pas aller plus loin. Il attribua cette persistance à une pruderie bourgeoise qu'il trouva fort ridicule, car il n'était pas assez sot pour débuter par de l'audace. Il se composa un maintien grave, une voix profonde, des discours pleins de sentiment et de respect. Il s'aperçut bientôt que Pauline ne connaissait ni la malheureuse déclaration, ni la fâcheuse lettre, et dès cet instant il eut beau jeu pour prévenir les desseins de Laurence. Il feignit d'être en proie à un repentir profond et d'avoir pris des résolutions sérieuses ; il arrangea un nouveau roman, se confessa d'un ancien amour pour Laurence, qu'il n'avait jamais osé avouer à Pauline, et qui de temps en temps s'était réveillé malgré lui, même lorsqu'il était aux genoux de cette aimable fille, si pure, si douce, si humble, si supérieure à l'orgueilleuse actrice. Il avait cédé à des séductions terribles, à des avances délirantes, et dernièrement encore il avait été assez fou, assez ennemi de sa propre dignité, de son propre bonheur, pour adresser à Laurence une lettre qu'il désavouait, qu'il détestait, et dont cependant il devait la révélation textuelle à Pauline. Il lui répéta cette lettre mot à mot, insista sur ce qu'elle

avait de plus coupable, de moins pardonnable, disait-il, ne voulant pas de grace, se soumettant à sa haine, à son oubli, mais ne voulant pas mériter son mépris. — Jamais Laurence ne vous montrera cette lettre, lui dit-il, elle a trop provoqué mon retour vers elle pour vous fournir cette preuve de sa coquetterie; je n'avais donc rien à craindre de ce côté, mais je n'ai pas voulu vous perdre sans vous faire savoir que j'accepte mon arrêt avec soumission, avec repentir, avec désespoir. Je veux que vous sachiez bien que je me rétracte, et voici une nouvelle lettre que je vous prie de faire tenir à Laurence. Vous verrez comme je la juge, comme je la traite, comme je la méprise, elle! cette femme orgueilleuse et froide qui ne m'a jamais aimé et qui voulait être adorée éternellement. Elle a fait le malheur de ma vie, non pas seulement parce qu'elle a déjoué toutes les espérances qu'elle m'avait données, mais encore parce qu'elle m'a empêché de m'attacher à vous comme je le devais, comme je le pouvais, comme je le pourrais encore, si vous pouviez me pardonner ma lâcheté, mon crime et ma folie. Partagé entre deux amours, l'un orageux, dévorant, funeste, l'autre pur, céleste, vivifiant, j'ai trahi celui qui eût relevé mon ame pour celui qui la tue. Je suis un misérable, mais non un scélérat. Ne voyez en moi qu'un homme affaibli et vaincu par les longues souffrances d'une passion déplorable; mais sachez bien que je ne survivrai pas à mes remords : votre pardon eût seul été capable de me sauver. Je ne puis l'implorer, car je sais que je ne le mérite pas. Vous me voyez tranquille, parce que je sais que je ne souffrirai pas long-temps. Ne craignez pas de m'accorder au moins quelque pitié; vous entendrez dire bientôt que je vous ai fait justice. Vous avez été outragée, il vous faut un vengeur. Le coupable c'est moi, le vengeur ce sera moi encore.

Pendant deux heures entières, Montgenays tint de tels discours à Pauline. Elle fondait en larmes; elle lui pardonna, elle lui jura d'oublier tout, le supplia de ne pas se tuer, lui défendit de s'éloigner, et lui promit de le revoir, fallût-il se brouiller avec Laurence : Montgenays n'en espérait pas tant et n'en demandait pas davantage.

Lavallée la ramena. Elle ne lui adressa pas une parole durant tout le chemin. Sa tranquillité n'étonna point le vieux comédien; il pensa bien que Montgenays n'avait pas manqué de belles paroles et de robustes mensonges pour la calmer. Il pensa qu'elle était perdue, s'il n'employait les grands moyens; avant de la quitter, à la porte de Laurence, il glissa dans sa poche la lettre de Montgenays à Laurence, qui n'avait pas encore été décachetée.

Laurence fut fort surprise le soir, au moment de se coucher, de

voir entrer dans sa chambre, d'un air calme et avec des manières affectueuses, Pauline, qui, depuis huit jours, ne lui avait adressé que des paroles sèches et ironiques. Elle tenait une lettre qu'elle lui remit, en lui disant que c'était Lavallée qui l'en avait chargée. En reconnaissant l'écriture et le cachet de Montgenays, Laurence pensa que Lavallée avait eu quelque bonne raison pour la charger de ce message, et que le moment était venu de porter aux grands maux le grand remède. Elle ouvrit la lettre d'une main tremblante, la parcourant des yeux, hésitant encore à la faire connaître à son amie, tant elle en prévoyait l'effet terrible. Quelle fut sa stupéfaction en lisant ce qui suit!

« Laurence, je vous ai trompée; ce n'est pas vous que j'aime, c'est Pauline; ne m'accusez pas, je me suis trompé moi-même. Tout ce que je vous ai dit, je le pensais en cet instant-là; l'instant d'après, et maintenant, et toujours, je le désavoue. C'est votre amie que j'adore et à qui je voudrais consacrer ma vie, si elle pouvait oublier mes bizarreries et mes incertitudes. Vous avez voulu m'égarer, m'abuser, me faire croire que vous pouviez, que vous vouliez me rendre heureux; vous n'y eussiez pas réussi, car vous n'aimez pas, et moi j'ai besoin d'une affection vraie, profonde, durable. Pardonnez-moi donc ma faiblesse, comme je vous pardonne votre caprice; vous êtes grande, mais vous êtes femme; je suis sincère, mais je suis homme; au moment de commettre une grande faute, qui eût été de nous tromper mutuellement, nous avons réfléchi et nous nous sommes ravisés tous deux, n'est-ce pas? mais je suis prêt à mettre aux pieds de votre amie le dévouement de toute ma vie, et vous, vous êtes décidée à me permettre de lui faire ma cour assiduement, si elle-même ne me repousse pas. Croyez qu'en vous conduisant avec franchise et avec noblesse, vous aurez en moi un ami fidèle et sûr. »

Laurence resta confondue; elle ne pouvait comprendre une telle impudence. Elle mit la lettre dans son bureau, sans témoigner rien de sa surprise. Mais Pauline croyait lire au dedans de son ame, et s'indignait des mauvaises intentions qu'elle lui supposait. Il y avait une lettre outrageante contre moi, se disait-elle en se retirant dans sa chambre, et on me l'a remise; en voici une qu'on suppose devoir me consoler, et on ne me la remet pas. Elle s'endormit pleine de mépris pour son amie, et, dans la joie dont son ame était inondée, le plaisir de se savoir enfin si supérieure à Laurence empêchait l'amitié trahie de placer un regret. L'infortunée triomphait, lorsqu'elle-même venait de coopérer avec une sorte de malice à sa propre ruine.

Le lendemain, Laurence commenta longuement cette lettre avec Lavallée. Le hasard ou l'habitude avait fait qu'elle était absolument conforme, pour le pli et le cachet, à celle que Montgenays avait écrite sous les yeux de Lavallée. On demanda à Pauline si elle n'avait pas eu deux lettres semblables dans sa poche lorsqu'elle avait remis celle-ci à Laurence. Triomphant en elle-même de leur désappointement, elle joua l'étonnement, prétendit ne rien comprendre à cette question, ne pas savoir de qui était la lettre, ni comment, ni pourquoi on l'avait glissée dans sa poche. L'autre lettre était déjà retournée entre les mains de Montgenays. Dans sa joie insensée, Pauline, voulant lui donner un grand et romanesque témoignage de confiance et de pardon, la lui avait renvoyée sans l'ouvrir.

Laurence voulait encore croire à une sorte de loyauté de la part de Montgenays. Lavallée ne pouvait s'y tromper. Il lui raconta le rendez-vous où il avait conduit Pauline et se le reprocha. Il avait compté qu'au sortir d'une entrevue où Montgenays aurait menti impudemment, l'effet de la lettre sur Pauline serait décisif. Il ne pouvait s'expliquer encore comment Pauline avait si merveilleusement aidé sa perversité à triompher de tous les obstacles. Laurence ne voulait pas croire qu'elle aussi s'entendît à l'intrigue et y prît une part si funeste à sa dignité.

Que pouvait faire Laurence? Elle tenta un dernier effort pour dessiller les yeux de son amie. Celle-ci, éclatant enfin, et refusant de croire à d'autres éclaircissemens que ceux que Montgenays lui avait donnés, lui déchira le cœur par l'amertume de ses reproches et le dédain triomphant de son illusion. Laurence fut forcée de lui adresser quelques avertissemens sévères, qui achevèrent de l'exaspérer; et comme Pauline lui déclarait qu'elle était indépendante, majeure, maîtresse de ses actions, et nullement disposée à se laisser enchaîner par les volontés arbitraires d'une personne qui l'avait indignement trompée, elle fut forcée de lui dire qu'elle ne pouvait donner les mains à sa perte, et qu'elle ne se pardonnerait jamais de tolérer dans sa maison, dans le sein de sa famille, les entreprises d'un corrupteur et d'un lâche. — Je réponds de toi devant Dieu et devant les hommes, lui dit-elle; si tu veux te jeter dans un abîme, je ne veux pas, moi, t'y pousser. — C'est pourquoi votre dévouement a été si loin, répondit Pauline, que de vouloir vous y jeter vous-même à ma place.

Outrée de cette injustice et de cette ingratitude, Laurence se leva, jeta un regard terrible sur Pauline, et, craignant de laisser déborder le torrent de sa colère, elle lui montra la porte avec un geste et une

expression de visage dont elle fut terrifiée. Jamais la tragédienne n'avait été plus belle, même lorsqu'elle disait dans *Bajazet* son impérieux et magnifique : *Sortez !*

Lorsqu'elle fut seule, elle se promena dans sa chambre comme une lionne dans sa cage, brisant ses vases étrusques, ses statuettes, froissant ses vêtemens et arrachant presque ses beaux cheveux noirs. Tout ce qu'elle avait de grandeur, de sincérité, de véritable tendresse dans l'ame, venait d'être méconnu et avili par celle qu'elle avait tant aimée, et pour qui elle eût donné sa vie ! Il est des colères saintes où Jehovah est en nous, et où la terre tremblerait, si elle sentait ce qui se passe dans un grand cœur outragé. La petite sœur de Laurence entra, crut qu'elle étudiait un rôle, la regarda quelques instans sans rien dire, sans oser remuer; puis, s'effrayant de la voir si pâle et si terrible, elle alla dire à Mme S... : — Maman, va donc voir Laurence; elle se rendra malade à force de travailler. Elle m'a fait peur.

Mme S... courut auprès de sa fille. Dès que Laurence la vit, elle se jeta dans ses bras et fondit en larmes. Au bout d'une heure, ayant réussi à s'apaiser, elle pria sa mère d'aller chercher Pauline. Elle voulait lui demander pardon de sa violence, afin d'avoir occasion de lui pardonner elle-même. On chercha Pauline dans toute la maison, dans le jardin, dans la rue... On revint dans sa chambre avec effroi. Laurence examinait tout, elle cherchait les traces d'une évasion; elle frémissait d'y trouver celles d'un suicide. Elle était dans un état impossible à rendre, lorsque Lavallée entra et lui dit qu'il venait de rencontrer Pauline dans un fiacre se dirigeant vers les boulevarts. On attendit son retour avec anxiété : elle ne rentra pas pour dîner. Personne ne put manger; la famille était consternée, on craignait de faire un outrage à Pauline en la supposant en fuite. Enfin, Lavallée allait s'informer d'elle chez Montgenays, au risque d'une scène orageuse, lorsque Laurence reçut une lettre ainsi conçue :

« Vous m'avez chassée, je vous en remercie; il y avait longtemps que le séjour de votre maison m'était odieux; j'avais senti, dès le premier jour, qu'il me serait funeste. Il s'y était passé trop de scandales et d'orages pour qu'une ame paisible et honnête n'y fût pas flétrie ou brisée. Vous m'avez assez avilie ! vous avez fait de moi votre servante, votre dupe et votre victime ! Je n'oublierai jamais le jour où, dans votre loge au théâtre, trouvant que je ne vous habillais pas assez vite, vous m'avez arraché des mains votre diadème de reine, en disant : « Je me couronnerai bien sans toi et

malgré toi! » Vous vous êtes couronnée en effet! Mes larmes, mon humiliation, ma honte, mon déshonneur (car vous m'avez déshonnorée dans votre famille et parmi vos amis), ont été les glorieux fleurons de votre couronne; mais c'est une royauté de théâtre, une majesté fardée qui n'en impose qu'à vous-même et au public qui vous paie. Maintenant, adieu; je vous quitte pour jamais, dévorée de la honte d'avoir vécu de vos bienfaits; je les ai payés cher. »

Laurence n'acheva pas cette lettre; elle continuait sur ce ton pendant quatre pages : Pauline y avait versé le fiel amassé lentement durant quatre ans de rivalité et de jalousie. Laurence la froissa dans ses mains et la jeta au feu, sans vouloir en lire davantage. Elle se mit au lit avec la fièvre, et y resta huit jours accablée, brisée jusque dans ses entrailles, qui avaient été pour Pauline celles d'une mère et d'une sœur.

Pauline s'était retirée dans une mansarde où elle vécut cachée et vivant misérablement du fruit de son travail durant quelques mois. Montgenays n'avait pas été long à la découvrir; il la voyait tous les jours, mais il ne put vaincre aisément son stoïcisme. Elle voulait supporter toutes les privations plutôt que de lui devoir un secours. Elle repoussa avec horreur les dons que Laurence faisait glisser dans sa mansarde avec les détours les plus ingénieux. Tout fut inutile. Pauline, qui refusait les offres de Montgenays avec calme et dignité, devinait celles de Laurence avec l'instinct de la haine, et les lui renvoyait avec l'héroïsme de l'orgueil. Elle ne voulut point la voir, quoique Laurence fit mille tentatives; elle lui renvoyait ses lettres toutes cachetées. Son ressentiment fut inébranlable, et la généreuse sollicitude de Laurence ne fit que lui donner de nouvelles forces.

Comme elle n'aimait pas réellement Montgenays, et qu'elle n'avait voulu que triompher de Laurence en se l'attachant, cet homme sans cœur, qui voulait en faire sa maîtresse ou s'en débarrasser, lui mit presque le marché à la main. Elle le chassa. Mais il lui fit croire que Laurence lui avait pardonné, et qu'il allait retourner chez elle. Aussitôt elle le rappela, et c'est ainsi qu'il la tint sous son empire pendant six mois encore. Il s'attachait à elle de son côté par la difficulté de vaincre sa vertu; mais il en vint à bout par un odieux moyen bien conforme à son système, et malheureusement bien propre à émouvoir Pauline. Il se condamna à lui dire tous les jours et à toute heure que Laurence était devenue vertueuse par calcul, afin de se faire épouser par un homme riche ou puissant. La régularité des mœurs de Laurence, qu'on remarquait depuis plusieurs années, avait été

souvent, dans les mauvais mouvemens de Pauline, un sujet de dépit. Elle l'eût voulu désordonnée, afin d'avoir une supériorité éclatante sur elle. Mais Montgenays réussit à lui montrer les choses sous un nouveau jour. Il s'attacha à lui démontrer qu'en se refusant à lui, elle s'abaissait au niveau de Laurence, dont la tactique avait été de se faire désirer pour se faire épouser. Il lui fit croire qu'en s'abandonnant à lui avec dévouement et sans arrière-pensée, elle donnerait au monde un grand exemple de passion, de désintéressement et de grandeur d'ame. Il le lui redit si souvent, que la malheureuse fille finit par le croire. Pour faire le contraire de Laurence, qui était l'ame la plus généreuse et la plus passionnée, elle fit les actes de la passion et de la générosité, elle qui était froide et prudente. Elle se perdit.

Quand Montgenays l'eut rendue mère, et que toute cette aventure eut fait beaucoup de bruit, il l'épousa par ostentation. Il avait, comme on sait, la prétention d'être excentrique, moral par principes, quoique, selon lui, il fût roué par excès d'habileté et de puissance sur les femmes. Il fit parler de lui tant qu'il put. Il dit du mal de Laurence, de Pauline et de lui-même, et se laissa accuser et blâmer avec constance, afin d'avoir l'occasion de produire un grand effet en donnant son nom et sa fortune à l'enfant de son amour.

Ce plat roman se termina donc par un mariage, et ce fut là le plus grand malheur de Pauline. Montgenays ne l'aimait déjà plus, si tant est qu'il l'eût jamais aimée. Quand il avait joué la comédie d'un admirable époux devant le monde, il laissait pleurer sa femme derrière le rideau, et allait à ses affaires ou à ses plaisirs sans se souvenir seulement qu'elle existât. Jamais femme plus vaine et plus ambitieuse de gloire ne fut plus délaissée, plus humiliée, plus effacée. Elle revit Laurence, espérant la faire souffrir par le spectacle de son bonheur. Laurence ne s'y trompa point, mais elle lui épargna la douleur de paraître clairvoyante. Elle lui pardonna tout, et oublia tous ses torts, pour n'être touchée que de ses souffrances. Pauline ne put jamais lui pardonner d'avoir été aimée de Montgenays, et fut jalouse d'elle toute sa vie.

Beaucoup de vertus tiennent à des facultés négatives. Il ne faut pas les estimer moins pour cela. La rose ne s'est pas créée elle-même; son parfum n'en est pas moins suave, parce qu'il émane d'elle sans qu'elle en ait conscience; mais il ne faut pas trop s'étonner si la rose se flétrit en un jour, si les grandes vertus domestiques s'altèrent vite sur un théâtre pour lequel elles n'avaient pas été créées.

George Sand.

CONSTANTINOPLE

SOUS ABDUL-MEDJID.

Nous venions de traverser la Valachie (1) et nous étions arrivés à Braïlow, d'où nous pouvions nous embarquer pour Constantinople; mais dans le dessein de visiter Galatz, le seul port de la Moldavie, nous préférâmes ne prendre le paquebot que dans cette dernière ville. Le trajet de Braïlow à Galatz se fait en deux heures et demie; la route est assez pittoresque. Les forêts qui couvraient les collines furent dévastées pendant la guerre, mais les plantations nouvelles poussent avec une vigueur remarquable; les campagnes commencent à être sillonnées par la charrue, les paysans paraissent moins pauvres que dans les autres districts, le commerce exerce enfin aux environs de Braïlow son heureuse influence. Le Sheret forme la ligne de démarcation des deux principautés. On passe cette rivière, assez importante, sur un pont volant qu'il est question d'établir d'une manière plus solide. La Moldavie s'annonce tout de suite comme un pays de montagnes, et quoique le nord-est de la Valachie soit assez accidenté, la transition semble brusque. La route, passablement entretenue, traverse une vallée fertile, abritée par des bois magnifiques et arrosée par des cours d'eau qui rendent le pays aussi propre à l'exploitation des usines qu'aux travaux agricoles.

(1) Voyez les livraisons des 15 mars et 15 avril 1839.

On découvre Galatz d'assez loin. Cette ville se divise en deux parties; la cité nouvelle occupe une colline élevée d'où le regard plane sur le Danube et sur les belles montagnes de la Bulgarie; des maisons élégantes et construites en pierres donnent à ce quartier un aspect européen; les inondations fréquentes du Danube forceront les habitans de la vieille ville à suivre l'exemple de ceux qui se sont établis sur la hauteur. Les masures qui obstruent le port une fois détruites, on pourra songer à profiter des carrières voisines pour construire quelques quais qui deviendront des remparts contre la crue des eaux et permettront de placer avec sécurité des magasins sur les bords même du Danube. On descend à ce fleuve par des rues tortueuses, remplies encore de vieilles constructions turques où les négocians ont provisoirement ouvert leurs comptoirs. Une population cosmopolite se presse dans les bazars et dans les nombreux cafés de Galatz. Les Moldaves, les Grecs, les Ioniens et les Génois, dont les relations commerciales avec l'Orient ont repris assez d'activité, se partagent en groupes où dix idiomes se confondent; les juifs, méprisés de tous, traînent honteusement leurs souquenilles noires sur le port, dans l'attente des étrangers qu'ils persécutent de leurs offres de service et de leur opiniâtre persistance. Depuis 1832, quatre cents navires abordent chaque année à Galatz. Le Danube, en cet endroit de son cours, ne s'élève plus qu'à trois mètres au-dessus du niveau de la mer, et les bâtimens de trois cents tonneaux le remontent facilement depuis le mois d'avril jusqu'à la fin de novembre. Le bois, les blés, des huiles de diverses espèces, les meilleures cires de l'Europe, et entre autres une cire verte et parfumée particulière à la Moldavie, tels sont les principaux produits de la province. Ainsi que la Valachie, la Moldavie eut beaucoup à souffrir du gouvernement phanariote; selon l'insolente expression des *hatti-scherifs*, les deux principautés étaient les fermes de Stamboul; la seconde cependant fut toujours moins misérable que la première. Aujourd'hui encore, la Moldavie, moins étendue et moins peuplée que la Valachie, est cependant plus riche; les boyards y vivent davantage sur leurs terres; l'hospodar actuel, Michel Stourdza, connaît à merveille les ressources du pays, et si on peut lui reprocher un amour un peu prononcé pour le gain, il faut avouer aussi que, tout en augmentant sa fortune particulière, il donne à l'agriculture et au commerce une impulsion favorable aux intérêts généraux. Aleko Ghika, prince de Valachie, est un homme à imagination romanesque, plein de bonnes intentions, mais trop faible pour les exécuter, probe, et cependant incapable de réprimer la corruption

qui l'entoure; prudent à l'excès, il n'oserait agir sans les avis du cabinet russe, et guidé par ces conseils, il s'aliène toute la noblesse. Michel Stourdza, plus fin, plus hardi peut-être, s'il n'outrepasse jamais la limite de ses droits, sait aussi les faire respecter. La Russie, après avoir fondé Braïlow dans un instant d'illusion ou de générosité, entrevoit l'avenir de cette ville et craint d'y trouver une rivale pour Kerson et Odessa; le gouvernement valaque n'ose pas poursuivre lui-même les travaux commencés et laisse ce soin aux particuliers. Stourdza, sans s'inquiéter des phrases ambiguës du consul impérial, s'intéresse ouvertement à la prospérité toujours croissante de Galatz. Les revenus de cette ville, qui en 1833 ne dépassaient pas 85 mille piastres, ont atteint en 1838 la somme de 116 mille piastres; son port est de plus en plus fréquenté. Les Moldaves remarquent avec regret que le pavillon de France est celui qui s'y montre le moins. A Galatz, ainsi qu'à Braïlow, nous n'avons point de vice-consul; cet état de choses apporte aux progrès du commerce français dans les principautés un obstacle fort grave. Nous n'avons encore malheureusement qu'un commerce très restreint avec la Moldo-Valachie, mais il importe à notre influence politique que des relations plus suivies s'établissent entre nos ports de la Méditerranée et ceux de la mer Noire. Le gouvernement l'a si bien senti, que le ministre du commerce du 15 avril, par une lettre remarquable adressée à la chambre de Marseille, a vivement engagé nos armateurs à diriger leurs navires vers les bouches du Danube; pourquoi tarder alors à déployer comme une brillante enseigne à Braïlow et à Galatz le pavillon français à côté des drapeaux des autres nations?

Le paquebot autrichien *le Ferdinand*, qui fait le trajet de Braïlow à Constantinople, arriva le 23 juin à Galatz. Sur la foi du prospectus, pensant partir le jour même, nous nous rendîmes à bord, mais il nous fallut attendre vingt-quatre heures la levée de l'ancre. *Le Ferdinand* avait pris des passagers sur la rive droite du fleuve; les gardes du lazaret ne nous permettant plus de retourner à terre, nous n'eûmes rien de mieux à faire que d'observer la petite société dont le hasard nous rendait membres pour trois jours. Une princesse phanariote, petite-fille d'un hospodar de Moldavie, tenait sa cour sur le pont. Le costume de cette illustre dame était emprunté dans une égale proportion aux modes d'Europe et d'Asie : Brousse avait fourni la brillante étoffe du turban, et Vienne la toile à grands ramages d'une robe dont les manches *à l'imbécille* annonçaient chez celle qui les portait la prétention d'imiter, en 1838, les exagérations pa-

risiennes de 1832. La princesse, assise sur un tapis de Smyrne, était flanquée de ses deux filles, petites personnes assez jolies et passablement coquettes, qui surent confier à chaque passager leur désir de visiter Paris, Londres ou Vienne, et de trouver promptement un mari.

Anglais, Italiens, Allemands, venaient souvent faire cercle autour du noble groupe, et le français devenait pour un moment le lien de cette réunion hétérogène, à tel point que ceux qui ne pouvaient parler notre langue, abandonnés de tous, n'avaient contre leur ennui d'autres remèdes que les douces rêveries excitées par le chibouk et le café d'Arabie. Un gros bourgeois de Hambourg entretenait la gaieté de l'assemblée par un feu continuel de quolibets et de grosses plaisanteries : ce brave homme, touriste de profession, avait parcouru le monde entier; mais, comme beaucoup de monomanes de même espèce, lorsqu'il avait comparé les auberges d'Allemagne à celles d'Italie, et le bordeaux au porter, il se trouvait au bout de sa science.

Le lendemain de bonne heure nous quittâmes le port de Galatz. Les Balkans apparaissent à quelque distance de la rive droite du fleuve; les steppes de la Bessarabie descendent jusqu'à la rive gauche, qui, de l'embouchure du Sheret à celle du Pruth, paraît presque entièrement déserte. La misérable ville de Réni est située à peu de distance de cette seconde rivière. Vers midi, nous arrivâmes devant Tuldscha, où la maladresse de notre capitaine, dont la tournure annonçait plutôt un maître-d'hôtel bien nourri qu'un marin consommé, faillit nous faire échouer. Tuldscha, bâtie sur le flanc d'une belle colline, ressemble, comme toutes les villes turques, à une ravissante décoration de théâtre; approchez, l'illusion s'enfuit. Chacune de ces maisons, qui, vues à distance, promettent un séjour délicieux, est un cloaque habité par la misère et par une malpropreté sans exemple. Tuldscha néanmoins ne manque pas d'une certaine importance; elle fait un commerce assez considérable de poissons salés, de bois et de grains, qui profitera sans doute du réveil de l'industrie dans ces contrées où les hommes, abrutis par la crainte et la paresse, ont long-temps semblé prendre à tâche d'anéantir les bienfaits de la création. De Tuldscha jusqu'à son embouchure, le Danube est triste et monotone; tantôt il coule resserré par des îles dont la solitude n'est troublée que par d'innombrables troupes de pélicans, tantôt il déploie au loin une énorme masse d'eau. Un assez grand nombre de navires se croisèrent avec notre paquebot; de distance en distance, des carènes échouées et des agrès flottans rappellent que le Danube, comme la

mer, a ses tempêtes et ses écueils. A trois heures, nous étions à Souliné. Le Danube se jette dans la mer Noire par six embouchures, dont les trois principales sont celles de Kilia, de Souliné et de Saint-George au midi. Les Génois, dont la puissance avait pris en Orient une si étonnante extension, avaient fondé un comptoir à Kilia; cette bouche est presque complètement envasée; celle de Saint-George n'est accessible qu'aux bâtimens pêcheurs; le seul bras de Souliné, qui depuis le traité d'Andrinople est une dépendance de l'empire russe, livre passage aux navires de trois cents tonneaux. Toutefois, comme le lit du Danube n'a plus, aux approches de la mer, qu'une pente assez faible, il est à craindre que des amas de sable et de limon ne viennent entraver encore cette unique voie laissée au commerce et à la navigation; il est à redouter surtout que cette circonstance ne fournisse à la Russie l'occasion de porter avec quelque apparence de justice une atteinte à la liberté des mers et des fleuves, liberté reconnue par le congrès de Vienne. En effet, si la Russie entreprend seule les grands travaux de curage et d'entretien nécessités par des envasemens périodiques, ne pourra-t-elle point se croire fondée à prélever un droit sur les navires à l'entrée et à la sortie du bras de Souliné? N'a-t-elle pas essayé déjà d'établir ce péage? Bien plus, l'Autriche, la première intéressée à la franchise du Danube, n'a-t-elle point pendant quelque temps subi la loi tyrannique de sa rivale? Le traité de 1829, en reconnaissant nommément aux pavillons russe et turc la liberté d'entrer et de sortir par les bouches de Kilia et de Souliné, lorsqu'il proclame aussi cette liberté pour les vaisseaux marchands de toutes nations dans les passages des Dardanelles et du Bosphore, semblerait vouloir consacrer, dans le premier cas, une mesure restrictive du droit commun. La Russie est trop habile pour afficher ses ambitieuses prétentions : elle a nié l'établissement légal du péage et désavoué les officiers qui en avaient exigé l'acquittement; mais elle n'a point perdu l'espoir d'arriver à ses fins par des voies détournées, et il sera fort difficile à la diplomatie européenne d'empêcher le czar sinon d'accroître encore sa puissance aux dépens de la Turquie, du moins de ne pas profiter des grands avantages que lui a concédés le traité d'Andrinople. L'article 3 de cette convention est ainsi conçu : « Le Pruth continuera de former la limite des deux empires, depuis le point où cette rivière touche au territoire de la Moldavie, jusqu'à sa jonction avec le Danube. De ce point, la ligne frontière suivra le cours du Danube jusqu'à l'embouchure de Saint-George, de sorte que, laissant toutes les îles formées par les

divers bras du fleuve en possession de la Russie, la rive droite demeurera, comme anciennement, en possession de la Porte ottomane. Cependant il est convenu que cette rive droite restera inhabitée depuis le point où le bras de Saint-George se sépare de celui de Souliné. Aucune construction n'y sera faite non plus que dans les îles qui resteront au pouvoir de la cour de Russie, où, *à l'exception des quarantaines qui pourront y être placées*, il ne sera permis de fonder aucun établissement. » Cette dernière phrase, fort inoffensive en apparence, fournit à la Russie les moyens d'exercer ses prétentions à la souveraineté du delta du Danube. On élève une quarantaine, les bâtimens du lazaret sont assez vastes pour loger les passagers et subsidiairement un bataillon d'infanterie; des pêcheurs, des pilotes-côtiers, des marchands de vivres et d'agrès, viennent tout naturellement se mettre sous la protection des soldats. Peu à peu l'île, naguère déserte, se trouve habitée, au grand profit de la civilisation sans doute, mais au grand mépris du sens des traités.

La Porte ose-t-elle se plaindre, on lui répond : Vous nous avez donné le droit d'établir des quarantaines, et la convention n'a déterminé ni le plan du lazaret, ni le nombre des employés. C'est ainsi que les Russes sont parvenus à occuper militairement l'île de Souliné, position fort avantageuse, puisqu'elle leur laisse la faculté de fermer au besoin l'accès du fleuve, et d'exercer sans cesse une sorte d'inspection sur tous les navires. Les officiers hèlent les bâtimens, montent quelquefois à bord, et parviennent à s'instruire de ce qu'ils veulent savoir. Ils engagent les capitaines à prendre des pilotes, à se munir de cordages, à acquitter enfin un impôt déguisé que l'on compte bien remplacer un jour par un véritable péage. L'Autriche commence à comprendre qu'elle a suivi une fausse route en se livrant presque sans réserve à l'alliance russe : les intérêts nouveaux que la navigation du Danube a créés dans les plus fertiles provinces de son empire appellent aujourd'hui son attention, qui n'est plus, comme en 1831, tournée avec une inquiétude exclusive vers la France de juillet. L'Autriche a protesté contre l'établissement de Souliné, elle met même de l'amour-propre à nier que des navires aient jamais acquitté le droit de péage; mais elle sent combien il est dangereux pour elle de laisser, pour ainsi dire, entre les mains d'autrui la clé de ses magasins; elle comprend que l'avenir de la Hongrie et de la Transylvanie ne sera pas assuré tant que l'accès de la mer Noire pourra être fermé à leurs produits. De là les négociations entamées avec la Porte pour obtenir la faculté de percer, entre Rassova et Cos-

tendjy, un canal qui, outre l'avantage d'une navigation plus courte et plus facile, aurait surtout celui de paralyser les effets politiques de la cession à la Russie du delta du Danube. Quelques voyageurs pensent que l'une des branches de l'Ister se jetait dans le Pont-Euxin, à Costendjy. Il est inutile de discuter ici les fondemens de cette hypothèse; mais il est certain que les travaux du canal n'offriraient pas de très grandes difficultés. L'Autriche, dit-on, a fait proposer à la Porte de les entreprendre à ses frais; on ne lui a répondu que d'une manière évasive, et tant que le sultan ne sera pas soustrait à l'influence absolue de Saint-Pétersbourg, il n'osera pas participer à l'exécution d'une mesure hostile à son trop puissant allié.

Notre paquebot passa tranquillement du Danube à la mer Noire; quelques passagers eurent à souffrir du mal de mer, mais le plus grand nombre y échappa. La soirée fut magnifique, et je ne me lassai point d'admirer le spectacle que l'immensité de l'onde offrait à mes regards pour la première fois. Le lendemain, le soleil se leva radieux, et bientôt les cieux et les flots, colorés des mêmes teintes, parurent se confondre à l'horizon. Nous entrâmes, à sept heures, dans la baie formée au sud par le cap Galata, et au nord par le cap Godrof; quelques minutes après, nous jetions l'ancre devant Varna. Cette ville, dont la longue défense tint en suspens le succès de l'expédition russe de 1828, occupe, au fond de la baie, une fort belle position. Le paquebot devant s'arrêter quelque temps pour recevoir de nouveaux voyageurs, le capitaine nous laissa descendre à terre. Varna est à la fois le boulevart et le marché de la Bulgarie; ses fortifications s'écroulèrent sous les bombes moscovites, mais elles ont été relevées depuis peu par les soins de quelques officiers prussiens. Elles ne consistent, au surplus, que dans une simple muraille de circonvallation qui serait tout-à-fait incapable de résister à un feu bien nourri. Varna ne doit donc être considérée que comme un camp retranché dont la possession néanmoins pourrait coûter du sang. Les Turcs, privés de discipline et de connaissances stratégiques, lâchent promptement pied en rase campagne; mais, derrière les plus faibles bastions, ils combattent et meurent en héros. La nouvelle caserne, construite à l'extrémité d'une immense place d'armes, recevrait facilement six mille hommes; c'est à peine si deux cents soldats l'habitent aujourd'hui, et déjà elle tombe en ruines. Les canons des remparts, placés sans aucun ordre, sont démontés et presque tous hors d'état de servir; l'insouciance la plus complète préside à toutes les opérations des Turcs. Les rues semblent désertes; nous ne rencontrâmes pas une seule femme;

les hommes, abrutis par l'opium et la pipe, encombrent les cafés. La paresse, cette lèpre des musulmans, d'autant plus incurable qu'ils la regardent comme une marque distinctive de puissance, règne partout en souveraine.

Au détour d'une ruelle, et en face du séraï du pacha, nous rencontrâmes notre capitaine, suivi d'un officier turc et d'un grand Anglais qui depuis deux jours avait promené sa mélancolie sur le pont, sans adresser la parole à personne. Les deux groupes se réunirent; mais, au même instant, un esclave noir, richement costumé, parut à l'une des fenêtres du palais, et je m'arrêtai seul pour le considérer. Ce nègre était sans doute chargé de la garde des femmes du pacha, car, à la vue de mon lorgnon, il fit une horrible grimace, et prononça quelques mots avec un accent qui me les fit comprendre. Mes compagnons entraient alors dans la cour du séraï, et sans trop savoir où j'allais, je les suivis d'assez loin. Après avoir traversé un long corridor et une antichambre où un état-major plus nombreux que brillant reposait étendu sur des nattes de joncs, nous arrivâmes à la salle d'apparat. Le pacha, qui s'y trouvait, ne se leva point; mais il nous invita du geste à prendre place sur le divan. J'essayai donc de me mettre à la hauteur des circonstances, c'est-à-dire de croiser mes jambes ainsi qu'un vrai fils de Mahomet. Satisfait de mes efforts, je reportai les yeux vers son excellence; elle tirait une langue démesurée à notre taciturne insulaire. Je trouvai le salut grotesque. Mais lorsque je vis le pacha livrer son bras charnu aux doigts effilés de l'Anglais, je compris que nous ne devions l'honneur de notre réception qu'au titre de médecin de ce dernier. Le malade se plaignait en turc; un juif répétait en italien les doléances de son maître, en n'oubliant pas d'y joindre les siennes, et le capitaine traduisait le tout en anglais au docteur, qui répondait par le même canal. Notre bon citoyen de Hambourg, habitué dans ses longs voyages à parler à tous les puissans de la terre, ne laissa pas échapper l'occasion de faire une nouvelle connaissance; et quoique sa petite veste de nankin, son pantalon rose et ses pantoufles jaunes ne fussent pas d'une étiquette bien rigoureuse, il s'avança, saisit aussi le bras du pacha, et dit d'un air assuré : *Vomitivo, purgativo, non è pericolo.* Un fou rire nous suffoquait, l'Anglais seul ne déridait point sa longue et pâle figure. Deux noirs nous apportèrent fort à propos des chibouks et de la conserve de roses, au moment où notre gaieté, devenue expansive, allait faire une esclandre. Cette consultation, digne de M. Purgon, retarda notre départ, qui n'eut lieu que vers deux heures.

Nous courûmes jusqu'à la nuit des bordées le long des côtes; le lendemain, à notre réveil, un beau soleil dorait les cimes élevées des montagnes de l'Asie. Le paquebot marchait rapidement; bientôt il doubla le cap Fanaraki, et le Bosphore déploya devant nous son magnifique panorama. Bouyoukdéré est le premier de ces gracieux villages qui se succèdent sans interruption sur la côte d'Europe jusqu'au faubourg de Tophana. Thérapia, résidence habituelle de notre ambassadeur, se montre ensuite pittoresquement adossé à la croupe de cette riche et verdoyante colline où campa Godefroy de Bouillon. La côte d'Asie, moins habitée que celle d'Europe, la surpasse cependant par le luxe de sa végétation, la hardiesse de ses montagnes et la fraîcheur de ses délicieuses vallées. A chacune de ses sinuosités, le Bosphore, tranquille et majestueux comme un grand fleuve, découvre un nouveau tableau, une scène enchanteresse éclairée par un ciel admirable; nulle part la nature prodigue n'a rassemblé plus de magnificences. Les murailles blanchies des deux châteaux de Mahomet commandent le passage le plus resserré du détroit, et ajoutent à la beauté des lieux qu'ils dominent la majesté des souvenirs antiques. Les palais du sultan, légers kiosques de bois soutenus par des colonnes de Paros, les élégantes demeures des pachas, celles des riches négocians, forment en Europe et en Asie la ville la plus charmante, la plus pittoresque, la plus originale du monde.

Le bateau nous faisait passer sans intervalle de merveille en merveille; en moins d'une heure nous avions laissé à gauche Scutari, la ville des tombeaux, et nous entrions dans le port de l'ancienne capitale des Constantins. Là, de quelque côté que l'on tourne ses regards, on reste, je ne dirai pas ravi, mais stupéfait d'admiration.

Les collines de Constantinople et celles où s'élèvent, comme suspendus dans les airs, les faubourgs de Péra et de Galata, vont en se resserrant jusqu'à la vallée des *eaux douces* d'Europe, et comprennent cette partie du canal que l'on appelle la *Corne d'Or :* c'est le port sans cesse rempli d'une multitude de navires. Nous jetâmes l'ancre devant l'échelle de Tophana; Scutari, avec ses magnifiques casernes, ses champs des morts et ses noirs cyprès, s'étend en face sur la côte d'Asie; à gauche Péra, Tophana, Galata, trois villes immenses, superposées en gradins, étalent leurs innombrables étages de maisons bariolées et leurs quais animés par des passans nombreux, actifs, bruyans, séparés par leurs costumes comme leurs habitations le sont par leurs couleurs. A droite, c'est Constantinople, la grande cité trois fois reine, qui, entre Sainte-Sophie et la mosquée d'Hyoub,

se déploie sur sept collines, et lance dans les airs comme autant de soleils les légères coupoles de ses mosquées. Le Bosphore, chargé de vaisseaux de guerre et de bâtimens de commerce, traversé en tous sens par quatorze mille barques qui se croisent, s'évitent, se dépassent, semble lui-même porter une ville flottante aussi peuplée, aussi belle que celles qui l'entourent. Nous étions tous impatiens de débarquer; mais avant d'obtenir la libre pratique, il nous fallut passer à la quarantaine. Les journaux, depuis quelques mois, faisaient grand bruit de cette nouvelle réforme, et la fondation d'un lazaret à Constantinople était regardée comme le dernier monument de la victoire *de la raison de Mahmoud sur les aveugles préjugés des ulémas.* La raison est une si belle chose, surtout lorsqu'un sultan daigne s'en faire l'apôtre, que je me soumis, sans trop de regrets, aux ennuyeuses formalités que dédaignait naguère le fatalisme oriental. Je cherchais des yeux sur le rivage quel pouvait être le bâtiment destiné aux voyageurs suspects, lorsque notre *caïque* s'arrêta contre le flanc d'un vieux vaisseau démâté. Un Turc, armé d'une longue baguette blanche, nous fit signe de franchir une petite échelle assez mal assurée, et, pour faciliter notre ascension, il nous jeta un cable, excellent conducteur de la peste, que nous n'eûmes garde de toucher. Arrivés, non sans peine, dans l'entrepont, nous y trouvâmes un second employé qui nous fit entrer dans une chambre basse et obscure, au milieu de laquelle était un réchaud. Notre guide en ranima les charbons éteints, et les saupoudra d'un encens qui répandit dans la cabine un nuage tellement épais et d'une odeur si nauséabonde, que l'un de nous, pour mettre fin à la cérémonie, ouvrit brusquement la porte, et donna quelque monnaie au parfumeur, qui nous laissa tous fuir. Notre quarantaine était faite! Cette première épreuve me fit soupçonner ce que mon séjour à Constantinople me démontra complètement, c'est-à-dire le ridicule ou l'impuissance des réformes de Mahmoud.

Constantinople est bien connue aujourd'hui. M. de Chateaubriand a écrit sur cette ville quelques lignes immortelles, M. de Lamartine a consacré à la décrire la meilleure partie de son voyage en Orient; M. le maréchal de Raguse, enfin, a parlé du Bosphore en politique consommé et en habile écrivain. Les livres de ces voyageurs illustres ont été précédés et suivis d'un certain nombre de relations dont la plus intéressante est celle de MM. Michaud et Poujoulat. Je n'ai point la prétention de vouloir m'étendre sur un sujet déjà traité tant de fois et d'une manière si remarquable. Il est une de mes courses cependant dont je rendrai compte, parce que les voyageurs

n'ont eu que bien rarement l'occasion de la faire; je veux parler d'une visite au grand séraï. L'usage est d'accorder aux ambassadeurs nouvellement accrédités auprès de la Sublime-Porte le droit de voir les principales mosquées. M. le ministre de Belgique obtint pendant mon séjour un firman à cet effet, et en outre la faveur de pénétrer dans l'antique demeure des sultans. M. le baron O'Sullivan eut l'obligeance de prévenir les étrangers qu'ils pouvaient se joindre à son cortége; heureux de saisir cette occasion de parcourir en détail des lieux que l'ombrageuse susceptibilité musulmane rend d'un accès si difficile, je me trouvai à l'heure convenue à *l'échelle du séraï*.

Au moment où l'ambassadeur descendit de son caïque pavoisé, une porte de bronze, surmontée d'un soleil d'or, s'ouvrit devant nous, et nous entrâmes dans une cour longue et étroite dont le fond est occupé par un palais d'une architecture assez lourde. Un péristyle soutenu par des colonnes d'ordres divers arrachées aux temples païens, et un escalier de marbre d'une remarquable élégance, conduisent à la première salle. Cette pièce, la plus belle du séraï, est circulaire et percée d'un grand nombre de croisées dont les embrasures sont remplies par de magnifiques glaces de Venise. Des fresques médiocres, où figurent des amours bouffis dignes de Boucher, surchargent les murs et le plafond. Un divan de soie, en forme de fer à cheval, où prend place le sultan, et quelques chaises de crin composent tout l'ameublement. Les autres chambres, fort nombreuses, sont en général petites et assez obscures; devant toutes les fenêtres règne un treillage serré. Des panneaux ciselés et dorés, des ornemens répandus à profusion, mais sans goût, sur les portes et les boiseries, font de ces appartemens un assez mauvais pastiche du style *Louis XV;* les cheminées seules sont d'un travail parfait. La salle de bains est charmante. Un marbre éblouissant comme la neige recouvre les murailles et le parquet; la voûte est un damier de cristal brut qui laisse tomber un jour mystérieux et voilé sur une large cuve ornée de bas-reliefs admirables. Mahmoud n'habitait plus le grand séraï, qui lui retraçait sans cesse les plus tristes époques de sa vie passée; aussi nous fut-il permis de pénétrer dans le harem. Ce célèbre et vaste appartement des femmes est formé de cinquante chambres environ, donnant toutes sur un long corridor sombre. Où sont les tapis de Smyrne, les somptueux divans, les magnifiques tentures de Perse? Dans *les Mille et une Nuits*. Rien n'est triste comme la prison de ces malheureuses, livrées ordinairement par leurs mères aux caprices fantasques d'un homme. Quelques vieux eunuques se promenaient

encore par habitude dans ces lieux jadis confiés à leur garde. Étonnés de nous voir, ils nous regardaient d'un air stupide. Du harem nous descendîmes dans un jardin divisé en plates-bandes aussi régulières et en allées aussi droites que si Lenôtre en eût tracé le plan. Un parterre couvert de fleurs qui firent commettre à plusieurs personnes un larcin sentimental, s'étend devant un kiosque dont l'intérieur est délicieux. Des parois de marbre de l'appartement jaillissent des fontaines qui retombent en cascatelles sur de larges coquilles garnies de fleurs, et vont ensuite alimenter un bassin et le plus gracieux jet d'eau que j'aie vu. C'est dans cette salle si fraîche et si jolie que l'on comprend tout le charme de la vie orientale, car l'existence des Turcs dans leurs frêles maisons de bois, exposées à la chaleur le jour, à l'humidité la nuit, et par surcroît à une effrayante quantité d'insectes, m'a paru, n'en déplaise à nos poètes, un enfer anticipé.

Après avoir traversé plusieurs cours encaissées dans de grandes murailles blanchies, nous pénétrâmes dans le vieux palais de Mahomet II, abandonné depuis long-temps aux icoglans et aux domestiques. Dans la première pièce est enfoui, perdu peut-être, un trésor inappréciable, la bibliothèque des empereurs bysantins. Dans des placards hermétiquement grillés et cadenassés depuis des siècles, pourrissent de précieux manuscrits qui combleraient sans doute bien des lacunes dans la littérature, la jurisprudence et l'histoire. Un homme aussi spirituel qu'instruit, et dont le nom est aimé de toute la jeunesse, M. Saint-Marc Girardin, a dû, cette année même, essayer de visiter ce poudreux sanctuaire. Pour moi, je dus accepter de bonne grace le rôle du renard de la fable.—La bibliothèque s'ouvre sur une chambre assez petite et tellement sombre, que les yeux ont besoin de s'habituer aux ténèbres pour y distinguer quelque chose. Ce réduit mystérieux est la salle du trône. Dans la partie la plus obscure reluit un divan tout éclatant d'émeraudes et de pierreries. C'était de cette place que jadis le sultan, vêtu de la tunique blanche, recevait les ambassadeurs européens, ou plutôt assistait à leur entrevue avec son grand-visir. Les représentans des plus fiers monarques, annoncés à l'héritier de Mahomet, à la loi vivante, comme de pauvres diables à demi morts de faim et de froid, étaient amenés devant une fenêtre basse et grillée. On leur apportait une pelisse de soie, des sorbets et des conserves; une fois rassasiés et vêtus, il leur était permis de décliner, mais du dehors seulement, leurs titres et qualités que le grand-visir faisa connaître au sultan. Sa hautesse daignait alors se lever à demi et congédier du geste le ministre chrétien. Depuis les menaces

de la république française, cet étrange cérémonial appartient à l'histoire ancienne. Mahmoud recevait lui-même les envoyés des rois ses bons cousins et de *son grand ami* l'empereur Nicolas.

La salle du trône donne sur une galerie dégradée, mais qui cependant n'a point perdu toute sa magnificence. Les pilastres qui la soutiennent étaient entièrement dorés. C'est dans cet endroit que fut massacré Sélim, pendant que Mahmoud, caché sous de vieilles tapisseries, entendant l'horrible tumulte de l'émeute et les cris déchirans de son ami, croyait toucher plutôt à la dernière heure de sa vie qu'à la première de sa puissance et de sa liberté. Que de drames se sont passés là! Mais qui pourrait les raconter? Les pierres sont muettes, elles ne conservent même pas les traces du sang. Les jardins règnent derrière le vieux palais, ils sont immenses : ici de grandes pelouses, là des bosquets de platanes et de cyprès à travers lesquels apparaissent les dômes dorés des kiosques; on les parcourt pour arriver à l'hôtel des monnaies. Cet établissement est vaste, mais sous tous les rapports inférieur à ceux du même genre que j'ai visités en Europe; il est dirigé par des Arméniens qui depuis longtemps, pour satisfaire aux exigences des derniers padischas, n'ont émis que de la fausse monnaie. La valeur de la piastre, qui s'élevait, il y a cinquante ans, à un écu, est tombée au-dessous de 25 centimes! Que l'on juge d'après ce seul fait de l'affreuse misère de l'empire!

L'ambassadeur et son cortége quittèrent le séraï par la porte de l'*Atmeidan*, où l'on exposait autrefois les têtes des pachas rebelles. Ce pilori privilégié chôme depuis plusieurs années, et néanmoins (je ne fus pas le seul à faire cette remarque), il a conservé une odeur de cadavre en putréfaction.

La mosquée de Sainte-Sophie est voisine du séraï. Pour nous y rendre, nous traversâmes une petite portion de l'Atmeidan, ou marché aux chevaux de Stamboul, qui fut l'hippodrome de Constantinople. L'Atmeidan rappelle cette terrible journée où Mahmoud ordonna le massacre des janissaires, mesure énergique sans doute, mais en général mal comprise; car, si elle sauva la vie du sultan, elle priva l'empire de sa meilleure milice. L'hippodrome aussi fut souvent ensanglanté par les querelles des rouges et des bleus, à l'époque où les Grecs, sans force contre leurs ennemis, s'entretuaient pour un cocher ou une courtisane. Le centre de cette vaste place est occupé par un obélisque moins élevé, mais d'un plus beau granit que le nôtre. Derrière ce monument, on voit les restes informes d'une colonne de bronze formée jadis par deux serpens enlacés, dont, s'il faut en croire

la tradition, Mahomet II trancha les têtes d'un coup de cimeterre. L'une des extrémités de la lice était marquée par une autre colonne recouverte d'airain et considérée comme l'une des merveilles du monde; elle est encore debout, mais dépouillée de son enveloppe, et sa chute paraît imminente. Les ruines du Bas-Empire manquent de grandeur; ce mot ne doit cependant pas s'appliquer à Sainte-Sophie. On connaît l'histoire de ce temple célèbre : fondé par Constantin, détruit en partie par les flammes, il fut relevé sous Justinien, et la conquête musulmane l'a laissé subsister jusqu'à nos jours. L'architecture extérieure de Sainte-Sophie a perdu de sa majesté et de son harmonie par suite des mutilations que les ingénieurs turcs lui ont fait subir pour lui donner, autant que possible, l'aspect ordinaire des mosquées. Des minarets sans grace écrasent les coupoles; la porte principale a été supprimée, mais à peine a-t-on franchi le magnifique vestibule qui précède le sanctuaire, que l'on est saisi d'une respectueuse admiration. Peut-être dois-je attribuer la vivacité de mes impressions à l'étrangeté de notre visite et au sentiment pénible que tout chrétien doit éprouver à la vue d'un lieu saint profané. Toujours est-il que nulle église ne produisit sur moi plus d'effet que la vieille basilique de Justinien. La nef est vaste et soutenue de chaque côté par une double colonnade de marbre et de porphyre; les chapiteaux des piliers et les cintres qui les réunissent sont recouverts de mosaïques étincelantes d'or et d'azur; le grand dôme est d'une hardiesse remarquable; je l'entendais comparer autour de moi à la coupole de Saint-Pierre. Toutes les anciennes peintures ont disparu sous les versets du Coran; il ne reste plus que les images bizarres de deux évangélistes, qui ne donnent pas une très haute idée de l'art du Bas-Empire. L'autel a été détruit et remplacé par la chaire où l'iman fait la prière. Au moment où nous entrâmes, la cérémonie finissait. Plusieurs Turcs étaient encore à genoux, se frappant la poitrine et baisant la terre. Les bas-côtés étaient remplis par des groupes de ces malheureux qui, en tout pays, n'ont d'autre asile que la maison de Dieu. On parvient aux galeries par un escalier en spirale d'une pente si douce, qu'il est facile de le gravir à cheval. Le jour de l'assaut de Constantinople, le dernier empereur grec, suivi de ses officiers, le monta de cette manière, et reçut les sacremens avant de courir à la mort glorieuse qu'il trouva près de la porte d'Andrinople. La brèche sur laquelle les soldats de ce malheureux prince firent tardivement honneur à leur illustre origine est encore reconnaissable. Les murailles de Constantinople n'ont pas été réparées depuis 1453.

Mais quelque intérêt que puissent offrir en tout temps des souvenirs de Constantinople, on s'étonnerait sans doute qu'en présence des grands évènemens qui tiennent le monde entier dans l'incertitude sur ses propres destinées, le voyageur ne songeât qu'à compter des tronçons de colonnes et des statues mutilées. Ce qu'il faudrait montrer, c'est cet empire se débattant dans sa lente agonie, sous le coup d'une protection insolente autant qu'oppressive, compromis en même temps et par les aveugles sectateurs du passé, et par les maladroites imitations de l'Europe occidentale. Ceci nous convie à apprécier brièvement la portée des réformes essayées par Mahmoud et continuées par son faible successeur; car, par la fatalité des circonstances, ces réformes sont devenues pour l'empire ottoman le plus redoutable des dangers.

La population des états du grand-seigneur situés en Europe s'élève environ à douze millions d'hommes dont *deux millions à peine sont d'origine musulmane;* le reste est un mélange confus de Grecs, d'Arméniens, de Bulgares, de Juifs, séparés par leurs usages, leurs langues et leurs religions. Il y a peut-être encore plus d'antipathie entre les rayas de races différentes qu'il n'en existe entre eux et les Turcs, entre l'abrutissement du vaincu et l'insolence du vainqueur. Les querelles religieuses ne sont envenimées que parmi les diverses sectes chrétiennes. Les Arméniens catholiques et les Grecs soumis au patriarche vivent dans un état continuel d'hostilité et de défiance. Le clergé du rit non uni est composé d'hommes ignorans et corrompus; les prêtres arméniens, au contraire, ont plus d'austérité et de véritable foi. Ils obéissent à toute la rigueur des canons de l'église romaine et observent la loi du célibat; les popes grecs ont la faculté de se marier. Cependant (le fait est remarquable, car il vient à l'encontre de certaines théories philosophiques), les premiers partagent et exploitent les vices de la foule, les seconds mènent une conduite exemplaire. Ils forment la tête de leur nation, qui est aussi la plus saine portion des classes opprimées. Le czar, en sa qualité de chef de la religion, possède la confiance des rayas grecs, et c'est en lui qu'ils espèrent. Il serait peut-être possible à une puissance européenne de créer un contre-poids à cette influence énorme en excitant les sympathies religieuses des rayas arméniens. Mais quelle n'est pas la faiblesse d'un pouvoir, lorsque les peuples qu'il devrait réunir sont assez divisés d'intérêts et de mœurs pour que les gouvernemens étrangers aient la faculté d'ourdir leurs intrigues, non-seulement dans les cabinets ministériels, mais pour ainsi dire

sur la place publique? Telle est la position désespérée des Turcs. Le célèbre hémistiche de Lucain sur Pompée : *Stat magni nominis umbra*, est la seule explication de leur existence politique. Ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. La question d'Orient n'est donc nullement, au fond, celle de savoir si Abdul-Medjid l'emportera sur Méhémet-Ali, ou s'il subira la loi de cet orgueilleux vassal; il s'agit de fondre vingt peuples dans une régénération sociale. Or, les Turcs ne semblent destinés qu'à paralyser les progrès du Levant par leur lente agonie. Lorsqu'un peuple a tenu sa place dans l'histoire, lorsqu'il a jeté de vives lueurs sur le monde, il est triste d'apercevoir à ses destinées une fin prochaine et déplorable; aussi nous faut-il une conviction profonde pour nous décider à écrire ces lignes. En Turquie, le vice est radical et sans remède. Tous les ressorts du gouvernement sont détendus, la corruption gagne tous les jours du terrain, la religion de Mahomet elle-même, malgré les principes élevés qu'elle enseigne, est dans l'état actuel de l'Europe un véritable anachronisme. Elle prêche la guerre, et le monde veut la paix. Jusqu'au dernier sultan, la Turquie a ressemblé à un arbre encore majestueux resté debout par la seule force de son poids; Mahmoud y a porté la hache, il ne croyait qu'émonder le branchage, il a fendu le tronc, et l'arbre est mort. La presse française, abusée par quelques écrits, a, pendant un temps, grandi outre mesure le génie du sultan; les ouvrages de MM. de Lamartine et de Raguse auraient dû éclairer l'opinion.

L'histoire tiendra compte à Mahmoud des difficultés insurmontables de sa position, mais elle le fera descendre du piédestal où on a voulu l'élever. Rien dans la conduite de ce prince n'a révélé un homme supérieur, capable d'animer, pour ainsi dire, tout un peuple de son souffle puissant; supposons d'ailleurs qu'il ait eu le noble cœur et les grandes pensées qu'on lui a prêtés, qui donc pouvait seconder ses efforts?

Abdul-Medjid, dès ses premiers pas, chancèle sous le poids énorme de l'héritage paternel. Exposé à un grand nombre de périls extérieurs que ne dissiperait point l'accord de Constantinople et d'Alexandrie, le nouveau padischa, par un acte imprudent, vient encore d'irriter les plaies intérieures de son empire. Je veux parler de cet étrange hatti-scheriff de Gulhamé, revêtu par nos journaux du titre pompeux de *charte ottomane* . La presse française a, pendant quelques jours, fait trève à ses querelles intestines pour exécuter un bruyant concert d'éloges en l'honneur de *ce jeune souverain qui a senti la nécessité de poser lui-même des bornes à sa puis-*

sance. Les organes de l'opinion la plus avancée voient déjà, grace au régime constitutionnel, les arts, l'industrie et l'agriculture fleurir à l'envi sous le beau ciel du Levant. Des feuilles plus modérées, sur un ton moins pastoral, il est vrai, mais aussi singulier, établissent un rapprochement burlesque entre la Turquie de 1840 et la France de 1789, oubliant que dans le premier de ces pays il n'y a ni aristocratie, ni bourgeoisie, mais une nation tout entière courbée sous le niveau de la misère et de l'ignorance. J'ai exposé brièvement la triste situation des Turcs; pour preuve de la fidélité du tableau, je renvoie simplement le lecteur au hatti-schériff du 3 novembre. En présence de pareils faits, si disposé qu'on soit à former des vœux ardens pour l'amélioration prochaine des affaires de la Turquie, l'espérance devient presque impossible. Examinons rapidement la charte d'Abdul-Medjid et jugeons les conséquences probables de ses principales dispositions. Ce monument législatif se compose de deux parties distinctes : la première est un préambule en deux paragraphes où le gouvernement turc, avec une franchise poussée jusqu'à l'humilité, confesse et son impéritie et les maux qu'elle a causés, c'est-à-dire une administration sans force et un appauvrissement général. La seconde partie annonce des réformes et promet un nouveau système financier, un mode plus régulier de recrutement, des garanties capables d'assurer aux sujets ottomans une parfaite sécurité quant à leur vie, leur honneur et leurs biens; en un mot, une révolution sociale complète. Que cette œuvre soit nécessaire en Turquie, ce n'est une question pour personne; mais on peut douter qu'il soit prudent de la vouloir accomplir, pour ainsi dire en bloc, et par des moyens si peu appropriés à l'Orient. Lorsque du sein d'un peuple industrieux les siècles ont fait surgir d'immenses fortunes, de grands talens et de légitimes ambitions, un gouvernement qui se sent près de crouler sous ses décombres, peut faire un appel à la nation tout entière, et s'il est enlevé dans la tourmente, le pays, après des secousses plus ou moins longues et douloureuses, n'en reprendra pas moins son équilibre. Or, en Turquie, quels seront les soutiens de l'ordre? Les rayas? mais ils sont travaillés en tous sens par les influences étrangères. Les Turcs? ils avaient des priviléges, et le hatti-schériff les leur enlève. — Les tentatives de Mahmoud avaient échoué, mais elles avaient eu du moins pour résultat de familiariser les musulmans avec certaines idées de réforme; l'immobilité n'était plus la loi suprême, et il n'eût pas été aussi difficile, disons mieux, aussi impossible au nouveau sultan qu'à son prédécesseur d'intro-

duire dans ses états quelques améliorations. Selon l'expression de Joseph II, il devait essayer d'inoculer la révolution à ses peuples, déraciner secrètement les honteux abus de la chancellerie, choisir des gouverneurs de provinces probes et capables, sans annoncer à son de trompe que jusqu'ici les pachas avaient acheté à beaux deniers comptans le droit de ruiner l'empire. Les traités récemment faits avec la France, l'Angleterre et la Belgique ouvraient aux produits du pays des débouchés nouveaux, et détruisaient implicitement des monopoles ruineux; il suffisait de veiller sévèrement à leur loyale exécution pour ranimer le commerce du Levant. Le recrutement militaire s'opérait avec une cruauté inouie; des ordres formels adressés aux pachas par le séraskier, et au besoin des châtimens exemplaires eussent arrêté cette hideuse exploitation des classes pauvres. La patience est la courageuse compagne de la force. Par une téméraire précipitation à tout vouloir abattre, lorsque rien n'est préparé pour reconstruire, Abdul-Medjid a donné la mesure de sa faiblesse. On ne régénère pas un peuple *ex abrupto;* on ne transforme pas ses mœurs, on ne corrige point ses vices, on ne lui crée pas des forces avec une charte ou un hatti-schériff.

Nos journaux, trop enclins à juger les étrangers d'après leurs propres idées, sans examiner si elles sont applicables hors de France, se sont laissés surprendre par ce mot magique de constitution, ils ont répondu à l'appel qui leur était fait. Les feuilles françaises ont assez de force à Constantinople pour ébranler le crédit des courtisans; sous le règne de Mahmoud, un favori fut disgracié sur la simple lecture d'un numéro de la *Revue de Paris*. Les ministres de la Porte ont eu sans nul doute pour but, en conseillant à leur maître le hatti-schériff de Gulhamé, de se créer, au préjudice de Méhémet-Ali, une sorte de popularité dans les comités rédacteurs de nos journaux; ils y sont parvenus. Les articles les plus louangeurs auront été traduits et commentés en plein divan; mais il est un autre cabinet dont les intérêts auront été mieux servis encore, c'est celui de Saint-Pétersbourg. Le gouvernement russe, avec une habileté machiavélique, se sert au besoin des chartes comme des firmans; c'est au moyen d'une constitution qu'il a renversé le prince Milosch, dont le noble caractère lui faisait ombrage. Nous souhaitons sincèrement que l'avenir nous démente, mais nous craignons fort que la Russie ne sache profiter du hatti-schériff du 3 novembre, comme d'un nouvel aliment pour ourdir ses intrigues à Péra.

Comment la presse française ne louerait-elle pas à outrance ce

qu'elle appelle la charte turque, lorsque Constantinople devient un faubourg de Paris, et que des journalistes émérites ou sans travail s'acheminent des bords de la Seine à ceux du Bosphore? Le dernier paquebot vient de transporter dans la capitale des Osmanlis une petite colonie littéraire qui va exploiter les idées libérales en Turquie, et se propose bien de ne pas revenir avant d'avoir assisté à une discussion parlementaire au sein d'une chambre musulmane, ou fait élever des barricades dans les rues tortueuses de Stamboul.

Efforts impuissans, pastiches ridicules d'une nationalité qui succombe sous une civilisation qu'elle est aussi incapable de comprendre que de supporter! Il est difficile que la France intelligente applaudisse à ces tentatives de décomposition si contraires aux vues de conservation désintéressée qu'elle manifeste sur l'Orient. Délivrer le pays de toute tutelle exclusive, y laisser les choses à leur cours naturel, tant à Constantinople qu'à Alexandrie, faire durer, sinon pour bien des siècles, du moins pour des années encore, un état de choses dont la Russie et l'Angleterre ont un égal intérêt à voir la chute, telle est évidemment son intérêt comme sa pensée, et c'est parce qu'un libéralisme de contrebande et une presse exploitée par des hommes sans moralité sont un obstacle à ces vues loyales, qu'elle ne peut applaudir à ces symptômes d'une décadence imminente. La France doit désirer consacrer en Turquie comme en Égypte les faits qui résultent de la force des choses, faits qui ont en ce moment la sanction de la victoire, et jusqu'à un certain point de la volonté des peuples. C'est précisément parce qu'elle entend laisser l'Orient à lui-même qu'elle appuie et qu'elle seconde la division si naturelle de cet empire, dont un lien nominal peut-être, mais sacré, pourrait encore rattacher les deux parties au centre de l'unité nationale. Dans l'intérêt même de l'empire ottoman, la France doit vouloir une division qui le rende plus fort, et elle fait de la politique turque en garantissant les destinées nouvelles de l'Égypte, non moins qu'en interdisant à la Russie l'accès des rives du Bosphore.

Ce n'est pas que les esprits prévoyans se fassent trop d'illusions sur l'avenir des deux nations musulmanes, en admettant même que le cours de leurs destinées ne soit pas violemment interrompu par l'ambition hâtive de deux cabinets européens, dont l'un est pressé par ses intérêts et l'autre par ses haines, et qui semblent se rapprocher pour s'assurer une part également belle dans le grand partage. L'œuvre fondée par Méhémet-Ali n'offre pas sans doute tous les caractères de durée que la France serait heureuse d'y trouver; il est difficile de

ne pas concevoir quelques doutes sur sa consolidation, en admettant même que les journalistes ne s'abattent pas en masse sur le Caire, comme ils paraissent vouloir le faire sur Constantinople. Mais quelles que soient les incertitudes de l'avenir, il est évident qu'elle doit favoriser de tous ses efforts la chance de l'établissement d'un gouvernement national en Égypte, aussi bien que le maintien du pouvoir vénéré qui siége encore dans la capitale de l'islamisme. C'est dans ce sens que paraissent avoir été conduites les négociations de ces derniers temps, sur lesquelles la discussion parlementaire va bientôt jeter un grand jour; et si cette politique honorable rencontre à chaque instant des difficultés nouvelles, à quoi l'attribuer, si ce n'est à des vues moins désintéressées que les nôtres? La Russie ne peut vouloir fixer définitivement une situation de l'incertitude de laquelle elle est plus que tout autre appelée à profiter; l'Angleterre, dans sa résistance à l'Égypte, est stimulée à la fois par ses antipathies et par ses espérances, et l'Autriche n'ose embrasser énergiquement une pensée qui la lierait trop ouvertement à la France. Ainsi le provisoire se prolonge, et les complications deviennent chaque jour plus inextricables.

Mais de tels intérêts ne sauraient être appréciés incidemment, et je reviens à ma tâche de voyageur, dont la gravité des circonstances m'a pour un instant écarté.

Constantinople est le point militaire d'où les sultans, appuyés à la fois sur l'Europe et l'Asie, ont fait trembler le monde civilisé; mais les musulmans croient à une ancienne et menaçante prophétie qui leur annonce qu'un jour leurs armées vaincues repasseront le Bosphore, et Brousse alors redeviendrait de nouveau leur capitale. Cette ville a servi de théâtre à de grands évènemens, elle est encore la seconde cité de l'empire; cette double raison me décida à la visiter. Par une belle soirée du mois de juillet, je m'embarquai dans un caïque rapidement mené par quatre rameurs grecs. Nous devions souper à l'île des Princes. On nomme ainsi l'une des quatre îles qui forment un groupe à l'entrée de la mer de Marmara, parce que souvent les empereurs y reléguaient les hauts personnages dont l'influence eût pu devenir dangereuse. Ce petit coin de terre, placé aux portes de Constantinople, n'a pas souffert de la conquête; il a été long-temps l'apanage du patriarche, et, sous cette double tutelle, il a échappé à la misère qui, comme une maladie contagieuse, a étendu sa lèpre sur le reste de l'empire.

Un gros bourg, où les négocians européens viennent chercher un

refuge contre les chaleurs pestilentielles de l'été, occupe le contrefort d'une montagne située au centre de l'île. La vue que l'on découvre de ce point est admirable. Les murailles de Constantinople, Scutari et la côte de Chalcédoine ferment, à droite, l'horizon qui s'étend, à gauche, aussi loin que la paisible Propontide. Après avoir joui d'un splendide coucher de soleil, nous descendîmes au village où, dans une auberge tenue par un Marseillais, nous attendait un bon repas provençal. Vers onze heures, la brise de nuit souffla, et nos marins nous firent remonter dans la barque. Un ciel étoilé et une lune brillante comme le soleil du nord guidèrent notre marche; le lendemain de bonne heure nous arrivions à Moudania. Cette misérable ville possède une bonne rade. Voisine de Brousse, dont elle est l'échelle, elle doit à cette position assez d'importance. Grace à notre firman de poste, nous obtînmes facilement des chevaux; mais pour des coursiers arabes, ils étaient fort dégénérés.

Brousse est à cinq lieues environ de Moudania. Le pays que l'on parcourt pour s'y rendre est d'une admirable fertilité; les Turcs, plus actifs dans cette contrée que dans les autres parties de l'empire, se livrent aux travaux de l'agriculture; la campagne offre un aspect d'aisance et de prospérité qui étonne le voyageur dont les yeux sont attristés à quelques toises même de Constantinople par une nature entièrement morte. De nombreux plants de mûriers annoncent de loin l'industrie de Brousse, si célèbre en Orient par ses manufactures de soieries. Avant d'arriver à la grande vallée de Brousse, qui passe avec raison pour être l'une des plus belles du monde, nous traversâmes plusieurs vallons fertiles où les lauriers-roses croissent sur les bords des ruisseaux, et où les grenadiers aux fleurs écarlates se mêlent aux tristes cyprès; le fond du tableau est majestueusement dominé par l'Olympe, dont Brousse occupe les premiers mamelons. Cette ville très considérable, puisque sa population s'élève à plus de cent mille habitans, sectateurs de Mahomet pour la plupart, n'est belle que par sa position. Elle remonte à une haute antiquité; sous le nom de Prusée, elle était la capitale de la Bithynie. Les craintes du roi Prusias se réalisèrent, les aigles romaines poussèrent leur vol hardi jusqu'à l'Olympe, et on en voit encore les empreintes sur les ruines d'un vieux château dont la cour à demi comblée sert aujourd'hui d'arsenal. Trois canons dont le premier est démonté, le second encloué, et le troisième en aussi bon état que les autres, composent tout le matériel de l'artillerie; néanmoins il nous fallut pour le visiter une permission spéciale. Les Romains dégénérés en Grecs du Bas-Empire durent reculer devant

les Turcs. Brousse devint le centre des conquêtes d'Othman, et Orcan fut assez puissant pour forcer un Cantacuzène à lui donner sa fille comme concubine. Les tombes de ces vaillans fondateurs de la puissance turque s'élèvent dans un hameau voisin de leur ville de prédilection.

Brousse fait un grand commerce de soieries. Les étoffes que l'on y fabrique sont d'une grande richesse; mais pour la finesse du tissu et surtout pour le goût des dessins, elles restent bien en arrière de celles de Lyon. Telles qu'elles sont du reste, on a peine à concevoir qu'elles puissent sortir des métiers informes en usage dans le pays. Un métier à la Jacquard y produirait une révolution, et il faut ici prendre ce mot dans son acception rigoureuse. Un négociant français voulut introduire à Brousse un simple métier à dévider; les femmes qui étaient chargés de cette opération préparatoire s'ameutèrent contre lui à tel point qu'il jugea prudent d'éloigner de la ville sa malencontreuse mécanique. Il la fit fonctionner dans la campagne; peu à peu les Turcs en comprirent les avantages et l'adoptèrent en dépit de leurs femmes.

Des contreforts de l'Olympe jaillissent des sources d'eaux chaudes d'un goût insipide, mais dans la composition desquelles existe cependant du sulfate de soude et du soufre. Dans un des faubourgs de Brousse, il existe de vastes établisssemens thermaux d'où cette ville tire son nom.

De Brousse nous regagnâmes Constantinople assez à temps pour y prendre le paquebot français *le Tancrède* en partance pour Smyrne.

ÉDOUARD THOUVENEL.

ÉTAT ACTUEL

DES INDES ANGLAISES.

PREMIÈRE PARTIE.

AFFAIRES DE L'AFGHANISTAN. — EXPÉDITION ANGLAISE AU-DELA DE L'INDUS.

Les changemens politiques qui s'opèrent en ce moment à l'ouest de l'Indus, et qui nous semblent devoir être étudiés avec soin, reconnaissent pour cause première la nécessité où se trouvait l'Angleterre de faire triompher son influence dans la Perse et l'Asie centrale sur l'influence rivale de la Russie.

Comme ces évènemens joueront nécessairement un grand rôle dans les destinées de l'Orient, et que ce qui se passe depuis quelques mois près des rives de l'Indus commence, selon toute probabilité, une ère nouvelle pour l'empire hindo-britannique, nous croyons utile de résumer et d'examiner sommairement ce que l'on sait de positif tant sur les causes prochaines ou éloignées de l'expédition des Anglais dans l'Afghanistan, que sur les circonstances mêmes de cette expédition et sur ses résultats.

Nous nous proposons de présenter ensuite le tableau de l'organi-

sation actuelle et des ressources du vaste empire hindo-britannique, de montrer quelle a été, dans l'ordre providentiel, la mission donnée à l'Angleterre en Asie, et d'examiner enfin comment cette mission a été remplie jusqu'à ce jour. Dans ce but et dans l'intention d'arriver, s'il se peut, à une appréciation exacte des graves évènemens dont il s'agit, il nous semble nécessaire de revenir sur l'ensemble des faits déjà connus, et de montrer leur liaison avec d'autres faits de quelque importance qui ont à peine été indiqués en France ou qui y sont entièrement ignorés. Un long séjour aux Indes anglaises nous a permis d'étudier sur les lieux le développement des forces de cet empire, la marche de sa politique, et, jusqu'à un certain point, les probabilités de son avenir. Nous nous efforcerons de jeter quelque lumière sur cette grande question, bien moins en nous livrant à nos propres conjectures qu'en offrant aux méditations des esprits sérieux les véritables données du problème. La plus importante de toutes, dans l'état présent des affaires de l'Asie, est, sans aucun doute, la conquête de l'Afghanistan. Quelques considérations générales établiront cette vérité. Nous tracerons ensuite une esquisse rapide de l'expédition, et ce coup-d'œil préliminaire une fois donné, nous entrerons dans les détails que comporte le plan que nous nous sommes tracé.

L'Afghanistan proprement dit s'étend du 61e au 70e degré de longitude est, et du 30e au 35e degré de latitude nord environ. Il est borné à l'est par la Perse, à l'ouest par l'Indus, au nord par l'Hindou-Koh (prolongement de l'Himalaya), au sud par le Balouchistan. Les deux principaux états de l'Afghanistan sont les royaumes de *Kaboul* et de *Kandahar*. Les capitales qui donnent leurs noms à ces royaumes sont les points de communication de l'Inde avec la Perse et la haute Asie. « Depuis l'antiquité la plus reculée, disait l'historien du règne d'Akbar, Aboulfazel (en 1602), Kaboul et Kandahar sont regardées comme les portes de l'Hindoustan; l'une y donne entrée du Tourân, l'autre de l'Irân; et, *si ces places sont bien gardées, le vaste empire de l'Hindoustan est à l'abri des invasions étrangères* (1). »

Dans ce peu de mots révélés à l'Europe pour la première fois en 1783, sous l'administration de Warren Hastings (2), a été l'enseignement de l'Angleterre; elle vient de prouver, quoique un peu tard, qu'il n'avait pas été perdu pour elle.

(1) *Aïn-Akbery*, vol. II, pag. 165.

(2) Warren Hastings était gouverneur-général des Indes anglaises quand F. Gladwin entreprit la traduction de l'*Aïn-Akbery*. Ce fut sous le patronage de ce grand homme que l'ouvrage fut publié, et il lui fut dédié à Calcutta, le 1er sept. 1783.

L'Afghanistan fit partie de l'empire mogol jusqu'à l'invasion de Nadir-Shah (1738-39). « Kandahar, qui tire son nom de la ville capitale ou qui lui donne le sien, dit un vieux voyageur, est la province la plus occidentale de toutes les Indes et a pour voisin le roi de Perse, qui en a souvent été le maître : *aussi est-ce pour cette province que les rois de Perse sont presque toujours en guerre avec le Grand-Mogol*, comme ils le sont du côté de la Turquie pour Bagdad et Erivan (1). » Ainsi, il y a deux cents ans, des rivalités semblables à celles qui nous occupent aujourd'hui étaient déjà depuis long-temps en présence.

Nadir-Shah exigea la cession des provinces à l'ouest de l'Indus, avant de rendre à l'empereur Mohammed-Shah le sceptre qu'il avait arraché à sa main débile. Privé de cette base et miné intérieurement par une organisation vicieuse, l'empire mogol croula de toutes parts. La France et l'Angleterre, accourues au bruit de sa chute, se disputèrent long-temps ses débris. Quand la France fut forcée d'abandonner la suzeraineté de l'Inde à son habile rivale, celle-ci put donner toute son attention à l'affermissement et à l'agrandissement de sa puissance. Elle s'attacha à consolider tour à tour, par les négociations ou par les armes, sa domination et son influence, surtout dans le nord et dans l'ouest de l'Hindoustan. La Perse, obligée, depuis la mort de Nadir-Shah, de renoncer à la souveraineté de l'Afghanistan, n'abandonnait cependant pas ses prétentions sur ce pays. D'un autre côté, la Russie, qui touche à ces contrées par la mer Caspienne, ne pouvait méconnaître l'importance politique de l'Afghanistan, les richesses naturelles et les facilités qu'il offre à ses possesseurs pour se rendre maîtres du commerce de l'Indus et de la haute Asie. Elle cherchait donc depuis long-temps à s'y créer des relations dont son commerce pût profiter. L'Angleterre, jalouse de toute participation, même en espérance, aux avantages de sa position dans l'Inde, et calculant les chances d'un avenir éloigné, suivait d'un œil inquiet les explorations de la politique russe et les démarches plus directes et plus hostiles du gouvernement persan. Elle n'attendait qu'une occasion pour se mettre ouvertement sur cette défensive qui, dans son système habituel, ressemble si bien à l'attaque! L'occasion s'est présentée.

La question que les luttes des négociateurs avaient laissée indécise, l'épée vient de la trancher d'un seul coup. Une expédition, aussi

(1) Jean-Albert de Mandelslo, 1638.

hardie que bien combinée, formée dans l'Inde britannique, vient de replacer sur le trône de Kaboul *Shah-Shoudjâ-oul-Moulk*, exilé depuis trente ans de son royaume, et depuis vingt-quatre ans pensionnaire du gouvernement suprême des Indes anglaises qui lui avait accordé, ainsi qu'à son frère aveugle, *Shah-Zéman*, un asile à Loudiana, sur les bords du Sutledje. C'est de ce point que le shah est parti, le 14 novembre 1838, pour reconquérir ses états; c'était la troisième fois depuis vingt ans! Mais cette fois les astres lui étaient favorables, l'étoile de l'Angleterre marchait devant lui. Des troupes levées pour son service par le gouvernement suprême, payées par ce gouvernement, commandées par des officiers anglais, entouraient sa personne. L'armée du Bengale, destinée à *appuyer* ce mouvement, s'était réunie à Firozepour d'où elle marcha, le 10 décembre, pour suivre avec le shah la rive gauche du Sutledje, et traversa l'Indus à *Bakker*, du 12 au 17 février, se dirigeant par Shikarpour sur les passes du Kandahar. En même temps, un corps d'armée, parti de Bombay et débarqué aux bouches de l'Indus, à la fin de décembre, remontait les rives de ce fleuve, prenait possession d'Hyderabad, le 8 février, après avoir imposé un traité aussi humiliant qu'onéreux aux Amirs de Sindh, et marchait de là, le 11 février, pour opérer sa jonction avec le corps d'armée du Bengale. Cette jonction était complétée, et la passe du Bolan franchie par les dernières colonnes de l'armée, le 4 avril. Le lieutenant-général sir John Keane prenait ce jour même le commandement en chef des corps d'armée réunis sous le nom d'*armée de l'Indus*, et marchait sur Kandahar. Un corps auxiliaire *sikh*, commandé par le petit-fils du maharaja Ranjît-Singh, et où se trouvait le général Ventura, se préparait en même temps à pénétrer dans le Kaboul par la route de *Peshaver*. L'ensemble de ces opérations a eu le succès le plus complet. Shah-Shoudja, après avoir été solennellement reconnu et salué souverain de l'Afghanistan à Kandahar, le 8 mai dernier, par l'armée anglaise, a fait, le 7 août, son entrée triomphale à Kaboul, dont la prise de *Ghizni*, enlevée d'assaut en deux heures, le 23 juillet, lui avait ouvert les portes. M. Macnaghten, envoyé du gouvernement suprême et ministre *plénipotentiaire* (dans toute l'étendue du terme) près du roi de Kaboul, s'occupait activement, à la date des dernières nouvelles, de la réorganisation de ses états. Ainsi a été rétabli en quelques mois, au profit de l'Angleterre et presque sans coup férir, le royaume de Kaboul; ainsi une barrière, de long-temps inébranlable, a été élevée entre la Russie et l'empire hindo-britannique!

Par ce vigoureux coup de main, la suprématie politique et commerciale du gouvernement anglais et, aux yeux des peuples de l'Inde, le caractère *impérial* de sa domination, sont établis dans tout le nord de l'Hindoustan. Ils avaient été assurés dans l'Hindoustan central par l'extermination des *Pindarics* en 1817, et par la prise de Bhurtpore en 1826. Dans le sud, tout reconnaît la souveraineté absolue ou le pouvoir suzerain de la compagnie; dans l'est et le sud-est enfin, l'influence anglaise, quoique moins définitivement établie, s'est manifestée victorieusement par les traités imposés au Népal et à l'empire Birman, *et ne tardera pas à se compléter*. Mais n'anticipons pas sur cette partie de notre sujet.

Le dénouement de la question de l'Afghanistan a été précipité, sans aucun doute, par la tentative de la Perse contre Hérat, tentative sinon conseillée, au moins appuyée par la Russie; mais, depuis plusieurs années, la nécessité de reculer les frontières de l'empire hindo-britannique jusqu'à l'Indus, et d'affermir l'influence anglaise à l'ouest de ce fleuve, se faisait sentir de plus en plus, et l'histoire du passé témoigne de la sollicitude inquiète avec laquelle le gouvernement suprême suivait ou cherchait à diriger la marche des évènemens dans cette partie de l'Orient. Pour bien comprendre l'œuvre lente et progressive de sa politique, il est indispensable de rappeler les principaux faits historiques qui ont préparé l'accomplissement des destinées de l'Afghanistan.

A la mort du roi de Perse, Nader-Shah, en 1747, *Ahmed-Khan*, l'un de ses généraux, et chef de la tribu des *Abdalies* (connus depuis sous le nom de *Douranies*), devint maître de l'Afghanistan, et se fit couronner roi à Kandahar sous le titre de *Ahmed-Shah* DOURDOURAN (la perle du siècle). Actif et habile autant que brave, Ahmed-Shah porta la terreur de ses armes de Delhi à Asterabad; et, à sa mort, en 1773, il laissa à son fils *Timour* un empire dont les limites extrêmes avaient été naguère l'Oxus au nord, la mer et les embouchures de l'Indus au midi, le Kashmir et les monts Himalaya à l'est, la Perse au-delà de Meshed à l'ouest (1). *Timour-Shah*, loin de continuer la vie belliqueuse de son père, ne fit aucun effort pour rétablir l'autorité royale, compromise dans le Pandjab et les provinces voisines, et se contenta de régner paisiblement pendant vingt ans sur les provinces à l'ouest de l'Indus. Il mourut en 1793. Les intrigues du *Zénana*, appuyées

(1) Ahmed mourut à Kandahar, et cette ville est souvent nommée par les Afghans, d'après lui, *Ahmed-Shâhî*.

de l'influence de la tribu des *Barekzaïs*, placèrent d'abord sur le trône l'un des plus jeunes fils de Timour, *Zéman-Shah*, qui, pendant un règne agité de quelques années, essaya de reconquérir le Pandjab, et annonça même la folle intention d'envahir l'Hindoustan. Si ce projet eût pu avoir un commencement d'exécution, les intérêts anglais dans l'Inde auraient été sérieusement, quoique momentanément, compromis. Le gouverneur-général des Indes anglaises à cette époque (homme si justement célèbre, et auquel la postérité rendra encore un plus éclatant hommage que celui qu'il obtient de ses contemporains), le marquis de Wellesley (1), ne crut pas inutile de se prémunir contre le danger qui semblait menacer l'influence anglaise dans le nord de l'Hindoustan. La mission du capitaine J. Malcolm (depuis sir John Malcolm) à la cour de Perse, en 1799-1800, eut pour objet principal de déterminer la Perse à donner *tant d'occupations à Zéman-Shah chez lui*, qu'il ne pût songer sérieusement, *de trois ans au moins*, à troubler la tranquillité de l'Hindoustan. Le gouverneur-général assignait ce terme de trois ans aux arrangemens politiques et financiers qu'il avait en vue pour mettre les possessions de la compagnie et de ses alliés en état de défier toute agression étrangère. Comme encouragement à l'adoption de ces mesures, Malcolm était autorisé à offrir à la Perse un subside annuel de trois à quatre *lacs de roupies* (environ un million de francs), garanti pour trois ans. Il lui était recommandé en outre de tirer parti, autant que faire se pourrait, de l'inimitié qui depuis la mort de Timour régnait entre ses fils, et qui avait déjà amené des luttes sanglantes à la suite desquelles deux de ces princes s'étaient réfugiés à la cour de Perse (2). Admettant que le shah de Perse s'engageât à suivre le plan d'opérations tracé par le gouvernement anglais, celui-ci *déclarait ne prétendre à aucune part des conquêtes ou du butin qui pourraient être acquis par la Perse, en cas de guerre avec Zéman-Shah. A cette époque*, l'Angleterre trouvait convenable de jouer précisément le rôle qu'elle accuse la Russie d'avoir joué dernièrement devant Hérat. Lord Wellesley armait *la Perse contre l'Afghanistan;* aujourd'hui, au contraire, lord Auckland arme *l'Afghanistan contre la Perse*. Les faits curieux que nous venons de rapporter sont constatés par la cor-

(1) Frère aîné du duc de Wellington. Le marquis de Wellesley était capitaine-général en même temps que gouverneur-général. Le duc de Wellington, alors seulement l'*honorable* Arthur Wellesley, servait dans l'Inde à cette époque en qualité de major-général.

(2) Shah-Mahmoud et le prince Kamran son fils.

respondance de lord Wellesley, récemment publiée en Angleterre, et qui forme un recueil du plus haut intérêt (1). Shah-Zéman eut bientôt en effet *trop d'occupations chez lui* pour songer à inquiéter l'Inde anglaise (2). Les prétentions rivales de ses frères (Mahmoud et Shoudjâ) trouvèrent de nouveaux et de plus actifs soutiens. Leurs intrigues et les imprudences du shah armèrent contre lui la tribu des *Barekzaïs*, dont l'influence l'avait porté au trône. Une conspiration fut découverte : le shah fit mettre à mort six des principaux chefs qui s'y trouvaient compromis, et parmi eux, le chef de cette puissante tribu, *Sarferaze-Khan*. Le fils de ce dernier, le célèbre *Fatteh-Khan*, avec tous les *Barekzaïs*, épousa immédiatement les intérêts de *Shah-Mahmoud*, cet autre fils de Timour, que la Perse, de concert avec l'Angleterre, avait pris sous sa protection.

Le royaume, après quelques mois de tranquillité, fut livré de nouveau aux horreurs de la guerre acharnée que se livraient depuis six ans ces malheureux frères. Dans le cours de cette campagne, *Shah-Zéman*, trahi par un des siens, fut livré à *Mahmoud*, qui lui fit arracher les yeux. Plus tard (en 1803), *Mahmoud* était à son tour détrôné par *Shah-Shoudjâ*, et *Shah-Zéman* délivré par le nouveau roi (son frère par la même mère), dont il devait suivre désormais la fortune et partager les humiliations et l'exil. Ainsi le gouvernement de la compagnie fut délivré d'un ennemi qu'il avait un instant redouté, mais dont il avait si activement contribué à amener la ruine. Réfugié d'abord dans le *Pandjab*,—où Randjit-Singh, le sachant sans ressources, lui avait accordé à regret un asile,—et quand il eut expié par quinze années d'infortunes les alarmes que son ambition avait causées, le monarque aveugle et mendiant, depuis long-temps à

(1) *Wellesley Dispatches*, vol. V, pag. 82 et suiv.

(2) Il n'est pas sans intérêt de voir comment sir John Malcolm lui-même rend compte des résultats généraux de cette première mission, dans son *Histoire politique de l'Inde* : « Cette mission, dit-il, eut le succès le plus complet. L'envoyé anglais non-seulement réussit à décider le roi de Perse *à attaquer de nouveau le Khorassan, ce qui eut pour effet d'obliger Zéman-Shah à abandonner ses desseins sur l'Inde*, mais encore il détermina ce prince à conclure avec le gouvernement anglais des traités d'alliance et de commerce excluant *complètement les Français de la Perse*, et assurant aux Anglais tous les avantages qui pouvaient résulter de ces nouvelles relations. Il n'y a aucun doute, ajoute Malcolm, que si l'on eût cultivé cette alliance avec le même esprit de prévoyance et la même pénétration qui l'avaient commencée, *l'influence du gouvernement anglais, dans cette partie de l'Orient, aurait été à l'abri* de la plupart des dangers auxquels elle a été subséquemment exposée. » (*Political History of India*, 1826, vol. I, pag. 272.)

charge à son hôte, trouva enfin un exil paisible et du pain à Loudiana, où *Shah-Shoudjâ* lui-même l'avait précédé.

De 1803 à 1809, *Shah-Soudjâ* avait occupé un trône mal affermi, et conclu à *Peshaver*, en 1809, un traité d'alliance avec le gouvernement suprême des Indes anglaises, qui, à l'effet de négocier ce traité, avait envoyé M. Elphinstone à la cour de Kaboul, en qualité d'ambassadeur. Cette même année, ce prince, qui n'avait pu réussir à rallier les Barekzaïs à sa cause, fut obligé de fuir devant le visir *Fatteh-Khan*, qui, déjà une fois, avait placé la couronne sur la tête de *Shah-Mahmoud*, et qui de nouveau exerça le pouvoir suprême en son nom, de 1810 à 1818. *Shah-Shoudjâ* avait trouvé dans le *Pandjab* un asile qui devait, trois ans plus tard, lui coûter si cher. Il fit de courageux mais vains efforts pour rétablir son autorité, d'abord dans la province de *Peshaver*, puis dans le *Moultan*, et enfin dans le *Kashmir*. Il fut forcé de repasser l'Indus en 1810, et une seconde tentative en 1811 eut pour résultat de le faire tomber entre les mains du gouverneur d'*Attock* sur l'Indus. Celui-ci le livra bientôt à son frère, gouverneur de Kashmir, d'où, après des dangers et des souffrances inouis, il parvint à s'échapper en 1812, et vint de nouveau demander l'hospitalité à Randjît-Singh. S'il ne restait plus au roi fugitif ni armée, ni ressources politiques, il lui restait encore, et Randjît-Singh le savait, des pierres précieuses d'une immense valeur, et une entre autres, le *Koh-é-nour* (montagne de lumière), ce diamant merveilleux qu'aucun souverain n'était assez riche pour acheter, et que la conquête ou le pillage pouvaient seuls faire changer de maître! Du trésor de Golconde, il était passé au palais des empereurs mogols, du palais de Delhi à la tente de *Nader-Shah*, où, quand ce conquérant fut assassiné en 1747, Ahmed saisit le *Koh-é-nour* d'une main et la couronne de l'Afghanistan de l'autre. Randjît-Singh aspirait depuis long-temps à la possession du *Koh-é-nour;* après avoir offert sans succès un *djâghir* (fief) avec une place forte pour la cession du trésor qu'il convoitait, il eut recours aux menaces, puis aux traitemens les plus insultans et aux persécutions les plus incessantes. Les tourmens de la captivité, de la faim, de la soif, tout fut mis en usage, et si Randjît-Singh s'arrêta devant l'assassinat, on peut croire qu'il ne fut retenu que par l'incertitude où il était sur les moyens employés par le shah pour soustraire le diamant aux recherches, et par la crainte que sa proie ne lui échappât à la mort de sa victime. Le shah, vaincu par la persévérance de son bourreau, et craignant non-seulement pour sa vie, mais encore pour l'honneur

et la vie des *bégoms* (1), consentit enfin à remettre aux mains cupides du *mahabadja* le joyau si ardemment désiré. Mais Randjît-Singh n'était pas encore satisfait : il fit, peu de temps après, saisir par des femmes, dans l'intérieur des appartemens des *bégoms*, tous les objets précieux sur lesquels on put mettre la main, et examinant les paquets qui en furent faits et qui lui furent apportés, il s'appropria un grand nombre de bijoux, d'armes de prix, de tapis, etc. *Shah-Shoudjá* et sa famille furent ensuite relégués par ses ordres dans un obscur réduit où il leur fit éprouver toute sorte d'indignités, les accusant de menées hostiles à ses intérêts. En novembre 1814, les bégams, sous le costume de femmes hindoues, parvinrent à s'échapper et se réfugièrent à Loudiana, sur le territoire anglais. *Shah-Shoudjá* réussit à son tour à se soustraire, comme par miracle, à la surveillance de Randjît-Singh, et après avoir tenté, mais en vain, de pénétrer dans le Kashmir à la tête d'un corps de troupes qu'il était parvenu à lever dans les montagnes, vint rejoindre sa famille à Loudiana, en septembre 1816, et reçut une pension annuelle de 50,000 roupies du gouvernement anglais. *Shah-Zéman* fut admis plus tard à partager la retraite de son frère, et il lui fut alloué 24,000 roupies par an.

Cependant le gouvernement de l'Afghanistan reprenait quelque unité et quelque force sous l'administration vigoureuse de *Fatteh-Khan;* mais ce ministre, dont les hautes qualités et l'influence portaient ombrage à *Shah-Kamran*, fils de *Mahmoud*, ne jouit pas long-temps de sa fortune. Il fut égorgé, en 1818, en présence des deux princes et par leurs ordres, de la manière la plus barbare. *Shah-Kamran* lui avait fait arracher les yeux peu de temps auparavant. La mort de ce chef fut le signal d'une insurrection générale des *Barekzaïs*, et bientôt les frères de *Fatteh-Khan* se disputèrent les dépouilles des fils de *Timour*. *Azim-Khan*, l'aîné des frères, et gouverneur de Kashmir, s'était hâté de se rendre à Kaboul, et de se mettre à la tête de ce mouvement, son frère *Dost-Mohammed*, déjà en possession de Kaboul, lui ayant déféré le commandement dans ce moment de crise. *Azim-Khan*, blessé par quelques paroles offensantes ou quelque acte impolitique de *Shah-Shoudjá*, qu'il voulait d'abord replacer sur le trône, accepta les propositions du jeune prince *Ayoub* (un autre fils de Timour), qui se contentait du titre de

(1) *Bégom* ou *bégam*, princesse ou femme d'un haut rang chez les musulmans. Femme de *Bég*, chef ou seigneur, en moghol.

roi et s'engageait à lui en laisser la puissance. Mais dans ces temps difficiles, où des ambitions rivales éclataient de toutes parts, ce sceptre de parade était encore trop lourd pour la main d'*Ayoub*, qui, effrayé des scènes de violence dont il était témoin chaque jour, prit la fuite et alla demander à son tour un refuge à la cour de Lahore. Les différentes provinces de la monarchie passèrent sous la domination des chefs *Barekzaïs*, qui finirent, de guerre lasse, par s'entendre sur le partage. La seule province d'Hérat, où *Shah-Mahmoud* s'était réfugié avec son fils deux jours après le meurtre de *Fatteh-Khan*, pour échapper aux ressentimens des *Barekzaïs*, resta en possession d'un prince de la dynastie des *Douranies*. *Mahmoud*, qui s'était replacé sous la protection de la Perse, mourut en 1829. *Shah-Kamran* lui succéda comme souverain d'Hérat, mais la Perse continua à se considérer comme suzeraine de ce petit état (qui, par sa position géographique et ses antécédens historiques, appartient au *Khorassan*), et à en exiger le tribut. Le détail des luttes sanglantes dont l'Afghanistan et le haut Indus ont été le théâtre, à dater de cette époque jusqu'en 1828, serait ici superflu; deux faits importans dominent les autres : l'affermissement du pouvoir de *Dost-Mohammed-Khan* à *Kaboul*, l'affermissement et l'agrandissement du pouvoir de Randjît-Singh dans le Pandjab. Randjît-Singh avait su de bonne heure profiter des troubles de l'Afghanistan pour s'emparer successivement des diverses provinces sur la rive gauche de l'Indus; et ayant soumis, de 1819 à 1823, la principauté de *Peshaver* sur la rive droite, et le Kashmir, il s'ouvrait ainsi la route de Kaboul. Dès 1809, il avait eu soin de fortifier sa puissance de fraîche date par un traité d'alliance avec le gouvernement anglais, intéressé à la consolidation et à la durée de cette puissance. Mais à mesure que les empiétemens progressifs de Randjît-Singh le rapprochaient des territoires de Kaboul, la haine politique et religieuse des deux chefs ne pouvait qu'enfanter de nouveaux troubles et compromettre sans cesse l'avenir.

Examinons maintenant quelle était la situation politique de l'Afghanistan de 1823 à 1838.

Dost-Mohammed-Khan, Barekzaï, régnait à *Kaboul*. Trois autres frères de Fatteh-Khan étaient conjointement souverains de Kandahar et en mauvaise intelligence avec Dost-Mohammed. Un quatrième frère était gouverneur de Peshaver, mais tributaire de Randjît-Singh. D'autres chefs de cette famille avaient établi leur autorité à *Ghizni* et à *Djellalabad*, dans une dépendance plus ou moins contestée de Dost-Mohammed. Les *Amirs de Sindh*, anciens vassaux de la couronne de

Kaboul, avaient secoué le joug, sans rompre entièrement toutefois leurs relations avec *Shah-Shoudjá*, dont ils avaient même, à diverses reprises, secondé les tentatives malheureuses pour remonter sur le trône de ses pères. Les Amirs avaient conclu des traités d'alliance et de commerce avec le gouvernement anglais (1); le dernier datait de 1832, et stipulait, de la part de chacune des parties contractantes, le respect le plus inviolable pour les possessions de l'autre, de *génération en génération* (article 2 des traités). *Balk* était tombé dans la dépendance de *Bokhara*. Le *Moultán* et le *Kashmir* étaient, ainsi que *Peshaver*, au pouvoir de Randjît-Singh. Hérat enfin était, comme nous l'avons vu, le seul débris de la grande monarchie Douranie que possédât encore un prince de la famille royale des *Saddozaïs*, *Shâh-Kamran*.

De tous les chefs de la tribu des *Barekzaïs*, depuis la mort des deux aînés de cette famille, *Fatteh-Khan* et *Azim-Khan*, *Dost-Mohammed-Khan* paraît avoir été le seul homme de tête et le seul propre aux affaires de gouvernement, le seul surtout, tant à cause de ses talens militaires que de ses ressources, qui fût en état de résister aux envahissemens de Randjît-Singh. Il est probable qu'il aurait fini par ranger la plus grande partie de l'Afghanistan sous sa loi et fondé peut-être une monarchie durable, si les Anglais, par une inspiration *soudaine* de leur politique, n'eussent songé à faire prévaloir les droits si long-temps oubliés ou méconnus de leur hôte Shah-Shoudjâ au trône de Kaboul. Les frères de Dost-Mohammed n'avaient, au contraire, réussi à se faire remarquer, dans leur gouvernement de Kandahar, que par la persistance infatigable de leur cupidité et de leur tyrannie. Ils avaient ruiné le commerce et l'industrie, et réduit les populations à désirer le retour de leurs anciens maîtres, les *Saddozaïs*, originaires, comme tous les *Douranies*, de cette portion du pays où leur antique race est en grande vénération. Hérat n'était guère plus heureux sous la domination de *Shah-Kamran;* mais ce prince était le seul rejeton de la race royale autour duquel on pût se rallier sans intervention étrangère. Il manifestait, d'année en année, l'intention de marcher contre les Barekzaïs, et l'espoir de rentrer en possession de Kandahar, siége primitif du pouvoir de ses ancêtres. Hérat appelait de ses vœux le jour où l'ancienne capitale lui succéderait dans l'onéreuse distinction de servir de résidence ha-

(1) Le premier traité datait de 1809. Il y était stipulé que la *tribu* des Français (*the tribe of the French*) serait exclue de tout établissement dans le pays. Voyez *Auber's Rise et Progress of the British Power in India*, vol. II, pag. 460.

bituelle au souverain. Les chefs de Kandahar, de leur côté, menaçaient sans cesse Hérat d'une invasion prochaine.

Il est nécessaire d'ajouter un dernier trait à ce tableau. L'infortuné Shah-Shoudjâ, avec plus de persévérance que de jugement, au travers de mille dangers, d'humiliations, de fatigues et de misères de toute espèce, s'était efforcé, à diverses reprises, de ressaisir, aux mains des usurpateurs, les tronçons d'un sceptre brisé. Le gouvernement suprême des Indes anglaises avait assisté, avec son humanité impassible, au triste spectacle de cette longue agonie. La dernière tentative du royal exilé eut lieu, avec l'assentiment du gouverneur général, en 1833-34; elle faisait le sujet de toutes les conversations dans le haut Hindoustan, où nous nous trouvions à cette époque. Comme précédemment, le gouvernement anglais resta spectateur de la lutte, qui fut, cette fois, assez sérieuse et d'assez longue durée, mais qui se termina d'une manière aussi désastreuse que les expéditions antérieures. Il en eût été autrement sans doute, si les Anglais eussent pensé dès-lors avoir un intérêt réel ou immédiat au rétablissement de Shah-Shoudjâ sur le trône de l'Afghanistan. Un secours modéré en hommes (surtout en officiers) et en argent eût suffi, selon toute apparence, pour assurer son triomphe. Il est permis de penser, en voyant ce qui se passe aujourd'hui, qu'il eût été à la fois plus honorable pour le gouvernement anglais, et plus conforme à ses véritables intérêts, de soutenir franchement et activement, en 1834, la cause qu'il a épousée avec une sympathie si inattendue en 1838. Il en eût coûté peut-être bien des millions de moins à l'Angleterre, et son attitude politique eût été, selon nous, plus forte encore et surtout plus digne qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cette occasion fut manquée. Shah-Shoudjâ rentra à Loudiana, au mois de mars 1835, avec une centaine d'hommes, débris de la petite armée qu'il avait conduite jusque sous les murs de Kandahar. Les Amirs de Sindh l'avaient aidé dans cette expédition aventureuse; ils le secoururent dans sa retraite précipitée, et lui facilitèrent les moyens de regagner le territoire de la compagnie, où il fut accueilli par le reproche que lui fit la presse anglaise d'avoir survécu à sa défaite (1).

Tel était donc l'état des choses, quand le roi de Perse résolut de châtier un vassal insolent qui, depuis plusieurs années, pillait et ravageait les territoires du Khorassan et du Seistan avec impunité, marcha en personne contre Shah-Kamran, et mit le siége devant

(1) *Gazette de Delhi*, 1er avril 1835.

Hérat. Les motifs ne manquaient pas sans doute pour entreprendre cette expédition ; les deux ministres anglais qui se sont succédés à la cour de Perse, M. Ellis et M. Mac-Neill (depuis sir John Mac-Neill), avaient été forcés d'admettre la légitimité de ces motifs. M. Ellis, dans son rapport du 17 avril 1836, s'exprimait ainsi : « J'ai eu une audience du shah aujourd'hui ; sa majesté m'a fait observer que, comme roi et musulman, les plus fortes raisons lui faisaient un devoir de marcher sur le Khorassan ; que Kamran-*Mirza* (c'est ainsi que les autorités persanes affectaient de le désigner), et les Afghans sous ses ordres avaient enlevé douze mille sujets persans qu'ils avaient vendus comme esclaves, et avaient forcé le chef de Khaïn, également sujet de sa majesté, de payer tribut à Kamran, etc. » M. Ellis avait déjà reconnu auparavant que le prince Kamran avait manqué aux engagemens pris envers la Perse, et dont les principales stipulations étaient de raser le fort de Ghorian, de renvoyer certaines familles en Perse, et de payer dix mille tomans au roi. « Le shah, disait M. Ellis, est conséquemment en droit d'exiger satisfaction par la force des armes, et, dans ces circonstances, quand bien même le gouvernement anglais ne serait pas lié par l'article 9 du traité existant (1), qui lui interdit toute intervention entre les Persans et les Afghans, il paraîtrait difficile de s'opposer à une attaque contre Hérat, ou de définir la limite exacte où devrait s'arrêter cette opposition. » M. Mac-Neill, qui succède à M. Ellis, reconnaît plus clairement encore, dans sa dépêche à lord Palmerston du 24 février 1837, les justes motifs qu'a la Perse de déclarer la guerre au prince Kamran :

« Mettant de côté les prétentions de la Perse à la souveraineté d'Hérat, et considérant la question comme élevée entre deux souverains indépendans, *je suis porté à croire qu'on trouverait que c'est le gouvernement d'Hérat qui a été l'agresseur.* A la mort d'Abas-Mirza, quand le shah actuel revint de son expédition infructueuse contre Hérat, des négociations s'ouvrirent, et le résultat fut la conclusion d'une convention qui fit cesser les hostilités et marqua les limites des territoires respectifs. De cette époque jusqu'au moment actuel, la Perse n'a commis aucun acte d'hostilité contre les Afghans ; mais, à la mort du dernier shah, le gouvernement d'Hérat fit des incursions sur le territoire persan de concert avec les Turkomans et les Ha-

(1) L'article 9 du traité de la Perse (25 novembre 1814) est conçu ainsi qu'il suit : « En cas de guerre entre les Afghans et les Persans, le gouvernement anglais n'interviendra auprès d'aucune des parties, à moins que sa médiation n'ait été sollicitée par toutes deux dans le but d'amener la paix. »

zarehs, pilla et captura les sujets de la Perse pour les vendre en esclavage. Les Afghans d'Hérat ont continué ce système de guerre et de rapine sans intermission depuis cette époque, et la Perse n'a répondu à ces actes d'agression par aucune mesure hostile, à moins qu'on ne considère comme telle la déclaration publique de son intention d'attaquer Hérat. Dans ces circonstances, *il ne saurait, je pense, exister de doute quant à la justice de la guerre que le shah veut entreprendre;* et, bien que la prise d'Hérat par la Perse fût certainement *un grand mal*, nous ne devrons pas nous étonner que le shah, sans égards pour nos remontrances, maintienne le droit qu'il a sans doute de faire la guerre à un ennemi qui l'a poussé à bout, et qu'il peut se regarder comme obligé, par son devoir envers ses sujets, de punir ou même de déposséder entièrement. »

Rien ne saurait être plus concluant, ce nous semble, que ces aveux de M. Mac-Neill. Mais nous ne sommes pas au bout. A tous les sujets de plaintes énumérés par la cour de Perse, vinrent s'ajouter les réponses hautaines de Kamran aux propositions qui lui furent faites à la fin de 1836, d'après le désir et par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais. Enfin, et comme dernière insulte, Kamran, se dégageant ouvertement de toute dépendance envers la Perse (dont la suzeraineté sur cette partie de l'Afghanistan était établie et *reconnue depuis long-temps par les chefs afghans eux-mêmes* (1), prit le titre de *shah* (2) et la haute désignation de *kéblé alem* (père du monde). Des négociations furent renouvelées l'année suivante sans succès, et, en juillet 1837, le shah se mit à la tête d'une nouvelle expédition contre Hérat. Le siége traîna en longueur. Un officier d'artillerie anglais, le lieutenant Pottinger, « voyageant dans l'Afghanistan par ordre du gouverneur-général de l'Inde (3), » et arrivé à Hérat en octobre, dirigeait la défense de la place. M. Mac-Neill offrit de nouveau sa médiation pour la conclusion d'un traité, et, pour donner plus de poids à ses démarches, il se rendit au camp en mars 1838. L'ambassadeur russe l'y suivit. Les dépêches du gouverneur-général de l'Inde, et les instructions du cabinet de Saint-James, faisaient un

(1) Les chefs de Kandahar et celui de Kaboul. Bien plus : le ministre persan, dans sa réponse à l'une des lettres de M. Mac-Neill, affirme que le prince Kamran avait reçu l'investiture de la principauté d'Hérat à Tehran même, où il était venu faire sa soumission au feu roi, et que le fait est de notoriété publique, ce qui n'est en aucune manière démenti par M. Mac-Neill.

(2) C'est-à-dire qu'il se fit appeler Kamran-*Shah* au lieu de Shah-Kamran.

(3) Correspondance de M. Mac-Neill.

devoir à M. Mac-Neill de s'opposer par tous les moyens possibles à ce que la Perse donnât suite à ses projets de vengeance contre le souverain d'Hérat. La question d'Hérat devenait, aux yeux du gouvernement anglais, la question de l'Afghanistan; et depuis que la réception favorable, faite à un envoyé russe par le chef de Kaboul, était connue, et que la mission russe à la cour de Perse avait rejoint le camp royal devant Hérat, et donné ses conseils pour la direction des opérations du siége, il fallait, à tout prix, empêcher que la ruine de Kamran ne se consommât. Aussi M. Mac-Neill assiégeait-il régulièrement à son tour de ses demandes, de ses plaintes, de ses menaces, le monarque persan et son conseil, et il n'eut de repos ni de cesse qu'il ne les eût poussés à bout et forcés, pour ainsi dire, de penser à se jeter entièrement dans les bras de la Russie. M. Mac-Neill avait pénétré lui-même dans Hérat, le 19 avril, pendant un armistice, avec le consentement du shah, et après une longue conférence avec le vizir du prince Kamran, Yar-Mahommed-Khan, qu'il appelle « l'un des hommes les plus remarquables de son temps et de son pays, » il avait rapporté le projet d'un traité qui contenait toutes les concessions demandées par la Perse, sauf le point de la suzeraineté. Le shah n'avait pas voulu, cette fois plus que les autres, céder sur un point qu'il considérait comme la base de tous ses droits. De là nouvelles persécutions de la part de M. Mac-Neill, nouvelles résistances, pleines d'égards et de mesure, du cabinet persan. Nous croyons inutile de nous arrêter sur les détails de ces négociations, et de suivre les négociateurs anglais ou russes sous leurs tentes. La correspondance publiée des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg a fait connaître le résultat de la lutte diplomatique qui s'était engagée entre les représentans des deux grandes puissances dans l'extrême Orient. Des explications données il semblerait résulter que la Russie n'a songé qu'à établir des relations avantageuses pour son commerce. L'Angleterre, de son côté, ne demandait qu'à placer des sentinelles de *son choix* sur la rive droite de l'Indus, afin que les intérêts de *son* commerce et la sûreté de ses frontières fussent respectés. Nous n'examinerons pas, en ce moment, quel a été le *caractère* des moyens employés; nous admettons que tel était, en effet, le but qu'on se proposait d'atteindre de part et d'autre. Nous acceptons en conséquence les déclarations de l'Angleterre et de la Russie comme l'expression provisoire de leurs intentions, mais (surtout en ce qui concerne la Russie) comme *réservant l'avenir*. Nous aurons d'ailleurs occasion de traiter plus tard des intérêts réels et des vues

de la Russie dans la haute Asie. Nous nous bornerons, pour terminer cette partie de notre exposé historique, à résumer en peu de mots les faits de quelque importance relatifs au siége d'Hérat depuis le mois d'avril 1838.

Au mois de mai, M. Mac-Neill spécifie, par ordre de son gouvernement, les motifs de plaintes que le cabinet anglais croit avoir contre le gouvernement persan, et, au commencement du mois de juin, les concessions faites par ce dernier gouvernement ne paraissant pas suffisantes, M. Mac-Neill annonce sa détermination de quitter la Perse, et se met presque immédiatement en marche vers les frontières de la Turquie. De Tehran, il envoie, le 30 juillet, sur de nouvelles instructions, son *dernier* ultimatum au shah de Perse, par le colonel Stoddart. Dans l'intervalle (20 juin), une expédition anglaise débarque à l'île de Kharak, dans le golfe Persique, et s'en empare. Le shah donne l'assaut à la citadelle d'Hérat le 23 juin, et est repoussé avec une perte immense. Il n'en est pas moins résolu de continuer le siége; mais la nouvelle de la prise de Kharak et la réception de la lettre menaçante de sir J. Mac-Neill le déterminent enfin, le 9 septembre, à abandonner ses projets et à lever le siége. Dans une proclamation à son peuple, le shah n'hésite pas à assigner pour cause de cette détermination soudaine la conduite de l'Angleterre, qui, *méconnaissant les traités encore en vigueur, le menace d'une guerre immédiate, et, comme manifestation de ces sentimens hostiles, a déjà envoyé une expédition armée dans le golfe Persique!* Cette expédition n'était, en effet, que le prélude d'opérations plus importantes et plus décisives. Le gouverneur-général de l'Inde avait résolu d'assurer par la voie des armes le triomphe de l'influence anglaise dans l'Afghanistan.

Comme la déclaration du gouverneur-général, au moment où l'armée se préparait à entrer en campagne, contient une exposition, faite de main de maître, de l'état des relations de son gouvernement avec les princes du nord-ouest de l'Inde, et comme, d'ailleurs, elle récapitule avec beaucoup de force et de clarté les motifs politiques qui ont, selon lord Auckland, *nécessité* l'expédition de l'Afghanistan, nous ne pouvons mieux faire que de donner ici une traduction complète de ce manifeste et de la déclaration non moins remarquable dont il a été suivi, lorsque le gouverneur-général a appris la retraite des troupes persanes devant Hérat. Le premier de ces documens porte la date du 1er octobre 1838. En voici la teneur :

« Le très honorable gouverneur-général de l'Inde ayant, avec le

concours du conseil suprême, ordonné le rassemblement d'un corps de troupes destiné à servir au-delà de l'Indus, sa seigneurie juge à propos de publier l'exposé suivant des motifs qui ont conduit à l'adoption de cette importante mesure.

« Il est de notoriété publique que les traités conclus par le gouvernement britannique en l'année 1832 avec les Amirs de Sindh, le navâb de Bhavalpour et le maharadja Randjît-Singh, *avaient pour objet, en ouvrant la navigation de l'Indus, de faciliter l'extension du commerce, et d'assurer à la nation anglaise, dans l'Asie centrale, cette influence légitime qu'un échange d'avantages devait naturellement produire.*

« Dans l'intention d'inviter les gouvernemens DE FAIT de l'Afghanistan à adopter les mesures nécessaires pour donner un entier effet à ces traités, le capitaine Burnes fut député, vers la fin de l'année 1836, en mission près de Dost-Mohammed-Khan, chef de Kaboul. L'objet de la mission de cet officier était, dans l'origine, d'une nature purement commerciale; toutefois, tandis que le capitaine Burnes était en route pour Kaboul, le gouverneur-général reçut avis que les troupes de Dost-Mohammed-Khan avaient soudainement, et sans provocation, attaqué celles de notre ancien allié, le maharadja Randjît-Singh. Il était naturel d'appréhender que son altesse le maharadja ne tarderait pas à se venger de cette agression, et on devait craindre que, la guerre une fois allumée dans les pays où nous cherchions à étendre notre commerce, *les intentions pacifiques et bienfaisantes du gouvernement anglais ne fussent entièrement paralysées. Dans le but d'échapper à une telle calamité*, le gouverneur-général résolut d'autoriser le capitaine Burnes à intimer à Dost-Mohammed-Khan que, dans le cas où il se montrerait disposé à un arrangement juste et raisonnable avec le maharadja, sa seigneurie emploierait ses bons offices auprès de son altesse pour le rétablissement de la bonne harmonie entre les deux états. Le maharadja, avec cette confiance caractéristique qu'il n'a cessé de placer dans la bonne foi et l'amitié de la nation anglaise, consentit immédiatement aux propositions du gouverneur-général, et à suspendre provisoirement toute hostilité de son côté.

« Il vint subséquemment à la connaissance du gouverneur-général qu'une armée persane assiégeait Hérat, *que d'actives intrigues se poursuivaient dans l'Afghanistan, dans le but d'étendre l'influence et l'autorité de la Perse jusqu'aux bords de l'Indus et même au-delà*, et que la cour de Perse avait nonseulement commencé une série

d'injures et d'insultes envers les officiers de la mission de sa majesté britannique à la cour de Perse, mais encore donné des preuves de ses desseins, entièrement opposés aux principes et à l'objet de son alliance avec la Grande-Bretagne.

« Après un long temps passé par le capitaine Burnes en vaines négociations à Kaboul, il devint évident que Dost-Mohammed-Khan, comptant surtout sur les encouragemens et l'assistance de la Perse, persistait à avancer les prétentions les plus déraisonnables par rapport à ses différends avec les Sikhs, prétentions telles que le gouverneur-général ne pouvait, sans déroger à la justice et à ce qu'il devait à l'amitié de Randjît-Singh, consentir à les soumettre à la considération de son altesse. Il fallait reconnaître également que Dost-Mohammed-Khan affichait des plans d'agrandissement et d'ambition nuisibles à la sécurité et à la paix de nos frontières, et qu'il menaçait ouvertement de faire concourir à l'exécution de ces plans toute assistance étrangère dont il pourrait disposer. Enfin il donnait hautement son appui aux desseins de la Perse sur l'Afghanistan, quoique parfaitement instruit du caractère hostile de ces desseins en ce qui touchait à la puissance anglaise dans l'Inde; et, par son mépris absolu pour les vues et les intérêts du gouvernement anglais, il obligea le capitaine Burnes à quitter Kaboul sans avoir rempli aucun des objets de sa mission.

« Il devenait évident dès-lors que le gouvernement anglais ne pouvait exercer aucune influence ultérieure pour rétablir la bonne intelligence entre le souverain sikh et Dost-Mohammed-Khan, et la politique hostile de ce dernier chef montrait trop clairement qu'aussi long-temps que Caboul resterait sous sa loi, nous ne pourrions espérer de maintenir aucune tranquillité dans notre voisinage, ou que les intérêts de notre empire dans l'Inde pussent se conserver intacts.

« Le gouverneur-général juge nécessaire de revenir ici sur le siége d'Hérat et la conduite de la nation persane. Le siége de cette ville par l'armée persane continuait depuis plusieurs mois. Cette attaque sur Hérat avait un caractère de cruauté que rien ne pouvait justifier; elle avait été commencée et continuée nonobstant les remontrances solennelles et réitérées de l'envoyé anglais à la cour de Perse, et après que toutes les offres d'arrangement justes et raisonnables eurent été faites et rejetées. Les assiégés s'étaient conduits avec une bravoure et une énergie dignes de la justice de leur cause, et le gouverneur-général se plaît à espérer encore que leur héroïsme maintiendra la lutte *jusqu'à l'arrivée des secours que l'Inde anglaise leur*

envoie. Cependant les desseins ultérieurs de la Perse, en tant qu'ils pouvaient affecter les intérêts du gouvernement anglais, se sont manifestés de plus en plus ouvertement par la succession des évènemens. Le gouverneur-général a récemment acquis la certitude, par une dépêche officielle de M. Mac-Neill, envoyé de sa majesté, que son excellence a été obligée, par le refus d'obtempérer à ses justes demandes et par un manque systématique d'égards et de respect envers lui, de quitter la cour du shah et de déclarer publiquement que toute communication avait cessé entre les deux gouvernemens. *La nécessité où se trouve placée la Grande-Bretagne de regarder la marche des armées persanes dans l'Afghanistan comme un acte d'hostilité envers elle, a été également communiquée au shah d'une manière officielle, d'après les ordres exprès du gouvernement de sa majesté.*

« Les chefs du Kandahar (frères de Dost-Mohammed-Khan de Kaboul) ont avoué leur adhésion à la politique de la Perse, ainsi que la pleine et entière connaissance que cette politique était en opposition avec les droits et les intérêts de la nation anglaise dans l'Inde, et ils ont donné ouvertement leur concours aux opérations dirigées contre Hérat.

« *Dans l'état critique des affaires, depuis le départ de notre envoyé de Kaboul, le gouverneur-général a senti de quelle importance il était de prendre des mesures immédiates pour arrêter les progrès rapides de l'influence étrangère et de l'agression qui menaçait notre propre territoire.*

« *L'attention du gouverneur-général a été naturellement appelée, dans cette conjoncture, sur la position et les droits de shah Shoudjâ-Oul-Moulk*, qui, tant qu'il avait eu le pouvoir entre les mains, avait cordialement accédé aux mesures de résistance combinée que le gouvernement anglais avait jugé nécessaire d'adopter à cette époque contre les ennemis du dehors, et qui, lors de l'usurpation de son empire par les chefs actuels, avait trouvé dans nos domaines un honorable asile.

« Il avait été clairement établi, d'après les renseignemens fournis par divers officiers qui avaient visité l'Afghanistan, que les chefs Barekzaïs, par suite de leur désunion et de leur impopularité, ne pouvaient devenir, dans aucune circonstance, d'utiles alliés à notre gouvernement, ou nous aider dans les mesures justes et nécessaires qu'exigeait la défense de nos intérêts nationaux. Néanmoins, aussi long-temps que ces chefs s'abstinrent d'actes nuisibles à nos intérêts et à notre sécurité, le gouvernement anglais reconnut et respecta

leur autorité. Mais une politique différente paraissait plus que justifiée aujourd'hui par la conduite de ces chefs, et indispensable pour notre salut. Le bien-être de nos possessions dans l'Orient exige que nous ayons sur notre frontière de l'ouest un allié intéressé à s'opposer à l'agression et à maintenir la tranquillité, au lieu de chefs toujours disposés à servir les vues d'un pouvoir hostile et à favoriser ses plans de conquête et d'agrandissement.

« Après de sérieuses et mûres délibérations, le gouverneur-général s'était *convaincu qu'une nécessité pressante, aussi bien que les principes de la politique et de la justice, nous autorisait à épouser la cause de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk*, dont la popularité, dans toute l'étendue de l'Afghanistan, avait été établie aux yeux de sa seigneurie par le témoignage aussi fort qu'unanime des meilleures autorités. Une fois arrivé à cette détermination, le gouverneur-général était également d'avis qu'il était juste et convenable, non moins à cause de la position du maharadja Randjît-Singh qu'en conséquence de son inébranlable amitié envers le gouvernement anglais, d'offrir à son altesse de prendre part aux opérations projetées. M. Macnaghten fut, en conséquence, député, en juin dernier, à la cour de son altesse, et le résultat de sa mission a été la conclusion d'un triple traité entre le gouvernement anglais, le maharadja et Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, traité qui garantit à son altesse ses possessions actuelles, et par lequel elle s'engage à coopérer au rétablissement du shah sur le trône de ses ancêtres. Les amis et ennemis de l'une quelconque des parties contractantes seront considérés comme amis ou ennemis des trois. Plusieurs points discutés entre le gouvernement anglais et son altesse le maharadja ont été réglés de manière à montrer aux états environnans l'identité de ses intérêts avec ceux de l'honorable compagnie. *On offrira aux Amirs de Sindh une indépendance garantie à des conditions favorables, et la possession d'Hérat par son souverain actuel sera respectée dans toute son intégrité*, en même temps que des mesures déjà prises ou en cours d'exécution auront pour résultat, on peut raisonnablement l'espérer, d'encourager la liberté générale et la sécurité du commerce. Le nom et la juste influence du gouvernement anglais se feront connaître d'une manière convenable parmi les nations de l'Asie centrale; la tranquillité sera rétablie sur la frontière la plus importante de l'Inde, *et nous élèverons une barrière durable contre les intrigues et les empiétemens de nos ennemis.*

« Sa majesté Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk entrera dans l'Afghanistan,

entouré de ses propres troupes et soutenu, par une armée anglaise, *contre toute intervention étrangère et toute opposition factieuse.* Le gouverneur-général espère avec confiance que le shah sera promptement replacé sur son trône par ses propres sujets et ses amis, et, une fois son pouvoir affermi et l'intégrité et l'indépendance de l'Afghanistan bien établies, l'armée anglaise sera rappelée. *Le gouverneur-général a été conduit à l'adoption de ces mesures par le sentiment du devoir qui lui est imposé de veiller à la sûreté de la couronne d'Angleterre' mais il est heureux de penser qu'en remplissant ce devoir, il aura pu contribuer à rétablir l'union et la prospérité des peuples de l'Afghanistan.* Dans le cours des opérations qui se préparent, l'influence anglaise sera soigneusement dirigée vers l'exécution des mesures d'un intérêt général; elle s'attachera à apaiser les différends, assurer l'oubli des injures, et mettre un terme aux dissensions dont le bien-être et la prospérité du peuple afghan ont souffert depuis tant d'années. Elle s'emploiera à assurer un traitement honorable et libéral, même à ces chefs dont les actes hostiles ont justement offensé le gouvernement anglais, s'ils savent se soumettre à temps et cesser toute opposition aux mesures qui peuvent être jugées les plus convenables pour l'avantage général de leur pays.

« Par ordre du très honorable gouverneur-général de l'Inde,

W. H. Macnaghten,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur-général. »

A la suite de cette déclaration remarquable, on trouve la nomination de M. Macnaghten comme envoyé et ministre du gouvernement suprême à la cour de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, et celles de divers officiers, destinés à servir, comme agens politiques, sous ses ordres. En apprenant la retraite des troupes persanes employées au siége d'Hérat, le gouverneur-général publia la déclaration suivante :

« Le très honorable gouverneur-général de l'Inde juge à propos de publier l'extrait ci-joint d'une lettre du lieutenant-colonel Stoddart, datée d'Hérat, le 10 septembre 1838, et adressée au secrétaire du gouvernement de l'Inde :

« Par ordre de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de sa majesté britannique, et envoyé de l'honorable compagnie des Indes orientales à la cour de Perse, j'ai l'honneur de vous informer, pour que cela soit porté à la connaissance du très honorable gouverneur-général de l'Inde en conseil, que sa majesté le shah de Perse

a levé hier le siége de cette ville et commencé son mouvement rétrograde vers ses propres états. Toutes les troupes ont campé à *Sang-bust*, à environ quatre lieues d'ici. Sa majesté se rend sans délai à *Tehran* par *Tourbat*, *Shekhi-Jaum* et *Meshed*.

« Ce mouvement a eu lieu par suite de l'acquiescement de sa majesté aux demandes du gouvernement anglais, que j'avais eu l'honneur de lui remettre le 12 août, et auxquelles sa majesté a *accédé en entier* le 14.

« *Sa majesté Shah-Kamran*, son vizir Yar-Mahommed-Khan et la ville entière reconnaissent pleinement la sincérité de l'amitié du gouvernement anglais, et M. Pottinger et moi-même, nous partageons leur gratitude envers la Providence pour l'heureux évènement que j'ai l'honneur de vous annoncer.

« En publiant ces importantes nouvelles, le gouverneur-général croit convenable de déclarer aussi que, tout en pensant que le gouvernement de l'Inde et ses alliés doivent se féliciter à bon droit de l'abandon par le shah de Perse de ses desseins hostiles contre Hérat, il n'en continuera pas moins à poursuivre avec vigueur l'exécution des mesures qui ont été annoncées, *dans le but de substituer une domination amie à un pouvoir hostile dans les provinces orientales de l'Afghanistan*, et d'établir une barrière permanente contre tout plan d'agression qui pourrait menacer notre frontière au nord-ouest.

« Le très honorable gouverneur-général juge à propos de nommer le lieutenant Eldred Pottinger (du corps de l'artillerie de Bombay), agent politique à Hérat, sous les ordres de l'envoyé et ministre à la cour de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk. Cette nomination doit dater du 9 septembre dernier, jour où le shah de Perse a levé le siége d'Hérat.

« En nommant le lieutenant Pottinger au poste désigné ci-dessus, le gouverneur-général se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'applaudir hautement, comme il le doit, aux services signalés de cet officier, qui, pendant le long siége d'Hérat, et dans des circonstances particulièrement dangereuses et difficiles, a, par son courage, son habileté et son jugement, soutenu honorablement la renommée et les intérêts de son pays.

« Par ordre du très honorable gouverneur-général de l'Inde,

« W. H. MACNAGHTEN,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur-général. »

A la lecture de ces importans documens, les réflexions se présentent en foule. Les principes de libéralité, d'humanité, de justice,

invoqués dans cette circonstance pour motiver les actes du gouvernement anglais, paraissent, il faut en convenir, en contradiction avec ces actes eux-mêmes. L'application insolemment capricieuse de ces principes est ici par trop manifeste, surtout en ce qui touche *les droits* de Shah-Shoudjâ, et la conduite si *cruelle*, selon le gouverneur-général, de la Perse envers le prince d'Hérat. La presse libérale dans l'Inde et en Angleterre n'a pas épargné lord Auckland à cet égard. Le blâme, le sarcasme, sinon l'injure, lui ont été prodigués. On a condamné la résolution prise de replacer Shah-Shoudjâ sur le trône; on a critiqué ensuite les moyens d'exécution de cette grande mesure; on ne manquera pas de se plaindre des résultats. Chez nos voisins, rien de tout cela ne doit étonner, et il se passe bien, de temps à autre, quelque chose d'analogue chez nous; mais, à examiner de près cette grande affaire d'Orient, il nous semble que la gloire et les intérêts de l'Angleterre n'ont pas eu à souffrir de la détermination prise par lord Auckland, et si le langage du gouverneur-général, dans le manifeste que nous venons de lire, manque un peu de franchise dans les détails, il ne manque certainement, au total, ni de dignité, ni de force. Nous irons plus loin, et nous ne craindrons pas de dire que jamais homme dont les résolutions devaient influencer les destinées d'un grand empire, n'a pris son parti plus à propos et avec plus de vigueur, n'a avoué plus hautement et plus distinctement ses amitiés ou ses haines politiques, et proclamé enfin avec plus d'indépendance ses motifs et son but.

Au moment où lord Auckland annonçait ainsi la chute prochaine des princes Barekzaïs et la restauration du shah de Kaboul, les immenses préparatifs de l'expédition s'achevaient entre la Djamna et le Sutledje. Tous les corps destinés à former l'*armée de l'Indus* avaient été portés au grand complet. Le rendez-vous indiqué pour les troupes du Bengale était à la station de Karnaul, au nord de Delhi, et de là elles devaient marcher sur Firozepour, aux bords du Sutledje, et s'y concentrer. Le corps d'armée du Bengale se composait dans l'origine de cinq brigades d'infanterie, de trois régimens chacune, partagées en deux divisions; d'une brigade de cavalerie et d'une d'artillerie; en tout 15,000 hommes environ, dont trois mille Européens. Des arrangemens subséquens le réduisirent à 12,000 hommes.

Le corps d'armée levé pour le service particulier de Shah-Shoudjâ, dans le nord, s'était formé à Loudiana et se composait de 2,000 hommes de cavalerie, 4,000 hommes d'infanterie et une compagnie d'artillerie à cheval: en tout environ 6,000 hommes commandés par des

officiers anglais. En même temps, à Bombay, s'organisait le corps d'armée auxiliaire destiné à occuper le Sindh et à marcher ensuite sur Kandahar, après avoir opéré sa jonction avec les troupes du Bengale. Bombay fournissait pour son contingent deux brigades d'infanterie, une de cavalerie, une d'artillerie, offrant un effectif d'à peu près 6,000 hommes, dont 2,500 à 3,000 Européens. Le gouverneur-général, de Simla où il s'était établi depuis long-temps, surveillait tous les mouvemens de troupes et dirigeait les opérations des nombreux agens politiques qu'il avait expédiés de toutes parts. Une entrevue se préparait entre le représentant du léopard britannique et le *lion du Pandjab*. Le capitaine (depuis major et bientôt lieutenant-colonel honoraire) Wade, agent politique à Loudiana, présidait à tous les arrangemens préliminaires. Un ordre du gouverneur-général, sous la date du 11 octobre, avait désigné cet officier pour rejoindre, en temps utile, l'armée du maharadja Randjît-Singh à Peshaver, et l'avait chargé, d'après les instructions qui lui seraient données, de la surintendance des affaires du gouvernement anglais, en tout ce qui aurait rapport aux états et aux troupes de son altesse. Il devait être assisté à Peshaver de plusieurs officiers, parmi lesquels se trouvait un lieutenant Mackeson, *agent anglais pour la navigation de l'Indus*. Le célèbre voyageur, sir Alexandre Burnes (1), que son activité, son intelligence, sa persévérance infatigable et sa connaissance des intérêts politiques et commerciaux à l'ouest de l'Indus avaient signalé depuis long-temps comme le guide et l'avant-garde intellectuelle, en quelque sorte, de l'expédition, s'occupait sans relâche des moyens d'aplanir les difficultés que l'armée pouvait s'attendre à rencontrer sur sa route. La plus grande activité, le zèle le plus animé, l'accord le plus parfait, se montraient dans toutes les branches du service. Des approvisionnemens considérables avaient été faits sur plusieurs points, des marchés conclus pour les besoins à venir, des convois organisés; l'armée allait se concentrer à Firozepour, pour y passer la revue du gouverneur-général et *du souverain du Pandjab*, le seul chef redoutable que le gouvernement de l'Inde comptât parmi ses alliés, et auquel, ainsi qu'à tous les siens, il importait de donner à la fois l'idée la plus imposante des forces militaires dont ce gouvernement pouvait disposer, et un témoignage éclatant d'estime politique et de confiance.

Le général commandant en chef, qui était venu rejoindre le gou-

(1) Nommé chevalier par la reine et lieutenant-colonel honoraire.

verneur-général à Simla, publia, le 22 octobre, un ordre du jour qui semblait indiquer qu'il n'avait pas encore une parfaite confiance dans ses troupes, sous le rapport de la discipline, et qui causa d'abord quelque mécontentement dans l'armée. Cependant les officiers, jeunes et vieux, n'en burent pas moins à la santé de sir Henry Fane, et en général l'ardeur et l'enthousiasme des troupes, soit européennes, soit indiennes, se manifestèrent partout et en toute occasion de la manière la plus flatteuse pour leurs chefs, par des acclamations, par des chants, pendant la marche au rendez-vous général à Firozepour, en un mot par les explosions de la joie la plus bruyante.

Le gouverneur-général et le commandant en chef étaient à Firozepour dès le 27 novembre. Il paraîtrait qu'à cette époque le gouverneur-général avait déjà reçu avis de la levée du siége d'Hérat par l'armée persane. D'un autre côté, la santé de Randjît-Singh, depuis long-temps affaiblie par des excès de tout genre, donnait lieu de penser que dans quelques mois, dans quelques semaines peut-être, le maharadja aurait cessé de vivre; et bien que déjà, dans plus d'une circonstance, il eût trompé les prévisions des médecins, des renseignemens positifs ne permettaient guère de douter, cette fois, que le terme fatal de cette longue carrière d'ambition et d'iniquités n'approchât en effet (1). Aux précautions prises de longue main pour que la tranquillité du Pandjab ne fût pas troublée à la mort de son chef, il paraissait prudent d'en ajouter de nouvelles. C'est à ces divers motifs qu'il nous semble naturel d'attribuer les dispositions suivantes de l'ordre du jour du 27 novembre : « Les circonstances ont tellement changé dans les pays à l'ouest de l'Indus depuis le rassemblement de l'armée destinée à entrer en campagne, que le très honorable gouverneur-général ne juge pas nécessaire de faire marcher toutes les troupes dont une partie suffira pour remplir le but de l'expédition. En conséquence, d'après les instructions de sa seigneurie, toute la cavalerie, une compagnie d'artillerie à cheval, une batterie de campagne, l'artillerie de siége, les sapeurs et mineurs et trois brigades d'infanterie, se mettront en marche. Le reste des troupes attendra des ordres à Firozepour. La tête de la colonne commencera son mouvement aussitôt que l'armée aura été passée en revue par le gouverneur-général et le maharadja Randjît-Singh. »

La première entrevue de lord Auckland et de Randjît-Singh eut

(1) Randjît-Singh est mort, en effet, le 27 juin dernier, sept mois environ après la visite du gouverneur-général, léguant le *Koh-é-nour* au temple hindou de *Djaggarnât*. Il avait soixante ans.

lieu le 29, et, à dater de ce jour, pendant plus d'un mois, ce ne fut qu'échange de politesses, de cadeaux, de protestations affectueuses, entre les deux grands personnages, soit à Firozepour, soit à Lahore, où le gouverneur-général accompagna son royal *ami* peu de temps après la grande revue qui avait eu lieu le 3 décembre. Ainsi Randjît-Singh s'était trouvé deux fois, dans l'espace de sept ans, assis sur un même éléphant ou à la même table avec le vice-roi des Indes anglaises, passant en revue les troupes de ses alliés et faisant défiler devant eux les siennes, organisées et disciplinées par des officiers français. Toutefois cette dernière entrevue avait un caractère politique et militaire plus marqué que la rencontre de lord William Bentinck avec le souverain sikh, au mois d'octobre 1831 (1).

Enfin tous ces préparatifs et ces préliminaires, indispensables à l'exécution du traité passé entre les hautes parties contractantes, étant terminés, l'armée commença sa marche le 10 décembre. Le 22 du même mois, le corps d'armée de Bombay débarquait aux bouches de l'Indus, et marchait sur Hyderabâd, en même temps qu'une expédition destinée à occuper Aden faisait voile de Bombay. Un vaisseau de soixante-quatorze, le *Wellesley*, avait démoli, le 2 février, le petit fort de *Manhara*, situé vers l'embouchure la plus occidentale de l'Indus, et débarqué des troupes qui avaient occupé ce fort et la ville voisine de *Karatchi* le jour suivant. La nouvelle de la prise de Karatchi accéléra la soumission des Amirs. Le corps d'armée du Bengale passa l'Indus à Bâkker pendant les journées des 14, 15, 16 et 17 février, sur un pont de bateaux jeté par les soins du capitaine Thomson, commandant l'arme du génie, aux sons de la musique de trois régimens. C'était la première fois qu'un corps de troupes régulières et disciplinées à l'européenne passait ce fleuve fameux, que les préjugés des Hindous leur font considérer comme impur.

(1) Cette entrevue de lord William avec Randjît-Singh avait eu lieu à Rouper, petit bourg situé sur les bords du Sutledje, à une distance, sur la droite, à peu près moitié de celle à laquelle Firozepour se trouve de Loudiana sur la gauche.

Dans cette circonstance, Randjît-Singh, malgré le voisinage du roi exilé et alors *oublié*, Shah-Shoudjâ, n'avait pas hésité à faire parade du *Koh-é-nour*, que lord et lady William et les personnes de leur suite avaient pu se passer de main en main et admirer à leur aise. Cette fois, mieux avisé, quoique les sœurs de lord Auckland et plusieurs autres dames prissent part aux fêtes brillantes qui s'échangeaient entre les Anglais et les Sikhs, le maharadja aura paru peut-être plus désireux de montrer ses troupes que ses diamans. Environ dix mille hommes d'élite de son armée furent passés en revue par le gouverneur-général et le général en chef, sir H. Fane, le 5 décembre.

Toutefois les sipahies ne montrèrent pas moins d'empressement que les Européens à s'élancer sur la rive opposée. Des négociations conduites par sir Alex. Burnes avaient amené un traité entre l'amir de Khaerpour et le gouvernement suprême, en vertu duquel la forteresse de Bàkker, située sur une île au milieu du cours du fleuve, était cédée en toute propriété aux Anglais; résultat d'une immense importance en lui-même, et sur lequel nous aurons occasion de revenir par la suite. Le 31 janvier, les troupes anglaises, après quelques hésitations de l'amir, qui ne semblait pas vouloir s'exécuter de bonne grace, avaient pris possession du fort. Le 20 février, tout le corps d'armée du Bengale et les troupes de Shah-Shoudjâ étaient réunies à Shikarpour. Le commandant en chef, sir Henry Fane, avait pris congé de l'armée le 16 février pour se rendre à Bombay; l'état des affaires dans le Deccan et les vues ultérieures du gouvernement (par suite des circonstances extraordinaires dans lesquelles les Indes anglaises étaient placées) nécessitaient sa présence dans l'Hindoustan. Le lieutenant-général Keane, destiné à lui succéder dans le commandement immédiat de l'expédition, s'avançait pour opérer sa jonction avec les troupes du Bengale, après avoir rangé le Sindh sous l'autorité anglaise et imposé aux amirs d'Hyderabad un nouveau traité qui assurait la libre navigation de l'Indus, la possession du port de Karatchi aux Anglais, et d'autres avantages matériels ou politiques qui rendent par le fait tout le Delta de l'Indus *province anglaise*.

Dans les premiers jours d'avril, la jonction des deux armées s'était opérée à Quetta, capitale de la province de Shâl. Dès le 17 mars, sir Alex. Burnes, à la tête d'un détachement d'avant-garde, avait franchi les passes du Bolan et s'était occupé, avec son activité ordinaire, des moyens de diminuer, autant que possible, les privations et les souffrances qui attendaient l'armée dans sa marche à travers ces défilés, formidables par les obstacles naturels qu'ils opposent au passage, et la difficulté, ou même l'impossibilité, de s'y procurer de l'eau. Cependant ses efforts n'eurent pour résultat que de rassembler vers le milieu de la passe principale (qui n'a pas moins de quatorze à quinze lieues de long) quelques chameaux chargés d'outres remplies de ce précieux liquide dont chaque goutte valait, pour les malheureux soldats, son pesant d'or. Toute l'armée cependant était arrivée saine et sauve de l'autre côté des passes, dans la délicieuse vallée de Shâl, sans avoir encore rencontré aucun ennemi sérieux, mais inquiétée sur ses flancs et sur ses derrières par des nuées de Bélout-

chies et ayant à lutter dans ses longues marches contre la fatigue, la poussière, souvent la faim et toujours la soif (1). Comment il s'est fait que les chefs de Kandahar n'ont pas défendu les passes du Bolan, c'est ce qu'il est impossible d'expliquer, car on ne possède encore que des renseignemens incomplets sur cette partie de l'histoire de l'expédition. Peut-être l'argent a-t-il, avec sa toute-puissance ordinaire, aplani aussi cet obstacle. « Jamais armée dans l'Inde, dit un de nos correspondans, n'a été si largement pourvue de fonds *pour toutes les branches du service*. La patience, le courage, l'admirable discipline de nos troupes, ont surmonté bien des difficultés pendant cette marche aventureuse de trois cents lieues : l'argent a fait le reste! » Néanmoins, au-delà du Bolan et sur le plateau de Kandahar, une résistance formidable pouvait avoir été organisée par les chefs Barekzaïs : on s'y attendait en quittant Quetta, d'où le shah, M. Macnaghten, sir John Keane et le quartier-général avec toute la cavalerie, l'artillerie et la première brigade d'infanterie, avaient marché le 6 avril sur Kandahar : quelques-uns prétendaient cependant que les Serdars enverraient leur soumission à l'approche du gros de l'armée. Toutes ces prévisions furent déçues. M. Macnaghten, dans son rapport au gouverneur-général sous la date du 24 avril, rend un compte si intéressant des évènemens qui avaient précédé l'arrivée du shah dans son ancienne capitale, que nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'en reproduire les principaux passages.

« Dans ma dépêche du 12 de ce mois, dit M. Macnaghten, j'avais cru pouvoir annoncer qu'un laps de quelques jours suffirait pour montrer la haute considération dont sa majesté Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk jouit parmi ses compatriotes, aussi bien que la sagesse des mesures adoptées par le gouvernement anglais et dont l'exécution nous

(1) Nos journaux ont reproduit d'après les feuilles anglaises, parmi beaucoup de données inexactes, plusieurs détails aussi vrais qu'intéressans sur la marche de l'armée et sur le passage du Bolan; mais ils ont accueilli trop légèrement des récits évidemment entachés d'exagération, tant sur la force des troupes expéditionnaires au départ de l'Hindoustan, que sur les pertes qu'elles ont éprouvées pendant cette marche mémorable de quatre cents lieues. Comparer les accidens et les catastrophes partielles du passage du Bolan aux désastres de Moscou, c'était, en vérité, passer toute mesure. Une armée qui eût éprouvé une désorganisation pareille, se serait trouvée hors d'état de continuer la campagne. Tout montre, au contraire, que l'armée anglo-indienne n'a rencontré aucun obstacle stratégique sérieux jusqu'à *Ghisni*, et n'a éprouvé, vu les immenses obstacles naturels qu'elle avait à surmonter, que des pertes tout-à-fait insignifiantes en hommes, et plus fortes à la vérité, mais prévues d'avance, en bagages et en bêtes de somme. Les dépêches officielles et les correspondances sérieuses ne sauraient laisser aucun doute à cet égard.

est confiée. Hier le shah, avec ses troupes régulières, fit une marche de vingt-deux milles, qui le conduisit à Deh-Hadji, où il eut la satisfaction d'apprendre que les Serdars étaient sur le point de décamper. Nous avons acquis la certitude qu'en effet ils ont pris la fuite hier au soir, suivis de deux ou trois cents cavaliers au plus. Leur conduite, jusqu'au dernier moment, a été marquée par la bassesse et la rapacité. Tandis que d'une main ils vendaient aux marchands de la ville les grains qu'ils avaient accaparés, de l'autre ils épuisaient les ressources des pauvres habitans par tous les moyens possibles d'exaction et de violence. Ils sont partis au milieu des malédictions et de l'exécration de toutes les classes. Ce matin nous avons marché sur Kandahar, distant d'environ dix-huit milles, et nous sommes en ce moment campés à moins de deux milles (environ trois quarts de lieue) de la ville. Le spectacle qui s'est offert à nos yeux est, sans aucun doute, le plus intéressant dont il m'ait jamais été donné d'être témoin. Sir John Keane, avec l'armée de l'Indus, était à une marche en arrière de nous;..... les troupes régulières du shah étaient également en retard, et sa majesté avança, accompagnée seulement des officiers de la mission et des gens de sa maison. A chaque centaine de toises, nous rencontrions des troupes d'hommes bien armés et bien montés venant faire leur soumission au roi, tandis que les paisibles habitans des campagnes accouraient en foule, et, se pressant autour du shah, exprimaient en termes non équivoques la joie que leur causait son retour. La tranquillité est rétablie... Sa majesté se proposait d'envoyer un détachement à la poursuite des Serdars en fuite, et il est certain qu'ils méritent peu d'égards après la perversité et la folie de leur conduite, en dépit des avertissemens solennels et répétés qu'ils avaient reçus. Il serait sans aucun doute dangereux de les laisser libres de fomenter de nouveaux troubles, mais j'ai dû appréhender que, dans l'état d'excitation des esprits, ils ne fussent exposés à des cruautés inutiles s'ils tombaient entre les mains des troupes du shah; j'ai donc persuadé à sa majesté de me permettre de faire aux Serdars une offre qui, s'ils l'acceptent, les mettra à même de se retirer en sûreté sur notre territoire. La pension que sa seigneurie le gouverneur-général pourrait juger convenable de leur assigner sera nécessairement beaucoup moindre que celle qu'ils auraient reçue, s'ils eussent accepté nos propositions dès l'origine, et je pense qu'une allocation de 500 roupies par mois, pour chacun d'eux, serait amplement suffisante... Je leur ai fait écrire dans ce sens, et je ne suis pas sans espoir de les amener à souscrire à ces conditions. »

M. Macnaghten rend compte ensuite de ce qui s'est passé du 12 au 23 avril. Les Serdars avaient eu quelques instans l'idée d'arrêter l'armée à la passe de Kadjak, mais la rapidité des mouvemens de l'avant-garde les avait surpris avant qu'ils ne fussent en mesure, et un détachement envoyé par eux dans la passe avait fait une retraite précipitée après avoir échangé quelques coups de fusil avec la tête de la colonne de marche. Leurs efforts pour soulever la population des provinces contre l'invasion des *infidèles*, avaient complètement échoué. Deux des frères, Raham-dil-Khan et Mehr-dil-Khan, s'étaient enfin décidés à sortir de Kandahar, avec deux ou trois mille cavaliers, dans l'intention de harceler l'armée anglaise et avec l'espoir d'intercepter les convois, de surprendre des traînards ou des détachemens isolés, etc., laissant au troisième frère, Kohun-dil-Khan, la garde de la ville. Mais ces efforts tardifs de résistance n'aboutirent qu'à s'emparer de deux éléphans de M. Macnaghten, qui s'étaient trop écartés du camp en allant au fourrage, à tuer quelques misérables non combattans qui s'étaient imprudemment avancés dans le pays, et à priver le camp anglais d'eau, pendant quelques heures, en détournant un ruisseau. Dans la journée du 20, quelques-uns des principaux chefs, à la suite des Serdars Barekzaïs, les abandonnèrent et vinrent faire leur soumission. Consternés de ces défections soudaines et de l'approche des troupes anglaises, les Serdars s'étaient repliés en toute hâte sur Kandahar d'où ils se déterminèrent à fuir, comme on l'a vu, dans la soirée du 23. Puisque nous sommes sur le chapitre des trois frères qui, depuis tant d'années, opprimaient, à l'envi l'un de l'autre, les provinces du Kandahar, nous ne pouvons nous empêcher de dire, en passant, qu'il nous paraît difficile que ces chefs subissent, aussi promptement que M. Macnaghten l'espérait, les conditions humiliantes qu'il leur a fait notifier. Les districts sous l'administration despotique de Raham-dil-Khan, la ville de Kandahar y comprise, rapportaient environ cinq lacs de roupies, c'est-à-dire plus de 1,200,000 francs. Kohun-dil-Khan retirait des neuf districts de son gouvernement, dans l'ouest, à peu près quatre lacs (un million). Mehr-dil-Khan, le plus jeune des frères et le plus insouciant, homme de plaisir avant tout et l'un des génies poétiques de l'Afghanistan, s'il faut en croire la renommée, se contentait des trois sacs qu'il levait chaque année des districts du sud. Ces gens-là auront bien de la peine à se résigner à subir la loi du vainqueur : il leur semblera bien dur de descendre si promptement d'une royale indépendance à l'humble condition de pensionnaires à 500 roupies par mois, eux qui,

pendant si long-temps, en ont eu plus du double par jour à leur disposition! D'ailleurs ils sont Afghans, le sang des Barekzaïs coule dans leurs veines, et se révolte sans doute à l'idée de se rendre, pour ainsi dire, à discrétion, quand il leur reste peut-être encore des moyens, sinon de salut, au moins de résistance. L'avenir nous apprendra ce que les chefs fugitifs auront résolu en recevant les propositions de M. Macnaghten. Au reste, il ne faut pas prendre, selon nous, dans un sens absolu tout le mal que les Anglais ont pu dire ou penser de ces chefs. La tribu des Barekzaïs est une des plus puissantes et des plus honorées de l'Afghanistan. Elle a produit plus d'un homme de cœur et de tête, plus d'un ministre, plus d'un guerrier. Les chefs de Kandahar ont, sans aucun doute, tous les vices de leur race, et probablement à un haut degré; mais ils en ont aussi les vertus. Ils sont braves, intelligens dans les affaires, généreux envers leurs alliés, leurs cliens, leurs serviteurs; hospitaliers envers les étrangers. Plus d'un voyageur anglais a été reçu en ami par eux, comblé d'égards, d'attentions, de soins; protégé dans sa personne et ses bagages en traversant leur territoire. Nous en avons les preuves sous les yeux, et, tout en reconnaissant que la civilisation européenne fera, selon toute probabilité, du bien à l'Afghanistan, même en s'y introduisant brusquement et les armes à la main, nous pensons qu'elle a plus à gémir qu'à s'indigner et qu'elle ne doit pas s'étonner si elle n'est pas comprise tout d'un coup par des hommes comme Rahem-dil-Khan et ses dignes frères, ou même par la génération qui les suivra. Nous croyons, au reste, avec M. Macnaghten, que Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk est mille fois plus digne de régner sur l'Afghanistan que les Serdars Barekzaïs de Kandahar ou de Kaboul; mais nous soutenons aussi, à part les considérations politiques qui ont déterminé les Anglais à prendre si chaudement le parti de Shah-Kamran contre la Perse et les princes Barekzaïs, que ces derniers, aux yeux de tout homme civilisé et de tout juge impartial, méritaient plus de considération et d'égards que ce petit roi d'Hérat, dont les dangers avaient excité si inopinément les sympathies britanniques. Ce Kamran, qu'un journal représentait tout dernièrement comme un souverain *jeune, brave, entreprenant*, est un vieillard usé par les débauches les plus honteuses et l'usage continuel de l'opium, le tyran le plus cruel et le plus abject en même temps qu'il soit possible d'imaginer. Les témoignages sont unanimes à cet égard. Les officiers anglais « voyageant en Afghanistan par ordre du gouverneur-général » représentent eux-mêmes, sans exception, le souverain

d'Hérat comme un prince d'un caractère cruel, tyrannique, avare, débauché, écrasant son peuple d'impôts et arrachant à ses sujets par la torture et tous les genres de supplices les contributions extraordinaires dont il ne cesse de grossir son trésor. Et voilà cependant le protégé de l'Angleterre, tandis que les Barekzaïs sont signalés par son gouvernement au mépris et à la haine des nations. Nous croyons Shah-Shoudjâ meilleur qu'eux tous, sans aucun doute, mais par un accident de sa nature, et nous nous en réjouissons pour les peuples qu'il est appelé à gouverner de nouveau après un exil si long et si instructif à la fois. Toutefois nous craignons, pour eux et pour lui, le retour des anciennes habitudes de despotisme, les mauvais conseils et les flatteurs. Ce qui nous rassure cependant, c'est la présence, ce sont les conseils du ministre anglais; et d'ailleurs les Afghans, il faut en convenir, n'ont pas le droit d'être difficiles en fait de gouvernement. Ceci nous rappelle un trait d'humanité et de justice de Shah-Shoudjâ lui-même, que nous avons entendu raconter dans l'Inde, et que les gens du pays admiraient fort. Un des serviteurs intimes du shah, disait-on, ayant commis un crime qui méritait la mort, le shah, fort attaché à cet homme et résolu cependant de ne pas laisser le crime impuni, fit couper les oreilles du coupable qui, dévoué plus que jamais au maître dont la clémence avait épargné sa vie, ne voulut pas se séparer un instant de lui au milieu de ses plus cruelles infortunes. Un souverain absolu qui, pouvant faire abattre la tête, se contentait des oreilles, méritait, dans les idées de ses compatriotes, la palme de la modération et de l'indulgence. Rentrons à Kandahar avec Shah-Shoudjâ et l'envoyé du gouvernement britannique, dont la prudence, aidée des baïonnettes anglaises, a amené ce triomphe et en prépare de nouveaux.

L'entrée du roi dans l'ancienne capitale de l'empire afghan présenta le spectacle le plus imposant et le plus touchant à la fois. L'enthousiasme de la population était à son comble : les femmes se pressaient sur les balcons; les hommes, en masse compacte, bordaient les rues de chaque côté; les acclamations de cette foule heureuse enfin du présent, parce qu'elle était confiante dans l'avenir, retentissaient de toutes parts, « Soyez le bien-venu, fils de Timour! vous êtes notre refuge! Kandahar a été ruiné par les Barekzaïs! Que votre pouvoir nous protège à jamais! Périssent vos ennemis! » Tels étaient les vœux et les félicitations qui accueillaient le souverain sur son passage. On jetait des fleurs sur lui et des corbeilles pleines de pain sous les pas de son cheval. Shah-Shoudjâ, après avoir traversé la

ville, se rendit avec tout son cortége à la mosquée où est suspendue, dit-on, la tunique du prophète, et offrit ses actions de graces au Dieu des croyans. De là le shah se rendit au tombeau de son grand-père, Ahmed-Shah, pour y prier encore. Son émotion était visible; le souvenir de ses maux passés, le sentiment de sa prospérité actuelle, prospérité si inattendue, ce témoignage muet, devant ses yeux, de la vanité de la conquête et du néant des grandeurs humaines : tout se réunissait pour remuer fortement son cœur et lui inspirer des sentimens à la hauteur de sa situation. Aussi, se tournant vers l'une des personnes de sa suite, donna-t-il l'ordre de faire courir après les chefs Barekzaïs, non plus cette fois avec des idées de vengeance, mais pour leur dire de sa part de ne pas errer à l'aventure comme des mendians et des gens sans aveu, de venir à lui, et qu'il prendrait soin de leur avenir. « Je ne sais plus faire de différence, ajouta-t-il, entre les Barekzaïs et les Saddozaïs! » Ce sont là des mots heureux, des inspirations de bon augure. Le shah ne se borna cependant pas à des paroles, et le premier acte de son gouvernement a été, à ce qu'on assure, la remise d'un lac et demi d'impôts.

Le roi prit possession solennelle de son trône le 8 mai avec tout l'appareil et l'éclat que pouvaient donner à cette imposante cérémonie la présence des troupes anglaises, la foule des chefs alliés autour du souverain légitime, et l'empressement des populations accourues de toutes parts pour jouir de ce spectacle. Le général en chef avait donné ses ordres pour qu'on ne laissât au camp que le nombre de troupes strictement nécessaire à la garde des malades, du trésor et des bagages. Huit mille homme de toutes armes furent commandés pour la parade; une plate-forme avait été élevée pour le roi sur le front de la ligne occupée par les troupes.

A l'approche du roi, un salut fut tiré par une des batteries, et lorsqu'il eut atteint le centre de la ligne et pris place sur son trône, les drapeaux saluèrent, les tambours battirent aux champs, et une salve de cent-un coups de canon annonça que la main de l'Angleterre venait de replacer sur le front de Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk la couronne de l'Afghanistan. L'envoyé et ministre anglais, M. Macnaghten, le général en chef et leurs suites, avec les principaux chefs afghans, étaient à la droite du roi, les sayèdes et les moullas à sa gauche. Immédiatement après, le ministre et le général en chef présentèrent leurs *nazzers* (offrandes), circonstance digne de remarque, et qui avait pour but sans doute de grandir Shah-Shoudjâ aux yeux de ses sujets, en témoignant ainsi publiquement du respect du gouverne-

ment anglais pour lui. Les officiers anglais des troupes du shah furent ensuite admis à présenter leurs nazzers, et enfin ceux de ses propres sujets qui avaient droit à cette distinction. Le défilé des troupes en grande tenue termina la cérémonie. Le roi présenta à sir John Keane un sabre magnifique, et exprima l'intention d'offrir un gage de sa reconnaissance à chaque officier présent, et le soir même un ordre du jour, d'après le *commandement exprès de sa gracieuse majesté*, exprimait aux généraux, officiers, sous-officiers et soldats présens dans cette occasion mémorable, la profonde reconnaissance de sa majesté pour les grandes obligations qu'elle leur avait, ainsi qu'à la nation anglaise en général.

L'armée anglaise, après s'être reposée à Kandahar de ses immenses fatigues, se remit en marche du 27 au 30 juin; mais, bien que la distance de Kandahar à Ghizni ne soit que de cent soixante milles, bien que la route soit presque droite et en général assez belle, l'insuffisance des moyens de transport, d'autres causes matérielles de retard, et les précautions indispensables à la sûreté de l'armée en avançant dans le pays, ne permirent pas d'atteindre les environs de cette place avant le 21 juillet. Dans la matinée de ce jour, l'armée marcha en trois colonnes, cavalerie, artillerie et infanterie, sur Ghizni, dont l'ennemi défendit les approches d'abord par une vive fusillade, et bientôt par une canonnade qui annonçait enfin une lutte sérieuse. L'artillerie de siége était restée à Kandahar, l'armée n'était point pourvue de moyens d'escalade; la place était plus forte d'assiette et d'ouvrages qu'on ne se l'était figuré. Il n'y avait pas de temps à perdre; le général en chef prit ses mesures, et, après s'être concerté avec l'habile directeur du génie, capitaine Thomson, il fut décidé qu'on ferait sauter la porte de Kaboul (le point le plus faible de l'enceinte) d'après un plan indiqué par le colonel Pasley en 1835. (Des copies lithographiées de ce plan avaient été adressées par la cour des directeurs au gouvernement de l'Inde, et distribuées aux officiers d'artillerie et du génie.) Tous les préparatifs s'achevèrent dans la journée du 22. Le 23, à deux heures du matin, sir John Keane et son état-major prirent position sur les hauteurs de Balloul, à portée de canon de la place. Les batteries étaient en avant avec quatre régimens d'Européens, suivis des sipahies, prêts à se porter à l'assaut. A trois heures, la canonnade commença, et bientôt après, avant que le jour eût paru, une explosion terrible annonça que le plan arrêté la veille avait été mis à exécution. Il avait eu le succès le plus complet. Les troupes s'étaient précipitées sur les

décombres, avaient pénétré dans la place après une lutte courte, mais acharnée, et à cinq heures, aux premiers rayons du jour, les couleurs anglaises flottaient sur la citadelle de Ghizni. Protection fut immédiatement accordée aux femmes, dit le rapport du général en chef, et ce mot honore la conquête, s'il ne suffit pas pour la justifier.

La garnison et la colonne d'assaut étaient à peu près d'égale force, au moins numériquement parlant, environ 3,500 hommes de part et d'autre. La perte totale du côté des Anglais en tués et en blessés, dans cette brillante affaire, n'a été que de 182 hommes, tant officiers, que sous-officiers et soldats. A l'assaut de Bhurtpour, le 18 janvier 1826, l'armée anglaise avait perdu 580 hommes, après une lutte corps à corps avec les Djats. Nous mettons ces deux faits en présence pour prouver que les Afghans, malgré la bravoure qu'ils ont montrée à Ghizni, n'ont pas été les adversaires les plus redoutables que les Anglais aient eu à combattre dans l'Inde. Plus de 500 Afghans paraissent avoir trouvé la mort dans cette rencontre sanglante. La garnison était sous les ordres de Mohammed-Hyder, un des fils de Dost-Mohammed, qui fut fait prisonnier dans un des bastions où il s'était réfugié, quelques heures après la prise de la place, et confié, d'après sa demande, à la surveillance bienveillante de sir Alex. Burnes, qui l'avait connu à la cour de son père. Celui-ci avait compté que le siége de Ghizni arrêterait un an ou deux l'armée anglaise; la prise de cette place produisit une grande impression sur les Afghans et sur le chef de Kaboul lui-même. Toutefois, en apprenant le désastre de son fils, il se mit à la tête d'un corps de 12 à 13,000 hommes avec 28 pièces de canon et prit position à Argbandie, à trente milles de Kaboul; mais ici, comme à Kandahar, les derniers efforts des usurpateurs furent inutiles : à l'approche de l'armée anglaise, qui s'était dirigée de Ghizni sur Caboul en deux colonnes les 30 et 31 juillet, les troupes de Dost-Mohammed-Khan se débandèrent; il ne resta autour de lui que les hommes de sa propre tribu, les Barekzaïs. Enfin ce malheureux chef, après quelque hésitation, convaincu de l'impossibilité de défendre les approches de son ancienne capitale, se détermina au dernier moment à prendre la fuite dans la direction de Balk, laissant en position à Argbandie toute son artillerie, qui, presque immédiatement après, tomba entre les mains de 200 lanciers formant l'avant-garde de l'armée.

Enfin le terme de tant d'efforts approchait. Le but de cette expédition lointaine allait être atteint. Le 6 août, Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk, avec l'armée anglaise, campa en vue de Kaboul; le 7, dans

la soirée, le roi fit son entrée dans sa capitale, accompagné de M. Macnaghten, du général en chef, de l'état-major-général, et escorté, d'après son désir exprès, par un escadron du quatrième régiment de dragons légers de la reine. La réception du vieux monarque par ses sujets de Kaboul, parut aussi cordiale que celle qui lui avait été faite à Kandahar, quoique l'enthousiasme ne se manifestât pas d'une manière aussi bruyante. La dernière dépêche officielle du ministre anglais, qui nous soit connue, conclut ainsi : « De Kandahar à Kaboul, Shah-Shoudjâ-Oul-Moulk a été rejoint par toutes les personnes d'un rang un peu élevé et de quelque influence dans le pays, et il a fait son entrée triomphale en cette ville dans la soirée du 7 courant. Sa majesté a établi sa résidence dans le Bala-Hissar, et a voulu que la mission anglaise s'y établît provisoirement près de lui.»

Au moment où le roi de Kaboul arrivait sous les murs de sa capitale, le corps d'armée auxiliaire, fourni par le souverain du Pandjab pour coopérer avec les troupes anglaises, se rendait maître des passes de Kheyber, d'où Mohammed-Akber (autre fils de Dost-Mohammed) chargé de défendre ces défilés, avait été rappelé en toute hâte par son père pour le rejoindre avec ses troupes sur la route de Kaboul à Ghizni. Ce corps sikh avait été placé sous la direction du colonel Wade qu'accompagnait le prince Timour, fils de Shah-Shoudjâ. Le colonel Wade était campé, d'après les derniers avis, à l'ouest des passes sur la route de Djallalabad, et se préparait à occuper cette ville, située entre Peshaver et Kaboul. Le pays d'alentour avait reconnu l'autorité du shah. Les dernières nouvelles de Kaboul sont de la fin d'août; à cette époque, le roi paraissait assez affermi sur son trône pour qu'un ordre du jour du général en chef de l'armée de l'Indus pût annoncer déjà le prochain départ de la majeure partie des troupes anglaises. D'après les dispositions de l'ordre du jour, sous la date du 27 août, deux régimens d'infanterie du Bengale, un régiment d'infanterie européenne, deux compagnies d'artillerie et quelques escadrons de cavalerie, resteront campés autour de Kaboul, un régiment d'infanterie du Bengale et une compagnie d'artillerie à Kandahar, enfin deux régimens d'infanterie dans la province de Shâl. On peut évaluer l'effectif de ces corps réunis à environ 5000 hommes. Le reste des troupes du Bengale devait rentrer en octobre dans la présidence de Calcutta en passant par le Pandjab, et les troupes de Bombay retourner dans leur présidence par les passes du Bolan et Quetta en septembre. Avant de rentrer sur le territoire du Sindh, ces troupes paraîtraient avoir eu mission de châtier les Béloutchies, et de

déposer leur principal chef, le khan de Kélat. L'artillerie et les munitions envoyées à Hérat, sous la conduite du major Todd, avaient atteint leur destination. Le shah d'Hérat avait accepté les propositions qui lui étaient faites par le gouvernement suprême; il s'était résigné à reconnaître Shah-Shoudjâ, son oncle, comme roi de Kaboul. Les Anglais se chargeaient de réparer les fortifications d'Hérat. Kamran est un homme d'une soixantaine d'années, d'un extérieur peu recommandable; nous avons vu ce qu'on devait penser de son caractère. Shah-Shoudjâ a également atteint sa soixantième année, mais il a une belle figure, une physionomie où la majesté et la bonté se peignent dans chaque trait. Un officier présent à l'intronisation du shah à Kandahar écrit qu'il ne paraît pas avoir plus de quarante ans. Ce monarque reprend le sceptre sous les plus heureux auspices. Il y a cependant beaucoup à faire encore pour arriver à la reconstruction de l'unité gouvernementale dans l'Afghanistan, et la consolidation du pouvoir royal sera, avant tout, l'œuvre de l'influence anglaise. Le commerce, ruiné par les troubles continuels dont ces malheureux pays ont été le théâtre pendant tant d'années, va renaître et s'accroître rapidement à la faveur des mesures actives et intelligentes que M. Macnaghten ne manquera pas de recommander au souverain. La conquête, quand elle a ainsi pour but l'organisation et le commerce, est, nous le répétons, un puissant moyen de civilisation. On pensait que M. Macnaghten resterait au moins un an à Kaboul pour y asseoir le nouveau gouvernement sur des bases durables.

Il sera d'un haut intérêt d'étudier les nouvelles relations qui, en conséquence de ces grands changemens, vont s'établir entre la Perse d'un côté, l'Asie centrale et la Russie de l'autre, et ces riches provinces de l'Afghanistan placées si hardiment sous le protectorat de l'Angleterre, relations auxquelles se rattache la déclaration toute récente et si remarquable de la Russie contre le khan de Khiva. La navigation de l'Indus et de ses affluens va aussi se régulariser et se développer au profit surtout de nos voisins. Ce sont des questions importantes et dont la solution intéresse non seulement les destinées de l'Inde britannique, mais celles du monde entier.

Dans la suite de ce travail, nous apprécierons les ressources naturelles et commerciales de l'Afghanistan et du Delta de l'Indus, que l'Angleterre vient aussi de ranger sous sa loi. Nous examinerons ensuite en quoi l'annexation de ces contrées à l'empire, déjà si vaste, des Indes anglaises, modifie l'état politique et commercial de cet empire et engage son avenir.

A. de Jancigny.

SILVIA.

A MADAME ***.

Il est donc vrai, vous vous plaignez aussi,
Vous dont l'œil noir, gai comme un jour de fête,
Du monde entier pourrait chasser l'ennui.
Combien donc pesait le souci
Qui vous a fait baisser la tête?
C'est, j'imagine, un aussi lourd fardeau
Que le roitelet de la fable;
Ce grand chagrin qui vous accable
Me fait souvenir du roseau;
Je suis bien loin d'être le chêne.
Mais, dites-moi, vous qu'en un autre temps
(Quand nos aïeux vivaient en bons enfans)
J'aurais nommée Iris, ou Philis, ou Climène,
Vous qui, dans ce siècle bourgeois,
Osez encor me permettre parfois
De vous appeler ma marraine,
Est-ce bien vous qui m'écrivez ainsi,
Et songiez-vous qu'il faut qu'on vous réponde?
Savez-vous que, dans votre ennui,

Sans y penser, madame et chère blonde,
Vous me grondez comme un ami?
Paresse est manque de courage,
Dites-vous; s'il en est ainsi,
Je vais me remettre à l'ouvrage.
Hélas! l'oiseau revient au nid,
Et quelquefois même à la cage.
Sur mes lauriers on me croit endormi;
C'est trop d'honneur pour un instant d'oubli,
Et dans mon lit les lauriers n'ont que faire.
Ce ne serait pas mon affaire.
Je sommeillais seulement à demi,
A côté d'un brin de verveine
Dont le parfum vivait à peine,
Et qu'en rêvant j'avais cueilli.
Je l'avouerai, ce coupable silence,
Ce long repos, si maltraité de vous,
Paresse, amour, folie ou nonchalance,
Tout ce temps perdu me fut doux.
Je dirai plus, il me fut profitable;
Et si jamais mon inconstant esprit
Sait revêtir de quelque fable
Ce que la vérité m'apprit,
Je vous paraîtrai moins coupable.
Le silence est un conseiller
Qui dévoile plus d'un mystère;
Et qui veut un jour bien parler
Doit d'abord apprendre à se taire.
Et quand on se tairait toujours,
Du moment qu'on vit et qu'on aime,
Qu'importe le reste? et vous-même,
Quand avez-vous compté les jours?
Et puisqu'il faut que tout s'évanouisse,
N'est-ce donc pas une folle avarice,
De conserver comme un trésor
Ce qu'un coup de vent nous enlève?
Le meilleur de ma vie a passé comme un rêve
Si léger qu'il m'est cher encor.
Mais revenons à vous, ma charmante marraine.
Vous croyez donc vous ennuyer?

Et l'hiver qui s'en vient, rallumant le foyer,
  A fait rêver la châtelaine.
Un roman, dites-vous, pourrait vous égayer;
  Triste chose à vous envoyer!
Que ne demandez-vous un conte à La Fontaine?
C'est avec celui-là qu'il est bon de veiller;
  Ouvrez-le sur votre oreiller,
  Vous verrez se lever l'aurore.
Molière l'a prédit, et, j'en suis convaincu,
  Bien des choses auront vécu
  Quand nos enfans liront encore
  Ce que le bonhomme a conté,
  Fleur de sagesse et de gaieté.
Mais quoi! la mode vient, et tue un vieil usage.
On n'en veut plus, du sobre et franc langage
  Dont il enseignait la douceur,
 Le seul français, et qui vienne du cœur;
  Car, n'en déplaise à l'Italie,
  La Fontaine, sachez-le bien,
  En prenant tout, n'imita rien;
 Il est sorti du sol de la patrie,
 Le vert laurier qui couvre son tombeau;
  Comme l'antique, il est nouveau.
  Ma protectrice bien-aimée,
  Quand votre lettre parfumée
 Est arrivée à votre enfant gâté,
Je venais de causer en toute liberté
  Avec le grand ami, Shakspeare.
Du sujet, cependant, Boccace était l'auteur;
Car il féconde tout, ce charmant inventeur;
 Même après l'autre, il fallait le relire.
 J'étais donc seul, ses Nouvelles en main,
 Et de la nuit la lueur azurée,
  Se jouant avec le matin,
 Étincelait sur la tranche dorée
  Du petit livre florentin;
Et je songeais, quoi qu'on dise ou qu'on fasse,
Combien c'est vrai que les Muses sont sœurs;
 Qu'il eut raison, ce pinceau plein de grace,
 Qui nous les montre au sommet du Parnasse,

Comme une guirlande de fleurs!
La Fontaine a ri dans Boccace,
Où Shakspeare fondait en pleurs.
Sera-ce trop que d'enhardir ma muse
Jusqu'à tenter de traduire à mon tour
Dans ce livre amoureux une histoire d'amour?
Mais tout est bon qui vous amuse.
Je n'oserais, si ce n'était pour vous;
Car c'est beaucoup que d'essayer ce style
Tant oublié, qui fut jadis si doux,
Et qu'aujourd'hui l'on croit facile.

Il fut donc, dans notre cité,
Selon ce qu'on nous a conté,
(Boccace parle ainsi; la cité, c'est Florence),
Un gros marchand, riche, homme d'importance,
Qui de sa femme eut un enfant,
Après quoi, presque sur-le-champ,
Ayant mis ordre à ses affaires,
Il passa de ce monde ailleurs.
La mère survivait; on nomma des tuteurs,
Gens loyaux, prudens et sévères,
Capables de se faire honneur
En gardant les biens d'un mineur.
Le jouvenceau, courant le voisinage,
Sentit d'abord douceur de cœur
Pour une fille de son âge
Qui pour père avait un tailleur;
Et peu à peu, l'enfant devenant homme,
Le temps changea l'habitude en amour,
De telle sorte que Jérôme
Sans voir Silvia ne pouvait vivre un jour.
A son voisin la fille accoutumée
Aima bientôt comme elle était aimée.
De ce danger la mère s'avisa,
Gronda son fils, long-temps moralisa,
Sans rien gagner par force ou par adresse.
Elle croyait que la richesse
En ce monde doit tout changer,

Et d'un buisson peut faire un oranger (1).
Ayant donc pris les tuteurs à partie,
La mère dit : « Cet enfant que voici,
« Lequel n'a pas quatorze ans, Dieu merci,
« Va désoler le reste de ma vie.
« Il s'est si bien amouraché
« De la fille d'un mercenaire,
« Qu'un de ces jours, s'il n'en est empêché,
« Je vais me réveiller grand'mère.
« Soir ni matin, il ne la quitte pas;
« C'est, je crois, Silvia qu'on l'appelle;
« Et s'il doit voir quelqu'autre dans ses bras,
« Il se consumera pour elle.
« Il faudrait donc, avec votre agrément,
« L'éloigner par quelque voyage;
« Il est jeune, la fille est sage,
« Elle l'oubliera sûrement;
« Et nous le marierons à quelque honnête femme. »
Les tuteurs dirent que la dame
Avait parlé fort sagement :
« Te voilà grand, dirent-ils à Jérôme,
« Il est bon de voir du pays.
« Va-t-en passer quelques jours à Paris,
« Voir ce que c'est qu'un gentilhomme,
« Le bel usage, et comme on vit là-bas;
« Dans peu de temps tu reviendras. »
A ce conseil, le garçon, comme on pense,
Répondit qu'il n'en ferait rien,
Et qu'il pouvait voir aussi bien
Comment l'on vivait à Florence.
Là dessus, la mère en fureur
Répond d'abord par une grosse injure;
Puis elle prend l'enfant par la douceur,
On le raisonne, on le conjure.
A ses tuteurs il lui faut obéir;
On lui promet de ne le retenir
Qu'un an au plus. Tant et tant on le prie,
Qu'il cède enfin. Il quitte sa patrie;

(1) Proverbe florentin.

Il part, tout plein de ses amours,
Comptant les nuits, comptant les jours,
Laissant derrière lui la moitié de sa vie.
L'exil dura deux ans; ce long terme passé,
Jérôme revint à Florence,
Du mal d'amour plus que jamais blessé,
Croyant sans doute être récompensé;
Mais c'est un grand tort que l'absence.
Pendant qu'au loin courait le jouvenceau,
La fille s'était mariée.
En revoyant les rives de l'Arno,
Il n'y trouva que le tombeau
De son espérance oubliée.
D'abord il n'en murmura point,
Sachant que le monde, en ce point,
Agit rarement d'autre sorte.
De l'infidèle il connaissait la porte,
Et tous les jours il passait sur le seuil,
Espérant un signe, un coup d'œil,
Un rien, comme on fait quand on aime.
Mais tous ses pas furent perdus;
Silvia ne le connaissait plus,
Dont il sentit une douleur extrême.
Cependant, avant d'en mourir,
Il voulut de son souvenir
Essayer de parler lui-même.
Le mari n'était pas jaloux,
Ni la femme bien surveillée.
Un soir que les nouveaux époux
Chez un voisin étaient à la veillée,
Dans la maison, au tomber de la nuit,
Jérôme entra, se cacha près du lit,
Derrière une pièce de toile;
Car l'époux était tisserand
Et fabriquait cette espèce de voile
Qu'on met sur un balcon toscan.
Bientôt après les mariés rentrèrent,
Et presque aussitôt se couchèrent;
Dès qu'il entend dormir l'époux,
Dans l'ombre, vers Silvia, Jérôme s'achemine,

Et lui posant la main sur la poitrine,
Il lui dit doucement : « Mon ame, dormez-vous? »
La pauvre enfant, croyant voir un fantôme,
Voulut crier; le jeune homme ajouta :
« Ne criez pas, je suis votre Jérôme. »
« Pour l'amour de Dieu, dit Silvia,
« Allez-vous-en, je vous en prie.
« Il est passé ce temps de notre vie
« Où notre enfance eut loisir de s'aimer.
« Vous voyez, je suis mariée.
« Dans les devoirs auxquels je suis liée,
« Il ne me sied plus de penser
« A vous revoir ni vous entendre.
« Si mon mari venait à vous surprendre,
« Songez que le moindre des maux
« Serait pour moi d'en perdre le repos;
« Songez qu'il m'aime et que je suis sa femme. »
A ce discours, le malheureux amant
Fut navré jusqu'au fond de l'ame.
Ce fut en vain qu'il peignit son tourment,
Et sa constance et sa misère;
Par promesse ni par prière,
Tout son chagrin ne put rien obtenir.
Alors, sentant la mort venir,
Il demanda que, pour grace dernière,
Elle le laissât se coucher
Pendant un instant auprès d'elle,
Sans bouger et sans la toucher,
Seulement pour se réchauffer,
Ayant au cœur une glace mortelle;
Lui promettant de ne pas dire un mot,
Et qu'il partirait aussitôt
Pour ne la revoir de sa vie.
La jeune femme, ayant quelque compassion,
Moyennant la condition,
Voulut contenter son envie.
Jérôme profita d'un moment de pitié;
Il se coucha près de Silvie.
Considérant alors quelle longue amitié
Pour cette femme il avait eue,

Et quelle était sa cruauté,
Et l'espérance à tout jamais perdue,
Il résolut de cesser de souffrir,
Et, rassemblant dans un dernier soupir
Toutes les forces de sa vie,
Il serra la main de sa mie,
Et rendit l'ame à son côté.
Silvia, non sans quelque surprise,
Admirant sa tranquillité,
Resta d'abord quelque temps indécise :
« Jérôme, il faut sortir d'ici,
« Dit-elle enfin, l'heure s'avance. »
Et, comme il gardait le silence,
Elle pensa qu'il s'était endormi.
Se soulevant donc à demi,
Et doucement l'appelant à voix basse,
Elle étendit la main vers lui,
Et le trouva froid comme glace.
Elle s'en étonna d'abord ;
Bientôt, l'ayant touché plus fort,
Et voyant sa peine inutile,
Son ami restant immobile,
Elle comprit qu'il était mort.
Que faire? Il n'était pas facile
De le savoir en un moment pareil.
Elle avisa de demander conseil
A son mari, le tira de son somme,
Et lui conta l'histoire de Jérôme
Comme un malheur advenu depuis peu,
Sans dire à qui, ni dans quel lieu.
« En pareil cas, répondit le bonhomme,
« Je crois que le meilleur serait
« De porter le mort en secret
« A son logis, l'y laisser sans rancune,
« Car la femme n'a point failli,
« Et le mal est à la Fortune. »
« C'est donc à nous de faire ainsi, »
Dit la femme, et, prenant la main de son mari,
Elle lui fit toucher près d'elle
Le corps sur son lit étendu.

Bien que troublé par ce coup imprévu,
L'époux se lève, allume sa chandelle,
Et, sans entrer en plus de mots,
Sachant que sa femme est fidèle,
Il charge le corps sur son dos,
A sa maison secrètement l'emporte,
Le dépose devant la porte,
Et s'en revient sans avoir été vu.
Lorsqu'on trouva, le jour étant venu,
Le jeune homme couché par terre,
Ce fut une grande rumeur;
Et le pire, dans ce malheur,
Fut le désespoir de la mère.
Le médecin aussitôt consulté,
Et le corps partout visité,
Comme on n'y vit point de blessure,
Chacun parlait à sa façon
De cette sinistre aventure.
La populaire opinion
Fut que l'amour de sa maîtresse
Avait jeté Jérôme en cette adversité,
Et qu'il était mort de tristesse,
Comme c'était la vérité.
Le corps fut donc à l'église porté,
Et là s'en vint la malheureuse mère,
Au milieu des amis en deuil,
Exhaler sa douleur amère.
Tandis qu'on menait le cercueil,
Le tisserand, qui, dans le fond de l'ame,
Ne laissait pas d'être inquiet:
« Il est bon, dit-il à sa femme,
« Que tu prennes ton mantelet,
« Et t'en ailles à cette église
« Où l'on enterre ce garçon
« Qui mourut hier à la maison.
« J'ai quelque peur qu'on ne médise
« Sur cet inattendu trépas,
« Et ce serait un mauvais pas,
« Tout innocens que nous en sommes.
« Je me tiendrai parmi les hommes,

« Et prierai Dieu, tout en les écoutant.
« De ton côté, prends soin d'en faire autant
« A l'endroit qu'occupent les femmes.
« Tu retiendras ce que ces bonnes ames
« Diront de nous, et nous ferons
« Selon ce que nous entendrons. »
La pitié trop tard à Silvie
Était venue, et ce discours lui plut.
Celui dont un baiser eût conservé la vie,
Le voulant voir encore, elle s'en fut.
Il est étrange, il est presque incroyable,
Combien c'est chose inexplicable
Que la puissance de l'amour.
Ce cœur si chaste et si sévère,
Qui semblait fermé sans retour
Quand la fortune était prospère,
Tout à coup s'ouvrit au malheur.
A peine dans l'église entrée,
De compassion et d'horreur
Silvia se sentit pénétrée;
L'ancien amour s'éveilla tout entier.
Le front baissé, de son manteau voilée,
Traversant la triste assemblée,
Jusqu'à la bière il lui fallut aller;
Et là, sous le drap mortuaire,
Sitôt qu'elle vit son ami,
Défaillante et poussant un cri,
Comme une sœur embrasse un frère,
Sur le cercueil elle tomba;
Et comme la douleur avait tué Jérôme,
De sa douleur ainsi mourut Silvia.
Cette fois ce fut au jeune homme
A céder la moitié du lit;
L'un près de l'autre on les ensevelit.
Ainsi ces deux amans séparés sur la terre
Furent unis, et la mort fit
Ce que l'amour n'avait pu faire.

ALFRED DE MUSSET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1839.

Nos prévisions sur l'état des esprits dans la chambre des députés ne s'étaient que trop réalisées. La chambre s'est trouvée, dans ses premières réunions, plus fractionnée, plus découragée que nous n'osions le dire; et la conscience de cette atonie lui donnait une tristesse visible, une apathie qui n'était qu'un profond mécontentement de toutes choses et d'elle-même.

Le discours de la couronne ne pouvait l'aider à sortir de cette fâcheuse situation. Le ministère pouvait-il proclamer l'état maladif des esprits, proposer des remèdes qui auraient été des reproches, et rappeler l'assemblée à la vie politique, lui qui n'était pas encore sûr d'être regardé par la chambre comme un être vivant? A qui aurait-il pu s'adresser? Au nom de quel système politique, de quels intérêts du moins, de quelles passions, aurait-il prétendu rallier autour de lui une puissante majorité? On ne rallie pas sans drapeau.

Le ministère, qu'on nous permette une expression vulgaire, ne pouvait que voir venir; il y était condamné par son origine, par sa position, par la combinaison, telle que le 12 mai l'a faite, des élémens dont il se compose; en exiger davantage, ç'aurait été une injustice et une contradiction.

Considéré de ce point de vue, le discours de la couronne a été tout ce qu'il pouvait être. Habilement rédigé, il n'a paru dépasser la mesure que par une expression dont l'explication et le commentaire ne seront pas chose facile à la tribune. Le ministère affirme que notre politique est toujours d'assurer *l'intégrité* de l'empire ottoman. Lord Palmerston et Reschid-Pacha n'auraient pas choisi une autre expression. Peut-être a-t-on voulu dire que la France ne permettra dans aucun cas que l'empire soit démembré au profit d'une puissance européenne, que le turban ne sera nulle part remplacé par le bonnet moscovite ou par le chapeau anglais; que ce principe une fois établi, peu importe à l'Europe que l'empire des Osmanlis soit gouverné par un seul monarque ou par deux. Peut-être aussi ajoutera-t-on que dans toutes les concessions à faire à Méhémet-Ali, on aura soin de réserver à la Porte un droit quelconque de su-

zeraineté, et que dès-lors, tout en diminuant la puissance du sultan, on ne porte cependant aucune atteinte à l'intégrité de l'empire. Mais à coup sûr on n'ajoutera pas qu'on a entendu parler de l'intégrité de l'empire ottoman tel qu'il existe aujourd'hui, l'Égypte, la Syrie et l'île de Candie se trouvant déjà séparées de fait et en possession du pacha. Le ministère n'a certes pas imaginé, on ne saurait trop dans quel but, un détour si peu digne, et qui rappellerait ces bons pères que fustigeait si cruellement l'auteur des *Provinciales*.

Quoi qu'il en soit, le mot d'intégrité est exorbitant. Pris au pied de la lettre, il jetterait la France dans une politique toute nouvelle, à la suite de l'Angleterre, et nous obligerait, pour être d'accord avec nous-mêmes, et pour conserver en tout cas à la France son rang et sa dignité, de coopérer aux mesures coërcitives que le cabinet anglais paraît si désireux d'employer contre Méhémet-Ali. Expliqué, commenté, ce mot jette notre gouvernement dans de graves embarras politiques et diplomatiques, et il est difficile de concevoir quelle utilité indirecte peut en résulter pour la France. On dit que les affaires d'Orient sont dans ce moment l'objet d'une conférence au petit-pied qui se tient à Londres, et dont M. Brunow pour la Russie, et M. Neumann pour l'Autriche font les frais. Fallait-il au négociateur français le mot *d'intégrité* pour s'y déployer à son aise?

Malgré cette pointe si inattendue dans le domaine de la politique extérieure, le discours de la couronne avait laissé les esprits froids, mornes, découragés. Le passage où le roi parlait du zèle ardent du prince royal et de ses frères pour le service de la patrie et l'honneur de la France, jeta seul une étincelle électrique au sein de l'assemblée. La France sentit qu'on lui parlait de ses enfans, et fut émue de leur amour et de leur dévouement.

L'élection de M. Sauzet à la présidence, ainsi que nous l'avions annoncé, n'a pas rencontré d'obstacles sérieux. La chambre était encore hors d'état, je ne dis pas de faire, mais de désirer, mais d'imaginer une élection plus significative. M. Sauzet, bon président d'ailleurs, convenait à la chambre, autant par les qualités dont il manque que par celles dont il est doué. Il lui épargnait la peine de se réveiller brusquement, et pour ainsi dire en sursaut, de cette espèce d'étourdissement léthargique où l'avait jeté la dernière session.

Cependant le frottement des hommes politiques avait recommencé. Après s'être regardés, toisés, en rechignant, en bâillant, on s'était avoué qu'on sommeillait plus qu'il ne convient à la dignité d'un grand corps politique et aux intérêts de la France; mais bientôt on se le dit si souvent et si haut, qu'il fut évident pour tout le monde qu'on touchait au réveil. C'est ainsi que les choses se passent chez nous; toute situation ne dure guère que le temps nécessaire pour la bien constater; le jour où tout le monde la reconnaît et l'avoue hautement, ce jour-là elle disparaît. C'est comme une mode, elle tombe le jour où, devenue générale, elle n'est plus une distinction pour personne. Cette fois, le changement s'opère, nous l'espérons du moins, au profit et pour l'honneur de la France, qui certes n'avait rien à attendre de grand ni d'utile de l'abaissement et de la décomposition d'un des grands pouvoirs de l'état.

L'organisation des bureaux n'a rien offert de remarquable. Un incident du premier bureau est seul venu réveiller la polémique de la salle des conférences, et rappeler aux députés que le moment était arrivé pour chacun de prendre son parti et de choisir son drapeau. M. Dufaure avait donné sa voix à M. Jacques Lefèbvre! De là, grande rumeur et de violentes attaques contre le jeune ministre qui est venu, avec une partie des siens, des rangs du centre gauche de la coalition. Apparemment que le centre gauche avait résolu de voter, le cas échéant, pour M. Dufaure, malgré sa défection. Si cela est, M. Dufaure a eu grand tort, il faut le dire, de ne pas préférer cette conduite toute chrétienne aux règles de la politique; il a eu tort de ne pas voter contre lui-même et contre le ministère dont il fait partie. Nous, cependant, pouvons-nous le blâmer d'avoir voté pour un 221?

Un fait, en apparence du moins plus significatif, a signalé le réveil de la chambre : M. Martin du Nord, après une lutte assez vive, l'a emporté, dans la nomination des vices-présidens, sur M. Vivien. Nous ne voulons pas cependant abuser nos lecteurs en jouant sur les noms propres. Tout le monde sait que la nomination de M. Martin n'est pas due seulement aux votes des 221; plus d'un suffrage lui est venu des rangs des adversaires les plus ardens du 15 avril. Cela est très naturel : il n'est pas d'assemblée politique où ces combinaisons n'arrivent fort souvent sans concert ni préparation aucune. Ceux des membres de la gauche et du centre gauche qui veulent, avant tout, renverser le ministère, ont voté pour M. Martin du Nord, parce que sa nomination était un échec pour les ministres. Les 221, même ceux qui ne se soucient point de précipiter la crise ministérielle, ont voulu témoigner par leurs suffrages combien ils avaient été blessés de l'exclusion donnée pour la première présidence de Douai à un homme des plus honorables et des plus dignes, par cela seul qu'il avait été un des ministres du 15 avril. Ils ont voulu prouver qu'il faudrait toujours compter avec eux.

Au reste, la nomination de M. Martin était plutôt remarquable comme acte de vigueur que comme démonstration politique. La chambre avait fait voir par là qu'elle voulait être; mais elle n'avait pas encore dit ce qu'elle ferait. Il y avait eu une sorte d'accord imprévu pour faire sentir au ministère qu'il n'était pas le maître de la chambre, et qu'il ne pouvait pas même se reposer sur l'apathie de l'assemblée. Il n'y avait encore rien qui annonçât un parti pris, la reconstitution délibérée d'une majorité voulant reprendre sa place au pouvoir. La nomination de M. Martin était plus qu'un accident; mais elle n'était pas la proclamation d'un système : elle ne pouvait pas même servir de prélude, de fait précurseur d'un système politique.

Elle a cependant produit des effets d'une haute importance. Elle a mis la chambre sur ses gardes. La chambre a compris, au retentissement de cette nomination, que le moment des actes sérieux était arrivé, qu'il n'y aurait plus désormais rien d'indifférent dans ses démarches, rien qui ne fût le sujet de commentaires importans, d'interprétations décisives; que tout ce qu'elle ferait deviendrait obstacle ou appui; qu'appelée à exercer nécessairement une grande

et immédiate influence sur le pouvoir, il lui importait de ne pas se tendre des piéges à elle-même, en paraissant favoriser ce qu'elle ne veut pas, et repousser ce qu'elle désire. Elle a surtout compris que sa mission était, avant tout, de reformer une majorité conservatrice, stable, compacte, véritable point d'appui pour le pouvoir, menacé dans l'intérieur par la légèreté et l'insouciance générale des esprits plus encore que par les efforts désespérés des derniers factieux, appelé à l'extérieur à soutenir d'une main ferme et prudente l'honneur national, les intérêts français. Elle a compris qu'il ne s'agissait pas de savoir d'abord par quels hommes nous serions gouvernés, mais bien quelle majorité nous aurions; qu'il appartenait à la majorité de présenter des candidats pour le ministère, et nullement à tel ou tel député de se faire une majorité pour son service. Une majorité due à l'analogie réelle des opinions et au besoin, également et profondément senti, de force et d'élévation dans le gouvernement, pouvait seule servir de base solide à un système politique, et présenter des chances raisonnables d'avenir. Cette majorité, si elle était possible, ne pouvait pas être faite de main d'hommes; elle ne pouvait être que le résultat naturel, spontané des circonstances, l'œuvre de la chambre elle-même, des principes qui y dominent, des sentimens dont elle se trouve réellement animée lorsqu'elle se consulte dans l'apaisement de la tourmente politique.

C'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour bien apprécier le fait grave, décisif peut-être, de la nomination de la commission de l'adresse dans la chambre des députés. Non-seulement les opinions extrêmes n'ont pu y faire arriver un seul de leurs représentans, mais il en a été de même de la gauche constitutionnelle. Le centre gauche opposant y est faiblement représenté, comme pour lui indiquer qu'on ne voulait pas désespérer de le voir, lui aussi, se rallier au parti gouvernemental. Les opinions conservatrices, quelles que soient leurs nuances, ont envahi la commission. La majorité s'est révélée. Elle existe. Il faut seulement la cimenter, la consolider, et l'aider à jouer dans les affaires du pays le rôle qui lui appartient.

Un rapprochement curieux, significatif, ne saurait échapper à l'observateur: c'est qu'en réalité le même esprit a dirigé les deux chambres dans le choix des commissaires. Dans la chambre des députés, M. Quesnault, M. Dumont, M. Legentil, siégent à côté l'un de l'autre, en parfaite harmonie, dit-on; un fait analogue, autant du moins que le permettent les nuances toujours plus adoucies de la chambre des pairs, se reproduit dans la commission qu'elle a nommée.

Encore une fois, et nous nous plaisons à insister sur ce fait, parce qu'il est honorable pour la France, parce qu'il prouve qu'il ne faut jamais désespérer de nos assemblées politiques qu'au jour même où tout y paraît désordre et dissolution, la vie, l'action, l'harmonie y renaissent tout à coup, comme par enchantement; — encore une fois, disons-nous, le fait capital du moment, c'est l'intention positive, manifestée par la chambre des députés, de donner au pouvoir l'appui d'une majorité forte et compacte, d'une majorité conservatrice, qui ne sera ni une coterie ni même un parti, qui recevra également dans

son sein tous ceux qui, oubliant de vieilles discordes et de vieilles misères, reconnaissent que le maintien et le progrès de nos belles institutions exigent un gouvernement ferme, éclairé, et une complète harmonie entre les grands pouvoirs de l'état.

Espérons que ce premier pas ne tardera pas à être suivi d'autres pas également décisifs, et, avant tout, d'un projet d'adresse qui réponde dignement à la pensée de la chambre. Nous n'en doutons point. La commission s'est déjà rassemblée; nul dissentiment n'y a percé; la discussion s'y annonce telle qu'elle doit être entre des hommes habiles, honorables, qui, marchant tous au même but, veulent seulement éclairer la situation du pays.

L'adresse ne sera point hostile au ministère; le but n'est pas de le culbuter, ni d'amener demain une crise ministérielle qui, évidemment, ne ferait que rouvrir et envenimer les plaies du malade, disons mieux, de tous les malades. Loin de là : il faut que la nouvelle situation politique se raffermisse, que la nouvelle majorité reprenne fortement possession de son terrain; elle y sera attaquée, vivement attaquée; escarmouches, combats, peut-être aussi batailles rangées, rien n'y manquera. Là, sur le terrain, en face de l'ennemi, devront se montrer à nu toutes les alliances; là la neutralité sera regardée du même œil que Solon la regardait dans les luttes athéniennes; là la majorité reconnaîtra ses véritables chefs, et le pouvoir ses candidats; là aussi le ministère apparaîtra tel qu'il est, c'est-à-dire un composé d'hommes que le hasard et les nécessités d'un moment difficile ont seuls amenés au pouvoir, d'hommes qui, par l'effet des mêmes circonstances, n'ont pas occupé dans le ministère la place qui leur était naturellement dévolue, enfin d'hommes habiles que tout cabinet doit être heureux de conserver, nous dirons plus, d'hommes dont la retraite pourrait compromettre de nouveau cette majorité qu'il est si important de consolider et de maintenir.

Nous ne faisons, du reste, que répéter ce qui est dans la pensée et désormais dans la bouche de tout le monde. Le ministère ne doit pas être culbuté, mais réformé. Il est incomplet et mal combiné. Il le sent, il le sait comme nous, comme tout le monde.

C'est à la majorité de fournir à la couronne les élémens nécessaires pour le réformer et le compléter. Nous ne voulons faire ici ni pronostics ni conjectures. Rien ne serait plus aisé, rien aussi n'est plus hasardé, plus inopportun. On en a fait plus d'une fois l'expérience.

Il est facile, sans doute, de répéter les noms du petit nombre d'hommes que l'opinion publique signale dès qu'il s'agit de crise ou de réforme ministérielle. A quoi bon? Peuvent-ils, tous ou plusieurs d'entre eux, arriver ensemble au pouvoir? Dieu le veuille! la France s'en réjouira, la France qui, à vrai dire, a autre chose à faire que d'assister, comme à un spectacle de gladiateurs, aux luttes parlementaires des candidats au ministère. Les souvenirs, les colères, l'incompatibilité des humeurs, les prétentions personnelles, disons-le, les petites passions, car au fond il n'y a rien là de noble ni de grand, empê-

chent-ils cet accord? Tant pis, mais encore faut-il que nous soyons gouvernés, fortement et dignement gouvernés.

La majorité qui se forme n'est point étroite, tracassière, exclusive. Ceux qui resteront en dehors s'en seront exclus eux-mêmes; ceux qui, doués des moyens nécessaires, n'auront pas su prendre parmi ses chefs le rang qui leur appartiendrait, auront obéi à je ne sais quelles fantaisies, et auront préféré rester dans d'autres camps que dans le camp gouvernemental.

Quoi qu'il arrive, la session nous paraît s'ouvrir sous d'heureux auspices, et certes on nous permettra d'en féliciter nos amis. Les 221 ont fait preuve d'une modération et d'un tact politique qui les honorent, et nous ne doutons pas qu'ils ne persévèrent jusqu'au bout dans l'œuvre de reconstruction dont ils sont une partie si essentielle.

Un écrit remarquable a paru ces derniers jours. *Le Roi, la Chambre, le Ministère, le Pays,* tel est son titre. « Ceci est l'œuvre d'un homme de bonne foi, » telle est son épigraphe. Nous la croyons sincère. L'écrit se fait remarquer par une appréciation fort ingénieuse, souvent caustique, presque toujours vraie, des choses et des hommes. Mais l'auteur aussi n'est qu'un homme. A force de sonder à fond les passions d'autrui, il n'a pas pris garde aux siennes. Certes, nous sommes tout prêts à rendre, avec lui, pleine et entière justice aux hommes éminens qui ont mérité ses éloges; mais nous ne saurions souscrire également à certaines critiques et à certaines attaques. On dirait qu'il y a là de la rancune, tant les paroles sont amères et les reproches graves et mal fondés. On peut ne pas approuver toute la conduite politique même des hommes les plus haut placés par leur talent; mais il ne faut jamais oublier les services qu'ils ont rendus à la France.

L'Académie française a fourni matière à conversation pendant vingt-quatre heures. C'est beaucoup par le temps qui court. M. Berryer y a obtenu dix voix, dont six de légitimistes. Il faut espérer, pour l'honneur des *immortels,* que pareilles aberrations ne recommenceront pas. M. Berryer n'est pas Châteaubriand. Loin que sa gloire littéraire puisse faire oublier son rôle politique, ce n'est au contraire que par son rôle politique qu'on a pu concevoir la pensée de le porter au fauteuil académique. M. Berryer, homme d'esprit, a dû rire des suffrages qu'il s'était fort habilement procurés. C'est fort beau pour lui d'avoir lutté; il doit lui suffire d'avoir fait peur; il ne recommencera pas; un second échec changerait les rôles, et ce n'est pas le plus beau qui lui resterait.

On dit que M. Cormenin se présente à l'Académie des sciences morales et politiques. C'est donc une gageure des opinions extrêmes? Elles veulent faire irruption dans l'Institut. Après avoir échoué dans la région des faits, elles veulent se mettre en évidence dans celle des idées. Il serait déplorable de voir l'Institut, ce pacifique asile des lettres et des sciences, devenir le champ de bataille des partis politiques. Déjà, dans l'Académie des Inscriptions, il y a eu, dit-on, des alliances qui ne rappellent que trop celles qui se sont réalisées dans certains colléges électoraux.

Mais si la politique ne doit pas envahir l'Institut, nous devons encore moins ici envahir, à notre tour, le domaine des sciences et des lettres. Revenons à la politique.

Bien que le discours de la couronne n'ait point annoncé la conversion des rentes, il paraît qu'un projet de loi sur la matière fait partie du bagage, assez lourd, dit-on, avec lequel le ministère veut se présenter aux chambres. Nous persistons à ne pas reconnaître l'à-propos de cette mesure, surtout si elle se trouve réduite aux plus chétives proportions. Dans ce cas, il n'y aurait pas même utilité financière, profit notable pour le trésor. La mesure devrait être repoussée même par ceux qui ne contestent pas le principe. A quoi bon tant de bruit, et une commotion qui ne laisserait pas d'être profonde, pour un si mince résultat? D'ailleurs, est-ce au moment d'une crise financière qui a jeté la perturbation dans les marchés des deux mondes; est-ce au moment où nous avons la guerre en Afrique, une question immense qui pend toujours en Orient, et des expéditions militaires, sans résultats jusqu'ici, dans l'Amérique du Sud; est-ce dans une année où la cherté du blé se fait sentir dans plus d'une localité, qu'il convient d'agiter les esprits, d'inquiéter les intérêts par une discussion de cette nature? Jamais les circonstances n'auront mieux justifié le gouvernement qui aura la sagesse de s'abstenir.

Ajoutons qu'il y a de l'inconnu partout, et qu'on ne trouve nulle part une profonde tranquillité.

Les affaires d'Espagne n'offrent pas les résultats que laissait espérer la convention de Bergara. Cabrera est plus fort et plus entêté que jamais. Espartero n'a fait que compliquer, par l'intervention, réelle ou non, de son nom, la situation intérieure du pays. Le triomphe du parti modéré est loin d'être assuré. Nous ne pouvons pas nous relâcher dans nos mesures de surveillance.

La Suisse, qui couvre une partie si importante de nos frontières, n'est pas tranquille. Le directoire fédéral, faible lui-même et à peine accepté, depuis la contre-révolution de Zurich, par une partie très considérable de la Suisse, s'est promptement alarmé du bruit que la guerre civile allait éclater dans le Valais, et il a ordonné la mise sur pied de plusieurs bataillons fédéraux. C'était une vaine alarme et une fausse mesure; mais tout est à craindre dans l'état des esprits, et avec un gouvernement aussi faible.

La Hollande offre le spectacle d'une scission entre le roi et les états-généraux. Après un accord si admirable aux jours difficiles, la discorde les surprend au sein de la paix. Ce fait ne manque pas de gravité. L'histoire de plusieurs siècles nous apprend qu'il n'est pas aisé de mettre fin aux dissentimens qui éclatent entre le pays et la maison d'Orange. Les Hollandais sont tenaces, pour ne pas dire entêtés, et nul n'est plus Hollandais que le roi Guillaume.

Le duc de Bordeaux est sur le point de quitter Rome. La comédie qu'il voulait y jouer, le premier moment de curiosité une fois passé, a manqué de spectateurs. En réalité, il y était à charge à tout le monde, en particulier au gou-

vernement pontifical. Rome n'est un asile convenable que pour les prétendans qui n'ont plus d'autres prétentions que de mourir en paix.

Le pape vient de publier des lettres pastorales contre la traite des noirs. Quoiqu'un peu tardive, applaudissons à cette déclaration toute chrétienne du chef de l'église. C'est là la mission de Rome : seconder de toute sa puissance spirituelle les progrès de l'humanité, les conquêtes de la civilisation, l'affranchissement des peuples. Rome fut grande et sainte lorsqu'elle comprit, — ces temps sont bien loin de nous, — que c'était là son rôle, sa gloire, sa puissance. Espérons que l'acte que nous venons de signaler n'a pas été une concession faite du bout des lèvres aux importunités de la diplomatie.

Un passage de l'article sur *les Journaux chez les Romains*, de la dernière livraison de la *Revue*, paraît avoir ému M. Berger de Xivrey qui a écrit, à ce sujet, une lettre aux *Débats :* nous n'avons pas à nous en plaindre. Il a pris la peine d'expliquer plus en détail ce que nous n'avions qu'indiqué. Il n'est pas fâcheux, quand on a affaire à de certaines parties adverses, de les amener ainsi à se dessiner elles-mêmes : cela justifie. Nous continuons de croire que M. Berger n'a point apporté, à l'égard de M. Varin, une intention de critique impartiale et désintéressée; il s'est efforcé, en effet, de déprécier cet intéressant travail dans deux articles consécutifs, en deux journaux différens; il s'est pesamment acharné à quelques phrases surtout de la préface de M. Varin, et il est allé même jusqu'à le railler sur sa santé, trop altérée effectivement. Pour que M. Berger, d'ordinaire si soigneux des prérogatives académiques, s'armât de cette sévérité soudaine contre un ouvrage honoré par l'Académie d'une distinction spéciale et imprimé dans une collection du gouvernement, il fallait quelque raison secrète que nous nous persuadons avoir bien touchée. M. Berger voudrait faire croire qu'il a eu besoin d'un grand courage pour cela, et il se pose là-dessus en vrai chevalier, ou même en martyr. Allons! si M. Berger est un brave pour avoir attaqué M. Varin, nous sommes, nous, des héros pour avoir attaqué M. Berger, et tout est pour le mieux. — Il nous revient, au reste, que, dans la dernière séance de l'Académie des Inscriptions, M. Berger aurait été grondé pour avoir mêlé hors de propos le nom de l'illustre compagnie dans cette discussion toute personnelle : c'est plus, assurément, que nous n'en pouvions demander.

V. DE MARS.